

LA QUESTION DU BLÉ DEPUIS LA GUERRE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 28 Novembre 1930, à 14 heures

par

PIERRE CANTENOT

JURY :

Président : M. OUALID

Suffragants : M. AFTALION ;

M. Roger PICARD.

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge

PARIS

1930

FACULTÉ DE DROIT — UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION DU BLÉ DEPUIS LA GUERRE

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le 28 Novembre 1930, à 14 heures

par

PIERRE CANTENOT

JURY :

Président : M. OUALID

Suffragants : M. AFTALION ;

M. Roger PICARD.

LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge

PARIS

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.





Digitized by the Internet Archive
in 2026

PREMIÈRE PARTIE



HISTORIQUE



CHAPITRE I

DE 1820 A 1914

L'échelle mobile, le libre échange, la protection

Pendant le XIX^e siècle et le début du XX^e, trois systèmes économiques différents ont successivement prévalu dans notre politique du blé : le système dit de l'échelle mobile, le libre échange et enfin le protectionnisme.

Le système de l'échelle mobile fut appliqué près d'un demi siècle de 1819 à 1860, avec toutefois quelques suspensions.

Ce système en apparence très ingénieux avait pour but la stabilisation des cours du blé autour d'un certain prix fixé d'avance et considéré comme rémunérateur.

Voici comment il fonctionnait : lorsque le prix pratiqué était égal au prix rémunérateur, les blés entraient en franchise (sauf droit fiscal 0,25 et droit de pavillon 1,25 si le navire est étranger).

Si les cours tombaient de 1, 2 ou 3 francs par hl au-dessous du prix rémunérateur, les blés importés devaient acquitter un droit de 1, 2 ou 3 francs suivant le cas. Si la baisse atteignait 4 francs l'importation était interdite.

En cas de hausse des cours (modification de 1821), mécanisme symétrique par les droits à l'exportation et à partir d'un certain prix, interdiction d'exportation.

Mis en pratique, ce système n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait et ses inconvénients se sont révélés assez nombreux.

D'abord, c'est une grave erreur économique et une politique dangereuse de vouloir fixer pour un produit un prix de base dit « rémunérateur » ; car le prix de revient d'un produit est toujours très difficile à apprécier et d'autre part il varie constamment.

Dans une usine bien organisée, surtout si elle est spécialisée, on arrive, à l'aide d'une comptabilité minutieuse à établir des prix de revient à peu près exacts, mais il n'en est pas de même pour la culture, surtout pour la petite culture dont la production est très variée (1).

(1) Lorsque les fermes écoles veulent établir des prix de revient, elles arrivent à des résultats très différents les uns des autres.

D'autre part, le prix de revient est très variable.

Il varie d'abord avec le pouvoir d'achat de la monnaie.

Pendant la première moitié du 19^e siècle, on constate une baisse générale des prix, due à la raréfaction de l'or et à l'augmentation de son pouvoir d'achat, il était maladroit de chercher à empêcher le blé de subir l'effet de cette baisse générale.

Le prix de revient varie également, d'une année à l'autre, et dans de fortes proportions, suivant la plus ou moins grande abondance des récoltes.

Il ne faut pas oublier que dans une question comme celle du blé d'une si grande importance pour la défense nationale, toute la nation est solidaire et c'est précisément, la raison d'être d'une politique du blé. Si par suite des intempéries, la récolte est par trop déficitaire, la première victime est évidemment le producteur, mais il n'est pas juste qu'il soit seul à souffrir. Puisque le consommateur est intéressé au développement de la production nationale du blé, il est normal qu'en cas de mauvaise récolte, une hausse de prix vienne atténuer la perte subie par le producteur et y faire participer le consommateur, dans une proportion assez faible toutefois. On évitera ainsi que le producteur ne se laisse décourager et n'abandonne progressivement la culture du blé.

En cas de production abondante, au contraire, la baisse vient restreindre le bénéfice du producteur et dé-

dommager le consommateur des sacrifices consentis pendant les mauvaises années.

La hausse et la baisse jouent vis-à-vis du producteur le rôle d'une assurance mutuelle. Les risques de plus ou moins bonne récolte sont pour une partie seulement, mis en commun, par l'ensemble de la nation. De cette façon on évite la ruine du producteur pendant les mauvaises années, ruine qui porterait un grave préjudice à la nation tout entière.

C'est précisément ce mécanisme qu'a méconnu le système de l'échelle mobile en cherchant à stabiliser les prix.

Jusque vers 1840, l'échelle mobile n'a pas été trop nuisible aux producteurs pour deux raisons.

D'abord, pendant la période de baisse générale des prix, comme le prix de base du système avait été fixé une fois pour toutes, l'échelle mobile a joué d'une façon générale en faveur du producteur. Plus l'ensemble des prix baissait, plus le prix de base du blé était rémunérateur.

Secondement, les effets de l'échelle mobile sans être absolument négligeables, furent bien moins importants qu'on ne l'avait espéré. En effet, en période d'abondance, on a beau mettre des droits à l'entrée, comme le besoin d'importation est nul, l'effet produit est nul également et, ce qui influe sur les prix, ce sont les possibilités d'exportation.

De même, en cas de récolte nettement déficitaire, on a beau mettre des droits à l'exportation ou même l'interdire, on ne peut empêcher les prix de monter à la parité des cours étrangers.

Ainsi en cas de besoin d'exportation, l'exportation était libre et en cas de besoin d'importation, les blés entraient en franchise et le résultat était à peu près le même qu'avec le système du libre échange.

Cependant, comme nous l'avons vu, mais pour une raison que n'avaient pas prévue ses auteurs, pendant les années déficitaires, le système protégea le cultivateur jusque vers 1840, par suite de la baisse générale des prix et de l'écart toujours plus élevé entre le prix de base et les cours internationaux.

Au contraire, à partir de 1850, il se produit une hausse générale des prix par suite de la découverte de nouvelles mines d'or et cette fois, avec son prix de base invariable, le système de l'échelle mobile joue nettement en faveur du consommateur contre le producteur national : par le jeu du droit à l'exportation, les prix intérieurs sont maintenus nettement en dessous des prix extérieurs qui ne cessaient de croître parallèlement à la hausse générale des prix constatée à ce moment.

A cette époque, sous l'influence des faits d'abord et, sous l'influence de l'école libérale et en particulier de Frédéric Bastiat, les idées sont nettement en faveur du libre échange. Devant la situation défavorable créée à ce moment à l'agriculture par l'échelle mobile, on

fait campagne en faveur du libre échange en disant que c'est la seule protection possible de l'agriculteur.

La loi du 15 juin 1861 abrogea celle de 1819 instituant l'échelle mobile et ne laissa subsister qu'un droit fiscal de 0,60 par quintal.

Pendant les premières années de la période de libre échange, la production nationale fut stimulée par les hauts prix des blés étrangers. Mais les conditions changèrent à nouveau, grâce à l'abaissement des prix de transport et à l'extension de la culture du blé dans les pays neufs, la concurrence de ces derniers se fit durement sentir.

De plus, à partir de 1873, nous entrons de nouveau, dans une période de baisse générale des prix.

On s'accorde pour dire que cette baisse est due à l'augmentation de la valeur de l'or qui suivit la démonétisation de l'argent dans les principaux pays.

Après avoir joué en faveur du producteur, le libre échange jouait contre lui. Or, comme le montre très bien Monsieur Dannemuller (1), l'agriculture est en cas de baisse générale des prix la classe la plus durement frappée, puisque l'agriculteur, étant beaucoup moins consommateur que les citadins, il subit la baisse pour la vente de ses produits (Dannemuller, p. 42), sans presque en profiter puisqu'il n'achète qu'une faible partie

(1) Voir Dannemuller : la politique française du blé, 1924, Marcel Giard, éditeur, 16, rue Soufflot.

de ce qu'il consomme et même de ses matières premières. Il produit au prix fort et vend au prix faible. Mais au lieu de consommer au prix faible comme un autre producteur, comme il consomme une bonne partie de sa production, il consomme au prix fort.

Il n'a donc pas de contre partie à la perte qu'il subit sur la vente de ses produits.

Aussi le résultat ne se fait-il pas attendre bien longtemps.

A partir de 1872, la production n'augmente plus. Les surfaces emblavées diminuent légèrement, diminution compensée, il est vrai, par une légère amélioration des rendements. Mais comme la production est stationnaire et que la consommation augmente, nos importations augmentent dans de fortes proportions.

De 1 million 1/2 vers 1860-1865, la moyenne de nos importations passe pour la période 1875 à 1895 à plus de 11 millions de quintaux. Dans les mauvaises années, l'importation atteint 22 millions de quintaux, comme en 1879 et 1892. Nous sommes donc à ce moment largement tributaires de l'étranger. Dès 1881, on commençait à s'en rendre compte et le Parlement décida qu'à l'avenir le blé serait exclu des traités de commerce. En 1885, on établit un droit protecteur de 3 fr.

Ce n'était pas suffisant car la crise s'accroissait en raison de la baisse générale des prix et de la concurrence toujours plus vive des pays neufs.

Ces derniers subissaient la crise d'une façon moins violente :

Parce que pays neufs, la masse des capitaux engagés est beaucoup plus faible ;

Parce que pays de culture extensive, les reprises de culture sont beaucoup plus faibles.

La crise en France s'accroissait donc. Grâce à Monsieur Méline le protectionnisme fut renforcé, les droits furent portés à 5 francs en 1887 et à 7 francs en 1894.

Sauf une suspension en 1898, année de très mauvaise récolte, où l'on importa 24 millions de quintaux, la loi ne fut plus touchée jusqu'à la guerre.

La protection n'arriva pas à faire augmenter les surfaces emblavées, elle ne fit qu'enrayer la baisse et cela pour plusieurs raisons.

La culture du blé était rémunératrice, mais d'autres productions, et en particulier celle de la viande, l'était plus encore et dans bien des terres, dans les terres humides surtout, les pâturages chassèrent le blé.

Enfin, grâce à l'amélioration des rendements, si les surfaces n'augmentaient pas, la production augmentait et arrivait à suffire à peu près à la consommation. Par suite de la suffisante abondance d'offre intérieure, les prix ne s'élevèrent que faiblement et la culture du blé n'était pas assez rémunératrice pour entraîner une plus forte augmentation de production et un excédent.

Considérons en effet l'écart des prix du blé entre Londres, pays de libre échange, et Paris, on constate que cet écart croît brusquement lors de l'établissement du droit protecteur, pour décroître ensuite progressivement au fur et à mesure que la production intérieure tend à se rapprocher de la consommation et pour revenir, vers 1908-1910, à peu près à ce qu'il était pendant la période de libre échange.

Cet équilibre entre la production et la consommation est une justification du système du droit fixe. En même temps il est une garantie pour le consommateur. Si l'on met des droits sur un produit pour lequel cet équilibre entre production et consommation est impossible, les droits sont payés entièrement par le consommateur.

Au contraire, pour une denrée comme le blé, où l'équilibre peut se produire assez facilement, une fois cet équilibre atteint, les droits ne sont plus que pour une faible partie incorporés dans les prix et ce n'est que pendant les années déficitaires que le consommateur pourra en souffrir. Par contre, en année d'abondance, il payera moins cher son blé qu'en régime de libre échange (avec une récolte insuffisante comme elle le serait forcément), car les frais de transport constituent un droit à l'exportation qui n'est pas négligeable.

CHAPITRE II

1914-1921. — PERIODE DE GUERRE

Il y aurait tout un livre à écrire sur notre politique du blé pendant la guerre, mais ce n'est pas notre objet (1), contentons-nous donc de rappeler brièvement les grandes lignes de cette politique.

Au moment de la déclaration de guerre, tout le monde en France croyait qu'elle serait de courte durée, et, par conséquent, l'importance du problème du ravitaillement n'apparaissait à personne. Le Gouvernement veillait seulement à empêcher une hausse accentuée du prix du pain, car il avait peur de mécontenter le public et il craignait « que les civils ne tiennent pas ».

La première mesure prise, et elle était très sage, fut de supprimer les droits à l'importation des farines et des blés. On facilitait ainsi le ravitaillement du pays en même temps qu'on cherchait à éviter la hausse.

Contrairement à ce qui se produisit dans les autres pays, le blé en France ne monta que lentement et au début de 1915 il était de 6 à 8 francs en dessous du prix du blé étranger rendu caf dans nos ports.

(1) A ce sujet voir Dannemuller.

Il était à craindre que cette situation ne dure pas et en effet elle ne dura pas, c'est pourquoi le Gouvernement qui, à tort, croyons-nous, voulait empêcher à tout prix une hausse trop sensible du prix du pain, fit annoncer qu'il allait procéder à une réquisition générale des blés et en monopoliser le commerce.

Et en mai 1915 une circulaire annonça la réquisition à 32 francs de tous les blés existant en France.

Les importateurs qui avaient des contrats en cours préférèrent les résilier moyennant indemnité plutôt que de voir leurs blés réquisitionnés à leur arrivée en France à 8 fr. par quintal en dessous de leur prix d'achat.

Le résultat de cette mesure fut que le commerce d'importation fut supprimé. Ce qui n'était certainement pas pour favoriser le ravitaillement du pays.

On chargea le service du ravitaillement d'effectuer les importations.

La récolte de 1915 fut en France, naturellement très déficitaire, mais elle fut très abondante dans le monde entier, si bien que les cours des blés américains, rendus dans nos ports, firent une chute de 12 francs.

Le commerce d'importation redevint libre. Mais les commerçants sentaient que cette liberté n'était que provisoire et ils hésitaient ; de plus, la taxe de 32 francs retenait les prix alors que normalement ils auraient dû descendre à 28 francs ; le consommateur ne profita pas de la baisse.

La loi d'octobre 1915 nous fit faire un pas de plus dans la voie de l'étatisme, elle chargea le Ministre du Commerce de l'achat et de la répartition des blés indigènes. Comme le Parlement lui avait refusé le monopole d'importation, le Gouvernement tourna la difficulté en rétablissant les droits de douane. Ainsi, il avait le monopole de fait.

Cette loi, cependant, prévoyait une mesure utile, c'était la création d'un type de farine unique, extraite à 74 %.

C'est par là qu'il aurait fallu commencer, en portant même le taux d'extraction à 78 ou 80 % ; il aurait fallu prescrire également, dès le début, l'incorporation des succédanés, 15 ou 20 % par exemple. Autant ces mesures sont critiquables en temps de paix, autant il faut leur donner pleine et entière approbation en temps de guerre.

Malheureusement, alors que le principal but du Gouvernement aurait dû être d'encourager la production du blé et autant que possible d'en restreindre la consommation et surtout le gaspillage, il n'avait en vue que le prix du pain et il s'efforçait, par tous les moyens, de l'empêcher de monter.

C'est pourquoi cette même loi ramenait de 32 à 30 le prix de réquisition des blés.

A l'automne 1915, les surfaces ensemencées avaient été très réduites.

M. Méline, Ministre de l'Agriculture, se décida à faire un pas hélas trop timide, dans la voie de l'encouragement à la production ; il promit une surprime de 3 francs pour tous les blés de printemps, récoltés en 1916.

Mais cette surprime était bien faible, surtout si l'on envisage qu'à ce moment l'avoine, qui se sème en même temps, valait 40 fr. le quintal.

Il n'est pas douteux que beaucoup de cultivateurs préférèrent faire leur devoir et semer du blé que d'augmenter leur culture d'avoine. Il n'en est pas moins vrai que d'autres se laissèrent tenter par les hauts prix, et les surfaces ensemencées en avoine augmentèrent. Même certains cultivateurs peu scrupuleux n'hésitèrent pas à vendre leur avoine et à conserver leur blé pour l'alimentation du bétail.

Devant cette situation, le Ministre se décida à taxer les céréales secondaires. Il fit bien ; mais on ne peut s'empêcher de constater qu'une fois qu'on s'est engagé dans la voie des taxations, on ne peut pas savoir jusqu'où vous entraînera la logique du système.

Comme les fraudes continuaient, on interdit, sous des peines sévères, d'utiliser le blé pour l'alimentation du bétail. Mais, on le comprend, le contrôle était très difficile.

Mesure plus efficace, quoiqu'il ne soit guère possible d'enrayer toutes les fraudes, le taux d'extraction des farines fut porté à 77, puis à 80 %.

Mais à cause de la loi du maximum sur le blé « en 1916 ce maximum était de 33 », les surfaces emblavées diminuèrent rapidement (1).

Durant la campagne 1916-1917, cette diminution fut de 800.000 hectares. Il fallait absolument réagir. Le Gouvernement, au début de 1917, envisagea d'abandonner la taxe du blé, ou tout au moins de la relever fortement et il avait pensé au prix de 40 francs. Mais devant l'opposition violente des socialistes, le Gouvernement céda et la taxe fut fixée à 36 francs ; et même pour empêcher le pain de monter, il s'engagea dans une nouvelle voie et promit de rembourser aux meuniers la différence entre l'ancienne et la nouvelle taxe, soit 3 fr. par quintal. C'était le commencement du système de la ristourne qui ne tarda pas à s'aggraver et à devenir désastreux pour le Trésor.

En même temps on imposa le mélange des succédanés dans la proportion de 15 à 30 %. Ce taux était déjà très élevé pour des céréales panifiables comme le seigle et l'orge, mais beaucoup trop élevé lorsqu'il s'agissait de riz ou de maïs, céréales non panifiables, et à plus forte raison de légumineuses comme les fèves, les pois et les haricots.

Le taux de blutage était également relevé jusqu'à 85 % ; ce taux, lui aussi, était trop élevé, car pour 'ob-

(1) De toute façon par suite de la guerre, les emblavements devaient diminuer, mais la proportion des emblavements par rapport aux autres cultures diminuait, alors qu'une sage politique aurait dû la faire augmenter.

tenir, il fallait réintroduire dans la farine une partie des sons et cela en pure perte, car il est scientifiquement reconnu que l'écorce du blé n'est pas assimilable par l'organisme humain.

Au mois de juillet 1917, la taxe fut relevée à 50 fr. Cette fois le prix redevenait rémunérateur ; aussi les ensemencements en blé regagnèrent-ils 400.000 hectares sur les 800.000 qu'ils avaient perdus pendant la campagne précédente, ce qui démontre bien la nocivité d'une taxe trop basse. Mais il y avait bien du mal de fait et il fallait attendre la récolte suivante pour profiter de cette augmentation des semailles.

Aussi, il fallut, dès la fin de 1917, s'engager dans la voie du rationnement et on créa la carte de pain, La ration fut fixée à 300 grammes en moyenne, 100 grammes de plus pour les travailleurs des métiers de force et 100 grammes de moins pour les enfants et les vieillards.

On estime que ce système réduisit la consommation de près d'un cinquième.

A partir de janvier 1918, le commerce du blé est entièrement entre les mains de l'Etat. Si le minotier peut encore acheter du blé directement, il le fait pour le compte de l'Etat, et pratiquement une bonne partie de ses approvisionnements lui sont fournis par les services du Ravitaillement (1).

(1) Sur notre politique du blé à cette époque, voir : « l'intervention de l'Etat dans le domaine agricole », par Joseph et Henri Hitier.

Article paru dans *l'Expansion Economique*, numéro d'avril 1918.

Il livre les farines aux boulangers sur les ordres et pour le compte de l'Etat. Toutes les récoltes devaient être déclarées, et aucun transport de grain ne pouvait se faire, même sur route, sans un laissez-passer délivré par la mairie.

Inutile de dire qu'à ce moment l'importation était monopolisée par l'Etat.

La récolte de 1918 fut réquisitionnée au prix de 75 fr.; ce prix était suffisamment rémunérateur à ce moment, mais malheureusement il fut annoncé trop tard et n'eut pas grand effet sur les semailles. L'augmentation des surfaces emblavées tint surtout à ce que le Gouvernement prit l'initiative de faire cultiver par des soldats une partie des terres en friche.

Pour ne pas faire augmenter le prix du pain, l'Etat prit à sa charge toute l'augmentation du blé. Le prix du pain restait fixé à 55 centimes le kilog, mais chaque kilog de pain coûtait à l'Etat environ 30 à 35 centimes de ristourne. Les blés ou farines d'importation coûtaient à l'Etat plus cher encore.

Il ne faut donc pas être surpris du trou énorme creusé dans le budget par le compte du Ravitaillement (1).

Ce système dura jusqu'au mois de juillet 1919. A ce moment, le Gouvernement renonça à payer une ristourne pour maintenir le pain à bas prix, et ce dernier monta d'un seul coup ; il fut presque doublé.

(1) Voir Dannemuller.

En même temps toutes les taxes sur les céréales furent supprimées, sauf celle du blé. Résultat : l'orge et l'avoine montèrent jusque vers 100 francs alors que le blé était réquisitionné à 73 francs. De nouveau on encourageait le cultivateur à semer moins de blé et plus d'orge et d'avoine et à faire manger son blé par ses bêtes.

Enfin, devant la hausse formidable des blés sur le marché extérieur, qui atteignirent 220 francs en mai 1920, le Gouvernement fut obligé de relever la taxe du blé et elle fut fixée à 100 francs au début de la récolte de 1920. La liberté ne fut rétablie qu'au mois d'août 1921.

On ne peut critiquer le Gouvernement d'avoir refusé de rétablir la liberté au cours de l'année 1920, car la hausse formidable du marché extérieur aurait eu une répercussion trop forte sur le marché national, étant donné le gros déficit de notre production à cette époque.

Une hausse aussi forte et surtout aussi brusque aurait pu avoir de fâcheuses conséquences sur la paix sociale, surtout à ce moment où les partis révolutionnaires faisaient de si violents efforts pour la troubler.

Car ce n'était pas du jour au lendemain que la liberté rendue pouvait, en encourageant la production, combler le déficit et nous ramener à l'équilibre d'avant-guerre.

Par contre, si la liberté avait été rétablie beaucoup plus tôt, ou si elle n'avait jamais été supprimée, le pain aurait monté progressivement, mais n'aurait guère été plus cher que les autres denrées de consommation. Le déficit de la production n'aurait peut-être pas été comblé complètement, mais il aurait été bien moins fort, car les hauts prix auraient restreint la consommation humaine et surtout le gaspillage et la consommation animale, et d'autre part, ils auraient encouragé fortement la production.

Pour éviter les mauvais effets de la spéculation, le Gouvernement aurait pu conserver le monopole des importations quoique ce soit une arme dangereuse et qu'on hésite quelque peu à la lui confier.

De cette façon, la crise du blé en 1920 aurait été presque sans influence sur le marché français. Le stock à importer aurait été assez faible et le principal élément de fixation des prix aurait été la production nationale.

Inutile d'insister sur les résultats heureux qu'aurait eu cette politique sur les finances publiques.

Il aurait fallu évidemment établir des bons de pain à prix réduit pour les gens dans le besoin. Mais cela aurait été beaucoup plus logique et beaucoup plus économique que la politique du pain à bon marché, qui était en réalité une politique d'assistance générale, même des classes aisées ou riches qui auraient dû payer leur pain au prix de revient. Enfin, par le jeu de la taxe, cette politique d'assistance était supportée pour une partie par

le seul producteur et pour le reste, par l'Etat, c'est-à-dire par l'ensemble du pays producteurs et consommateurs. Le producteur était donc doublement imposé.

De plus, il faut reprocher à cette politique d'intervention à outrance, d'avoir été, comme le dit si bien M. Dannemuller (p. 113) « une honteuse spéculation sur le loyalisme et l'honnêteté des citoyens ».

Comme nous l'avons déjà montré, les agriculteurs malhonnêtes faisaient des bénéfices en faisant manger leur blé aux bêtes et en augmentant leur culture d'avoine ou d'orge.

De plus, lors des hausses successives de la taxe, ceux qui avaient loyalement déclaré leur récolte ne profitaient pas de cette hausse pour leurs stocks, tandis que ceux qui avaient fourni une fausse déclaration conservaient leurs stocks cachés et il leur était facile de mélanger ces stocks au blé de la récolte suivante et de profiter ainsi de l'augmentation de la taxe.

Il faut reconnaître que l'honnêteté était bien peu encouragée et bien peu rémunératrice.

DEUXIÈME PARTIE

LES CONDITIONS DU MARCHÉ

CHAPITRE III

CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES SUR LA COMPARAISON DES COURS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

Nous allons avoir à comparer fréquemment les cours du blé sur le marché intérieur et sur le marché extérieur, à ce sujet, une observation préliminaire s'impose.

Pour comparer les cours du blé français avec les cours des blés étrangers il faut se garder de faire une comparaison brutale des prix tels qu'on les trouve dans les mercuriales.

Avant de faire cette comparaison, il y a plusieurs corrections à faire, la première correspondant à la différence de valeur entre les différentes espèces de blé.

Les blés d'importation sont presque tous préférés par les minotiers à la majorité des blés français pour les deux raisons suivantes :

1° Un certain nombre de blés d'importation, principalement les blés d'Amérique du Nord et les blés russes produisent une farine de bien meilleure qualité que les nôtres et il y a toujours intérêt, pour obtenir une bonne farine, à en mélanger une certaine proportion avec nos blés. La teneur en gluten est plus grande et surtout le gluten est de meilleure qualité.

En France, où l'on pratique la culture intensive, on a surtout cherché jusqu'à présent, à produire beaucoup à l'hectare et, presque toujours, il s'en est suivi une diminution de la qualité du grain.

Comme l'augmentation de rendement compense largement cette diminution de qualité, on continue dans cette voie.

D'après les travaux récents effectués au laboratoire de l'Ecole française de Meunerie, par Mademoiselle Geneviève Bonju, le blé « Vilmorin numéro 23 », variété à grand rendement et très répandue, a accusé des qualités boulangères très nettement inférieures (Meunerie Française, Février 1928).

Les blés exotiques sont encore préférés aux blés indigènes parce qu'ils donnent un rendement en farine nettement supérieur.

Cela tient à ce que la pellicule de son est généralement plus fine, le grain est mieux rempli, la farine se détache plus facilement du son, et surtout à ce que la teneur en humidité est bien inférieure à celle des blés indigènes. Alors que les blés indigènes qui contiennent 16 à 17 % d'humidité, suivant les années, perdent en général 1 à 2 % par évaporation au cours de la mouture, au contraire, les blés exotiques ne contiennent d'ordinaire pas plus de 13 % d'eau, certains descendent en dessous de 11 %, ils gagnent par suite du lavage 3 à 4 % d'eau, ce qui fait, du seul fait de la différence d'humidité, un gain de rendement de 4 à 5 % par rapport aux blés indigènes.

La totalité des blés d'importation nous arrive, en effet, de pays soit beaucoup plus chauds que le nôtre, comme l'Argentine, l'Australie, les Indes, ou à climat continental et par suite assez sec, comme les régions à blé de l'Amérique du Nord, le sud de la Russie, etc...

La plus-value de blés comme les Manitobas I ou II, les Australie et d'autres, peut dépasser 5 % du prix de nos blés.

Il faut donc, avant de comparer les cours extérieurs avec les cours du blé indigène, faire une correction correspondante à la différence de valeur suivant la qualité du blé exotique envisagé.

Il faut tenir compte aussi du fait suivant.

Il n'est pas nécessaire, que le prix de revient du blé indigène rendu à une usine déterminée, soit égal

au prix de revient des blés étrangers rendus à la même usine, compte tenu de la correction précédente, pour que le cours des blés étrangers commence à peser sur les cours indigènes.

En effet, prenons par exemple un moulin situé en Bourgogne et un autre situé à Marseille.

Tant que l'écart entre le marché intérieur et le marché extérieur est suffisant, le moulin de Marseille sera obligé de s'approvisionner à l'intérieur, et c'est un fait d'expérience que les moulins marseillais achètent du blé jusqu'en Bourgogne. Si cet écart diminue, il arrivera vite un moment où le moulin de Marseille aura intérêt à s'approvisionner en blé exotique qui, rendu à Marseille, lui coûtera moins cher ; à ce moment, les moulins de Bourgogne achèteront encore du blé de pays qui, rendu chez eux, est encore bien moins cher que le blé étranger.

Cependant, comme les Marseillais se seront retirés du marché, les cours du blé en Bourgogne auront tendance à fléchir, ou tout au moins la hausse se ralentira.

CHAPITRE IV

EFFETS DES VARIATIONS DES CHANGES

Influence des cours du change

Retard à la hausse, retard à la baisse

Influence de l'admission temporaire

Lorsqu'on se propose d'étudier les causes des variations des prix du blé depuis la guerre, la première des causes qui se présente à l'esprit, c'est naturellement les variations des cours du change.

Il ne faut pas oublier cependant, qu'en cas de variation du cours des changes entraînant une variation du prix du blé, ce n'est pas la valeur du blé qui a varié, mais bien la valeur du billet de banque, la valeur du franc papier.

Mais, comme en vertu de la loi, le franc papier a cours obligatoire, et qu'il est interdit en France de se servir dans les transactions d'une autre monnaie, même comme monnaie de compte, on est bien obligé d'évaluer la valeur du blé relativement à la valeur changeante du franc papier, et c'est pourquoi, on dit couramment, le blé monte, le blé baisse, alors que bien souvent il n'en est rien.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de faire la critique des lois et surtout, de la jurisprudence (1), qui interdisait en France l'emploi d'une monnaie de compte plus stable que notre pauvre franc papier, mais on ne peut s'empêcher de constater, en passant, qu'elle a été la cause de bien des erreurs d'optique.

Si l'on envisage non pas la valeur réelle du blé, mais son prix en franc papier, il semble que les variations de ce dernier devraient être inversement proportionnelles à la valeur or du franc papier.

En effet, malgré la prohibition d'exportation, comme notre récolte en blé est presque toujours déficitaire, et que tous les ans, nous sommes obligés d'acheter du blé étranger, logiquement le cours intérieur du blé aurait dû toujours se niveler sur les cours des blés étrangers (droits de douane compris).

Or, s'il est certain que les cours intérieurs ont été très fortement influencés par les cours du blé étranger, il serait absolument faux de dire que les cours intérieurs suivaient automatiquement les cours extérieurs.

Et cela tient principalement, au phénomène bien connu du « retard à la hausse générale des prix », phénomène constaté en cas de hausse progressive des changes étrangers, mais qui cesse de se produire lorsque, par suite d'une baisse trop accentuée et trop prolongée,

(1) D'après de nombreux auteurs, en effet, la jurisprudence a été beaucoup plus loin dans ce sens, que la loi. — Voir « *le Franc or* », par M. Mestre.

l'inquiétude se transforme en panique et que les nationaux perdent toute confiance en la valeur de leur monnaie, comme le cas s'est produit en Allemagne au moment de la chute verticale du mark.

En France, malgré la période d'affolement de juillet 1926 qui heureusement a été de courte durée, il y a toujours eu retard à la hausse et jamais la moyenne des prix intérieurs n'a dépassé celle des prix extérieurs.

Mais si le retard à la hausse joue sur presque tous les prix, il s'en faut de beaucoup que tous les prix le subissent dans la même proportion.

Les prix des produits d'importation sont naturellement ceux sur lesquels le retard à la hausse joue le moins, on peut citer entre beaucoup d'autres le café, le riz, le cuivre, le caoutchouc, le coton brut, etc... (1)

Les prix sur lesquels le retard à la hausse est le plus important sont ceux des valeurs dont l'importation est impossible ou très faible, comme la propriété foncière, et la main-d'œuvre.

Le blé se classe dans une catégorie intermédiaire car il n'est que partiellement denrée d'importation.

Nous avons déjà distingué le prix du blé en franc papier de sa valeur or, mais il faut encore envisager la valeur du blé sous un autre aspect, sa valeur d'échange

(1) Le retard existe pourtant car le détenteur est souvent incité à se débarrasser de son stock, dès qu'il peut faire un bénéfice important en franc papier.

sur le marché national. Elle est évidemment supérieure à sa valeur d'échange sur le marché international, puisque les prix intérieurs sont plus bas que les prix extérieurs et que, dans leur ensemble, ils montent moins vite que ceux du blé.

De par sa nature même, étant un produit dont on ne peut absolument pas se passer dans un pays, où comme en France, il est à la base de l'alimentation, il semble que le blé devrait être un des produits qui subissent le moins le retard à la hausse générale des prix. Le pain est en effet, un des produits dont la consommation est la moins compressible. En cas de déficit important dans la production, la hausse du prix peut réduire très légèrement la consommation, mais elle n'arrivera pas à la réduire suffisamment pour ramener l'équilibre entre la production et la consommation. D'autre part, la hausse ne peut pas non plus avoir d'effet immédiat sur la production. Il semblerait donc qu'en cas de production déficitaire, cas général depuis la guerre, la perspective d'un contingent important de blé, que l'on devra nécessairement et dans un délai assez rapproché, acheter à l'étranger au prix fort (cours international plus les droits) devrait être un violent stimulant à la hausse jusqu'à ce que les cours intérieurs arrivent à parité des cours internationaux.

Si malgré cela on a constaté souvent que le blé indigène subissait un assez fort retard à la hausse, cela tient à bien des raisons mais pour une bonne part, cer-

tainement, au fait que l'augmentation du pouvoir d'achat, ou valeur d'échange du blé sur le marché national, joue comme un frein à la hausse.

Le cultivateur qui à ce moment se dessaisit de son blé pour en consacrer le prix à l'achat d'autres valeurs dont la hausse a été inférieure à celle du blé, une parcelle de terre par exemple, réalise un bénéfice non seulement en franc papier mais bien en valeur or.

Quoique le mécanisme de ce phénomène soit loin d'apparaître clairement à l'esprit des petits et moyens producteurs, il n'en est pas moins vrai que cette augmentation de la valeur d'échange contribue à les maintenir dans cette idée qu'un bénéfice en franc papier est tout de même un bénéfice, idée qui, comme nous venons de le voir, n'est pas complètement illusoire.

En incitant le producteur à la vente, cette augmentation de la valeur d'échange joue bien comme un frein à la hausse, et c'est une des causes qui font que le blé subit au moins, en partie, le retard à la hausse générale des prix.

Parmi les causes qui peuvent contribuer à maintenir les cours sur le marché national en dessous de la parité des cours internationaux, il faut citer, quoique moins important : le fait que le grain récolté dans de mauvaises conditions risque de ne pas se conserver ou de mal se conserver (récolte 1927).

Grâce à la diversité des climats, les moissons sont échelonnées en France, sur une période assez longue

et par suite, il est très rare que la récolte se soit faite dans de mauvaises conditions sur toute l'étendue du territoire. Cependant si en France, on récolte du blé partout, n'oublions pas que les régions de grande production de blé se trouvent au nord d'une ligne allant de Nantes à Lyon et les deux régions qui produisent le plus sont la région parisienne et la région du Nord. Il suffit donc que dans ces deux régions, par suite de pluies prolongées au moment des moissons, les récoltes se trouvent dans de mauvaises conditions de conservation, pour qu'il se produise une surabondance d'offres pendant la période qui suit la récolte d'août à décembre (récolte 1927) et par suite un fléchissement des cours. Et comme selon le processus bien connu, la baisse entraîne la baisse, les détenteurs de blé sain dans les régions où la récolte s'est faite par beau temps, ne manqueront pas de se laisser influencer par le mouvement de baisse et de diminuer eux-mêmes leurs prétentions (1).

La spéculation, dont la fonction normale est de régulariser les cours par absorption de l'excédent d'offre, dès que les cours ont tendance à descendre en dessous d'un certain prix, pour les restituer à la consommation en cas de hausse et réaliser ainsi un bénéfice, ne pourra ici jouer ce rôle bienfaisant que d'une façon bien restreinte car aucun spéculateur ne se souciera de mettre en magasin une marchandise qui risque de mal se conserver.

(1) A condition que la différence de qualité ne soit pas par trop forte.

Il y a bien des procédés qui permettent de prolonger la conservation : le plus employé consiste à étendre le grain sur des planchers et à le manipuler fréquemment, le blé perd ainsi par évaporation une partie de son humidité et redevient plus sain. Mais outre que perdant une partie de son humidité, le grain perd de son poids, ce procédé a l'inconvénient d'être assez coûteux et presque impossible à pratiquer dès qu'il s'agit de stocks tant soit peu importants, aussi n'est-il guère appliqué que par le cultivateur et même par le petit cultivateur.

Il existe, également, des procédés chimiques tendant à stériliser le grain et à détruire tout germe d'altération, mais on ne saurait en recommander l'emploi; car il est probable que l'administration des fraudes considérerait ces traitements chimiques comme des fraudes alimentaires.

Il est encore une autre cause qui peut peser sur les cours intérieurs, c'est le besoin d'argent plus ou moins pressant que peut ressentir la culture

Il est hors de doute, que les cultivateurs sont à l'heure actuelle, dans une meilleure situation qu'avant la guerre et que beaucoup d'entre eux ont des réserves suffisantes pour conserver leur récolte jusqu'au moment qui leur semblera le plus propice pour la vente.

Toutefois, un grand nombre de ceux-ci ont employé une bonne partie de leurs réserves à l'achat des terres qu'auparavant ils louaient à bail ou à ferme, et surtout, à se libérer de la lourde dette hypothécaire qui pesait sur beaucoup d'entre eux avant la guerre.

Et, si le besoin d'argent se faisait moins sentir dans la culture pendant toute la période où le franc baissait, il est incontestable que depuis la stabilisation de fait et la forte baisse qui s'est produite sur les denrées agricoles l'argent est beaucoup moins abondant à la campagne, et il n'est pas rare qu'un cultivateur soit obligé de vendre son blé pour faire de l'argent.

Oui, mais dira-t-on, puisque le rôle de la spéculation est de stabiliser les cours, comment se fait-il qu'elle n'arrive pas à contrebalancer, par ses achats, l'effet de la surabondance d'offres causée par les besoins d'argent ? Remarquons d'abord que le spéculateur quelque'il soit, quoique son rôle soit utile, n'agit jamais par désintéressement et qu'il ne commencera à acheter qu'à partir du moment où les cours ayant baissé suffisamment il pourra espérer raisonnablement un bénéfice, le rôle de la spéculation ne peut pas être de supprimer complètement les variations de cours car elle supprimerait par cela même ce qui la fait vivre et n'existerait plus, son rôle est seulement de maintenir les cours entre certaines limites qui sans elle, seraient souvent dépassées. Remarquons ensuite que la spéculation suppose le stockage d'une façon beaucoup plus courante qu'on ne serait tenté de le croire, en comparant le volume des transactions à la Bourse du Commerce avec les stocks déposés aux magasins généraux et qui font l'objet de ces transactions.

Très souvent une vente à terme correspondra à un stock qu'un négociant aura fait dans ses magasins et

quand viendra l'époque de livraison, ce négociant, plus tôt que de supporter les frais de transport et d'agréage de son grain à Paris, préférera se racheter en Bourse et vendre sa marchandise au marché libre. C'est pourquoi, beaucoup plus souvent que ne le croit une opinion publique mal informée, les opérations en Bourse correspondent à un déplacement réel de marchandises.

Aussi il ne faudrait pas croire que la spéculation sur les blés ait l'importance que certains journaux d'informations ou des hommes politiques en mal de réélection, ont trop souvent tendance à lui attribuer. Pour stocker du blé il faut beaucoup de place et surtout il faut beaucoup d'argent et le nombre des commerçants en grains qui travaillent au jour le jour et qui livrent à la minoterie, presque sans délai, le blé qu'ils viennent d'acheter, est bien plus important et traite un bien plus gros volume d'affaires que celui des marchands de grains qui spéculent et mettent la marchandise en stock. Nous reparlerons dans nos conclusions de l'organisation du stockage.

D'autre part, bien rares sont les moulins qui possèdent les magasins et les capitaux nécessaires pour faire des approvisionnements dépassant de beaucoup les approvisionnements normaux. Bien des gens sont impressionnés par l'importance des silos à grain de certaines grosses usines, mais ils oublient de faire la comparaison entre la capacité des silos et la puissance de production de ces moulins, ils verraient ainsi que ces silos ne répondent qu'aux besoins d'approvisionnements

normaux, un mois ou deux au maximum, et non à des opérations de spéculation à longue échéance.

Et, pour en revenir à notre théorie sur l'équilibre entre les cours intérieurs et extérieurs, si d'aucuns achètent du blé en pensant que les cours intérieurs arriveront nécessairement à la parité des cours extérieurs, il s'en trouvera d'autres qui craindront que ce ne soit les cours extérieurs qui baissent et, revenant en dessous de la parité, n'entraînent dans leur mouvement de baisse les cours intérieurs, car il est impossible de savoir d'avance à quel prix il faudra payer le contingent d'importation.

En effet, du fait de l'extrême excitabilité du marché du blé, les cours internationaux sont déjà très variables, mais ces cours internationaux mesurés en franc papier, le sont beaucoup plus.

Et c'est encore là une des causes qui, ne se contentant pas d'influencer les spéculateurs, agira sur les offres de la culture et incitera souvent le producteur à vendre son blé à un prix qui, bien que rémunérateur sera en dessous de la parité du moment avec les cours internationaux.

Si le cultivateur n'attend pas pour vendre sa récolte, que les prix intérieurs arrivent à parité du marché mondial, ce n'est pas seulement qu'il craigne une baisse au marché de Chicago ou de Liverpool entraînant presque toujours une baisse dans le monde entier, ou qu'il garde confiance dans un relèvement toujours espéré de

notre franc, mais c'est aussi parce qu'il sait bien, par expérience que nos gouvernants, quels qu'ils soient du reste, n'hésiteront pas, pour empêcher à tout prix une hausse du pain, à suspendre tout au partie des droits de douane dès que le besoin d'importation se fera sentir.

Enfin, parmi les causes qui retardent l'équilibre entre les cours intérieurs et extérieurs, on ne peut passer sous silence, les publications et statistiques volontairement trop optimistes, et qui tendent à faire croire à un excédent de production.

C'est avec juste raison que le Gouvernement flétrit les spéculateurs sans scrupules qui faussent le marché en lançant de fausses nouvelles et qu'il lance, à leurs troussees procureurs et juges d'instruction.

Mais, pourquoi faut-il qu'il se croie obligé de les imiter et qu'il cherche à fausser les cours, en proclamant à tous les échos que la soudure sera facile alors qu'il sait pertinemment qu'il n'en est rien.

Quel est le but de ces manœuvres : est-ce de favoriser quelques spéculateurs amis. Ou simplement les Ministres, persuadés qu'ils sont, de la précarité de leur situation veulent-ils rassurer à tout prix l'opinion publique et empêcher une hausse immédiate du pain de façon à consolider, pour quelques semaines leur situation chancelante.

Pour toutes ces raisons, il ne faut pas s'étonner de voir les cours du blé en France rester souvent bien en-

dessous de la parité des blés étrangers et subir ainsi ce retard à la hausse des prix, que l'on peut constater en période de hausse sur la généralité des produits.

Cependant, il faut bien remarquer cette différence que le retard à la hausse pour le blé n'est pas un phénomène continu comme celui que l'on constate par exemple pour les objets manufacturés, mais bien un phénomène périodique. Et effet, tous les ans les prix intérieurs arrivent à parité des prix extérieurs au moment où se fait l'importation du contingent nécessaire, puis le retard à la hausse se produit de nouveau à partir de la nouvelle récolte.

Si on comprend comment peut se produire le retard à la hausse, on ne peut expliquer par les mêmes arguments le phénomène du retard à la baisse des blés indigènes qui peut se produire quelquefois et que l'on a constaté en particulier au printemps de 1924. Nous ne parlons évidemment que des cours des blés. Lorsqu'il s'agit, en effet, de produits manufacturés, ou des prix de détail des denrées d'alimentation, l'explication est différente.

On a constaté au printemps de 1924, vers avril et mai que, même dans les régions les plus éloignées des ports de mer, les blés en provenance de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud coûtaient, rendus au moulin, moins cher que les blés indigènes sur les marchés proches du moulin.

Normalement, les prix très bas des blés d'importation auraient dû influencer sur les cours intérieurs d'autant que généralement les blés étrangers sont plus appréciés que les blés indigènes.

Comment se fait-il qu'à ce moment les cours des blés indigènes aient pu se maintenir au-dessus de la parité des blés étrangers.

A notre avis, cela tient à ce que les offres de blé de pays se sont trouvées d'un seul coup très restreintes pour les deux raisons suivantes :

Pendant toute la première partie de la campagne 1923-1924, la livre n'avait cessé de monter pour atteindre dans le courant de février le prix de 120 francs, cours qui ne s'était encore jamais vu. Le prix de revient des blés étrangers pendant toute cette période n'avait donc fait que monter et, par suite du phénomène de retard à la hausse que nous venons d'étudier, les prix intérieurs avaient toujours été inférieurs à la parité des exotiques. Aussi, pendant toute cette période, l'importation fut à peu près nulle. Même grâce au mécanisme de l'admission temporaire dont nous étudierons plus loin les effets, nous avons exporté en farine une partie de notre récolte.

De plus devant le brusque affaissement des cours qui suivit la baisse rapide de la livre durant le mois de mars, les cultivateurs cessèrent presque entièrement les offres.

Après avoir refusé de vendre leurs blés aux prix élevés qu'ils auraient pu obtenir quelques semaines au-

paravant beaucoup de cultivateurs préférèrent le conserver plutôt que de le vendre à vil prix.

Pour ces deux raisons, les offres étaient donc particulièrement rares. Il y eut ralentissement à la baisse.

Nous aurons plus loin, à propos des variations de notre régime douanier, l'occasion d'étudier d'une façon plus approfondie ce cas assez curieux.

Effets de l'admission temporaire

Les variations de cours des changes peuvent encore réagir sur les cours intérieurs d'une manière indirecte, par le jeu de l'admission temporaire (1). Le fonctionnement de celle-ci tend à faire diminuer le retard à la hausse.

Lorsque, soit par suite de variations des cours du change, soit par suite de variations des cours du blé, il se produit un déséquilibre accentué entre la valeur or du blé sur le marché national et la même valeur sur le marché international, droit en plus, le système de l'admission temporaire tend à rétablir l'équilibre.

Généralement, le principe de l'admission temporaire suppose la sortie de la marchandise même qui a fait

(1) Théoriquement, l'admission temporaire peut produire les effets que nous allons étudier, en dehors de toute variation des cours du franc, il suffit, qu'il se produise une variation importante et brusque des cours internationaux ; mais pratiquement cette variation sera rarement assez brusque et assez importante en période de stabilité monétaire.

l'objet d'une importation. C'est ce qu'on a appelé le système de l'identique contrairement au système de l'équivalent, lequel se contente de demander l'exportation d'une marchandise équivalente à celle importée.

Pour le blé, le système de l'identique n'est pas exigé (1). Il serait d'ailleurs impraticable car il est à peu près impossible de déterminer d'une façon certaine, par l'analyse, la provenance des blés qui entrent dans la composition d'une farine. Pour le blé, la loi française se contente de demander l'identique quant à la personne : il faut que ce soit le même industriel qui a fait l'importation en admission temporaire qui fasse l'exportation, et que la marchandise soit réellement entrée dans son usine (2).

Voici comment l'admission temporaire peut agir sur les cours.

Supposons un meunier, qui en fin de campagne par exemple, a alimenté son moulin, en partie, avec des blés exotiques.

(1) La loi de 1902 ne dit pas explicitement qu'elle n'exige pas l'identique quant à la marchandise, et se contente de l'identique quant à la personne.

Toutefois, il ressort des travaux préparatoires que le législateur n'a pas eu l'intention d'exiger l'identique quant à la marchandise.

Enfin, l'admission des douanes consultée récemment, a déclaré qu'elle se contentait de la sortie de l'équivalent. On ne voit du reste pas très bien comment il pourrait en être autrement, car de l'aveu même des chimistes spécialisés dans la question des farines et faisant autorité en la matière, comme M. Marcel Arpin, il est à peu près impossible de déterminer d'une façon certaine par l'analyse, la provenance des blés qui entre dans la composition d'une farine.

(2) Il n'en était pas de même avant 1902 avec le système de la cessibilité des acquits.

Il a acheté ces blés étrangers dans l'intention de les livrer à la consommation intérieure, simplement parce qu'il les trouvait plus avantageux que les blés indigènes qu'il aurait pu se procurer à ce moment, et de fait, sitôt les blés arrivés à son usine, il les a moulus et a livré la farine à sa clientèle. Mais, comme il est prévoyant, et que, d'autre part, cela ne lui coûte rien, il a eu soin de déclarer en admission temporaire les blés qu'il importait.

Qu'il se produise quelques semaines après, une forte hausse du prix du blé étranger estimé en francs, soit baisse du franc, soit hausse des blés sur les marchés internationaux, et qu'à ce moment, par suite de la récolte ou de toute autre cause, le retard à la hausse sur le marché intérieur s'accroisse, notre meunier, armé de ses acquits en admission temporaire, va avoir intérêt à revendre à l'étranger la farine qu'il fabrique avec du blé indigène.

En effet, comme on lui rembourse les droits de douane qu'il avait payés en achetant les blés étrangers, tout se passe pour lui comme s'il revendait à l'étranger après la hausse, la farine de ces blés qu'il avait achetés avant la hausse.

Pratiquement, son bénéfice sera pourtant moins élevé.

D'abord, il est rare qu'une hausse à l'étranger ou une hausse des changes ne produise pas, au moins, une légère hausse sur le marché intérieur. Cette hausse vient déjà en diminution du bénéfice de l'opération.

D'autre part, dans presque tous les pays importateurs de blé, les droits de douane sur les farines sont proportionnellement plus élevés que ceux sur les blés. La différence constitue la protection de leur industrie meunière et viendra en diminution du bénéfice de notre meunier.

Enfin, n'oublions pas que ce dernier qui a importé uniquement en vue de la consommation, se trouvera souvent géographiquement assez mal placé pour faire l'exportation et son bénéfice se trouvera encore diminué de tous les frais de transport qu'il aura à supporter en plus de ceux que supportent les blés importés directement dans le pays envisagé.

Pour toutes ces raisons, il faudra, pour que l'opération soit intéressante, que la hausse des blés étrangers ait été assez forte et que l'écart entre la parité des blés étrangers et les blés indigènes soit suffisant.

Et comme il faut que la farine sorte dans les trois mois de l'entrée des blés à l'usine, il faut que cette hausse soit assez brusque.

Avec les mouvements brusques des cours des blés sur le marché international et surtout avec les variations des cours du change, il est arrivé plus d'une fois que ce système de l'admission temporaire entraîne pratiquement une exportation de blé indigène et par suite tende à en faire monter les cours.

Même aujourd'hui que l'exportation des blés indigènes est libre, dans le cas envisagé, l'admission tem-

poraire avec le remboursement de droits de douane la facilite.

Pour apprécier l'utilité de l'admission temporaire des blés, il convient d'envisager ses effets dans deux cas bien distincts. En cas d'instabilité monétaire et en cas de stabilité monétaire.

Nous l'avons vu, c'est surtout en cas d'instabilité monétaire que l'admission temporaire peut avoir pour effet une sortie de blés indigènes.

Quoique cela soit un stimulant pour les prix du blé, et par conséquent un encouragement à l'agriculture, à notre avis ce résultat est pourtant regrettable. D'abord ce n'est pas en période de hausse des changes que la culture du blé a le plus besoin d'être encouragée, comme nous l'avons vu pendant que le franc baisse, le blé subit moins que d'autres produits le retard à la hausse et son pouvoir d'achat sur le marché intérieur augmente. Cette augmentation constitue un encouragement appréciable pour le producteur de blé.

Mais, et surtout, il faut considérer que, en cas de baisse du franc pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, le meunier qui veut profiter de son titre d'admission temporaire pour exporter ses farines, le fait souvent avec un bénéfice assez réduit, alors que le remplacement des blés ainsi sortis sera très onéreux, en raison de la hausse des changes étrangers. D'où il résulte que cette opération se solde par une perte pour la collectivité. Ce raisonnement peut du reste s'appliquer à toutes les branches de l'industrie.

Et c'est ce que M. Jacques Duboin, alors député de la Haute-Savoie, avait bien fait ressortir, pendant la crise des changes de 1926, dans une série d'articles qu'il a fait paraître dans le « Journal ».

Quels peuvent être les moyens d'empêcher que le système de l'admission temporaire ne provoque une sortie de blé indigène. Il en est un qui assurément est efficace, c'est de supprimer purement et simplement l'admission temporaire des blés. Mais il nous semble un peu radical car il y a un nombre assez important de moulins, notamment dans les ports, qui normalement travaillent pour l'étranger, grâce au système de l'admission temporaire, il serait souverainement injuste de sacrifier cette branche de notre industrie nationale. D'autant que les bénéfices réalisés sur les blés traités constituent une exportation de services et sont la source d'une rentrée de devises étrangères.

Un autre moyen consisterait à réduire le délai d'exportation à deux mois au lieu de trois. Il y aurait ainsi bien des chances pour qu'une bonne partie des acquits soient périmés au moment où l'exportation deviendrait intéressante pour l'ensemble des meuniers. Un autre moyen consisterait à établir une légère pénalité, un franc ou deux par quintal, par exemple, sur les acquits en admission temporaire qui n'auraient pas fait l'objet d'une réexportation, ainsi ceux qui importent pour la consommation ne disposeraient jamais d'acquits. Seuls ceux qui ont en vue la réexportation en auraient, mais

ces sorties n'auraient aucun effet sur les cours puisqu'elles correspondraient à des importations faites spécialement dans ce but.

Quant au procédé qui consiste à fermer brusquement la frontière aux farines provenant de blés entrés en admission temporaire, c'est une mesure arbitraire dont la légalité est assez contestée et qui viole ouvertement les droits acquis par les intéressés, le cas s'est produit en février 1924. Il n'y a qu'un cas où elle puisse se justifier, c'est le cas de guerre. Nous y reviendrons, du reste, quand nous étudierons les moyens employés par les pouvoirs publics pour agir sur le prix du blé.

Quels sont maintenant les effets de l'admission temporaire en période de stabilité monétaire.

Lorsqu'il se produit un écart important entre les prix du blé sur le marché intérieur et la parité des blés exotiques, cela peut tenir à deux raisons distinctes : ou bien il y a eu hausse importante sur le marché mondial, hausse dont la répercussion ne se fera pas sentir immédiatement à l'intérieur ou bien il y aura eu sur le marché intérieur une forte baisse pour une cause spéciale à la France : par exemple, abondance d'offres au moment de la récolte par suite d'une mauvaise conservation du grain.

Dans le premier cas il est incontestable que, grâce aux sorties de blés indigènes qui se produiront, les cours intérieurs seront fortement influencés par le marché mondial et l'écart diminuera plus rapidement que s'il n'y avait pas eu sortie de blé indigène.

Mais comme nous sommes pour longtemps encore importateur de blé, de deux choses l'une : ou bien la hausse sur le marché mondial n'est que passagère, et alors, vendant notre blé au prix fort, nous faisons une bonne opération et nous nous remplacerons après la baisse, ou bien, au contraire, la hausse est durable, comme il faudra de toute façon que nous nous achetions du blé à l'étranger et que l'équilibre des cours se rétablisse, autant que ce soit tout de suite ainsi, au moins, le cultivateur en profitera.

Si par contre, nous envisageons une année où la production française soit supérieure aux besoins, il faudra se féliciter de ces exportations qui viendront décongestionner le marché français.

Dans le deuxième cas, ou ce sont les cours intérieurs qui ont subi un effondrement, l'exportation tendra à soutenir les cours intérieurs, à ralentir la baisse et il est évident que son effet aura été bienfaisant.

Aussi, à notre avis, il faut en période de stabilité monétaire, encourager et faciliter le plus possible la pratique de l'admission temporaire puisque en outre de son but immédiat, enrichissement du pays par suite d'une exportation de service, elle peut avoir encore une influence salubre sur les cours intérieurs.

On peut cependant lui faire encore le reproche d'être anti-économique, puisqu'elle incite parfois à travailler pour l'exportation des usines qui, commercialement et surtout géographiquement, sont assez mal placées, et dans l'état actuel des choses ce reproche est fondé.

Pour supprimer cet inconvénient, il y a un moyen bien simple c'est d'autoriser le transfert par endossement des acquits en admission temporaire.

Et cela nous amènera à étudier une question très intéressante, question qui a déjà été très controversée au début du siècle et qui est revenue d'actualité : question de la cessibilité des acquits et question des bons d'importation qui lui est connexe.

Nous les étudierons simultanément puisque leurs effets sont presque les mêmes dans le chapitre du régime douanier.

CHAPITRE V

PRODUCTION MONDIALE

Avant la guerre la production mondiale du blé, d'après l'Institut International de Rome, oscillait autour de 950 millions de quintaux et le stock exportable des différents pays exportateurs oscillait autour de 200 millions de quintaux.

Sur ce stock exportable la RUSSIE fournissait 45 millions de quintaux annuellement. La disparition de la Russie comme exportateur coïncidant avec la diminution de la production dans les pays belligérants ne pouvait donc manquer de troubler profondément le marché.

Mais les pays neufs offraient encore à la culture du blé d'immenses possibilités de développement; les hauts prix pratiqués pendant la guerre eurent pour effet d'intensifier la production du blé dans ces pays, si bien qu'à partir de 1921 on pouvait considérer le déficit causé par la disparition des exportations russes comme à peu près comblé.

La production de l'Amérique du Nord, Etats-Unis et Canada, passe de 240 millions de quintaux pour la

moyenne des deux années 1911 et 1912 à 300 millions pour l'année 1921. L'Amérique du Sud passe de 44 à 48 millions de quintaux, celle de l'Australie de 28 à 39 millions. Soit une augmentation de 75 millions de quintaux.

Le déficit causé par la guerre était donc comblé même en tenant compte de l'augmentation de la population et par suite de la consommation dans ces pays exportateurs.

Toutefois, cet équilibre était encore à la merci d'une récolte générale déficitaire. On l'a bien vu en 1920 où une très forte diminution des contingents exportables de l'Inde, de l'Australie et de l'Algérie a provoqué une véritable crise.

Depuis, le cas ne s'est pas reproduit; on a craint une crise analogue au printemps 1925, par suite de la mauvaise apparence des récoltes à cette époque, mais ces craintes ne furent pas justifiées et le mouvement considérable de hausse qu'elles avaient provoqué s'est effondré.

Etant donné les conditions du marché international, il n'est pas surprenant que ce soit un marché extrêmement spéculatif. Considérons un pays exportateur pris isolément, les Etats-Unis par exemple, où l'excédent exportable représente, en général, un peu plus du tiers de la récolte, comme la consommation intérieure est à peu près stable, il suffit que la récolte se trouve en déficit de 20 % sur la moyenne pour que le contingent exportable diminue de moitié. De même, si la récolte présentait un excédent de 20 %, le contingent exportable serait doublé.

Un déficit ou un excédent de 20 % par rapport à la moyenne est tout à fait courant, surtout dans les pays à climat continental ou une sécheresse prolongée au printemps peut avoir un effet désastreux et il se produit parfois des écarts beaucoup plus importants.

Un marché sur lequel les quantités disponibles peuvent varier dans de telles proportions est forcément sujet à de grandes variations de cours, d'autant que, comme nous le verrons plus loin, les besoins en blé sont extrêmement peu compressibles et que, d'autre part, un excédent de production ne peut être absorbé par un excédent de consommation; il doit, ou être employé pour des besoins secondaires, par conséquent à un prix très bas, ou être reporté sur l'année suivante par la spéculation (1).

Heureusement, étant donné que la culture du blé est répartie tout autour du globe terrestre et sous des latitudes très variables, il est rare que le déficit d'un pays exportateur ne soit pas compensé, soit par un excédent dans d'autres pays exportateurs, soit par une diminution des besoins dans une partie des pays importateurs par suite d'une récolte intérieure plus abondante dans ces pays

Mais ces quelques considérations font prévoir quel pourrait être le résultat d'une spécialisation internationale trop poussée de la culture du blé.

(1) Il faut prendre ce mot de spéculation dans un sens large : pratiquement un producteur peut toujours vendre sa récolte (peut-être à perte, mais enfin il peut vendre), s'il la conserve pour la vendre l'année suivante espérant en trouver un prix meilleur, il fait de la spéculation.

Remarquons toutefois que la crise actuelle de surproduction n'est pas accidentelle et provoquée par une série de récoltes exceptionnellement abondantes, mais qu'elle tient à l'augmentation des surfaces consacrées au blé dans les pays neufs et surtout du fait que, dans ces pays, dans l'Amérique du Nord en particulier, la culture d'extensive, qu'elle était, tend à devenir intensive (1).

(1) Sur la production mondiale du blé, les stocks exportables, les besoins des pays importateurs, les surfaces ensemencées et les rendements, consulter la collection du « *Bulletin de Statistiques Agricoles* » (édition française), publié par l'Institut International d'Agriculture de Rome.

CHAPITRE VI

PRODUCTION INTERIEURE

Moyens de l'augmenter. Encouragement à la culture Augmentation des rendements

Parmi les causes primordiales de variation des cours, il faut ranger de toute évidence la production intérieure qui constitue le principal élément de l'offre.

On ne se fait généralement pas une idée exacte de l'importance de la production française dans le commerce mondial du blé, et on serait assez porté à croire que vis-à-vis de la production mondiale, la production française est insignifiante.

La production française représentait en réalité avant la guerre, au moins le dixième de la production totale du monde entier, alors que la population française ne représente pas 3 % de la population mondiale; on voit par là que la France est encore un grand pays agricole, en même temps qu'un grand consommateur de blé.

Il est plus difficile de faire, à l'heure actuelle, une proportion entre la production mondiale et la production française car il y a un élément important de la production mondiale qui nous est à peu près inconnu et qui, avant la guerre avait une importance capitale puisqu'elle dépassait 200 millions de quintaux, nous voulons dire la production russe. Toutefois, la proportion de 10 % si elle a baissé un peu, n'a pas dû être modifiée sensiblement.

Il est intéressant également de faire une comparaison entre la production moyenne de la France, et le stock total exportable de l'ensemble des pays surproducteurs. Comme ce dernier oscille autour de 250 millions de quintaux, on voit donc que, si la France venait à abandonner complètement la culture du blé, ce serait près du tiers de ce stock que les pays exportateurs seraient obligés d'envoyer à la France.

Il est évident que, même si nous supprimions complètement les droits de douane, cette éventualité ne se produirait pas, mais nous faisons cette remarque pour faire ressortir l'importance de la production française par rapport au commerce international du blé et pour bien montrer quelle perturbation pourrait produire, sur le marché mondial l'abandon de la culture du blé par une partie importante de nos agriculteurs.

Avant la guerre, notre production quoique déficitaire n'était pourtant pas bien loin de suffire à nos besoins.

En effet, la production moyenne pour les 14 années qui vont de 1900 à 1913 a été de 89.000.000 de quintaux,

tandis que, pendant la même période, l'excédent de nos importations sur nos exportations n'était que de 5 millions de quintaux en moyenne. D'où il résulterait que nos besoins en blé avant la guerre auraient été de 94 millions de quintaux. En réalité, ils étaient un peu plus élevés car il faut tenir compte que, par suite des deux récoltes surabondantes de 1898 et 1899, et des importations exagérées de blé, qu'on avait faites au printemps de 1898 pendant la période de suspension des droits de douane, le marché s'est trouvé, à cette époque, fortement encombré et on estime qu'à la veille de la récolte 1900, il restait sur le marché français un stock disponible d'au moins 10.000.000 de qx qui furent répartis sur les campagnes suivantes. C'est pourquoi, pendant les premières années du siècle nos importations furent plus faibles qu'elles n'auraient dû l'être normalement.

Nos besoins en blé avant la guerre ne devaient donc pas être loin d'atteindre 95.000.000 de quintaux.

Il n'en reste pas moins vrai que le déficit de notre production était relativement assez faible. Et il aurait suffi d'une assez faible augmentation du rendement moyen pour que nous arrivions à nous suffire.

Il aurait suffi d'augmenter ce rendement d'un quintal à l'hectare.

Aujourd'hui nous avons obtenu cette augmentation de rendement, mais, malheureusement, les surfaces emblavées sont passées de 6.500.000 hectares à 5.500.000. Ce qui fait que notre production est aujourd'hui, large-

ment déficitaire. Du reste, l'augmentation des rendements constatés tient, probablement pour une partie, au fait que la culture du blé a été abandonnée dans bien des terres à faible rendement.

Il est vrai que bien des terres à bon rendement ont été également abandonnées par le blé pour être livrées à d'autres cultures plus rémunératrices, l'élevage en particulier.

L'augmentation du rendement moyen est dû pour une partie, à la diminution des emblavures dans les terres médiocres et, pour une partie à l'amélioration des procédés de culture.

Il ne paraît guère possible de faire augmenter beaucoup les surfaces emblavées, et pour atteindre l'équilibre entre la production et la consommation, il faut faire porter tous les efforts sur l'amélioration des rendements.

Les surfaces emblavées peuvent varier dans d'assez fortes proportions d'une année à l'autre.

En période d'instabilité des prix, les cultivateurs peuvent assez facilement se laisser influencer par les mouvements du prix du blé à l'époque des semailles. C'est ainsi que, pendant la guerre, la taxation du blé a fait diminuer les ensemencements dans de fortes proportions.

C'est ce qui se produisit pour la récolte de 1916 où à l'époque des semailles automne 1915 et printemps 1916, le blé était le moins cher de toutes les céréales. Citons ce que dit à ce sujet M. Dannemuller :

« Mais dans son économie l'homme va où son intérêt le mène. Pendant qu'on promettait 33 francs pour le blé de printemps, l'avoine, qui se sème à peu près au même moment, atteignait et dépassait 40 francs le quintal. L'intérêt strict du producteur aurait donc été de cultiver le plus possible d'avoine et moins de blé, et même, de vendre toute son avoine et de nourrir ses bêtes avec du blé. Quelques-uns ne reculèrent pas devant cette odieuse conclusion, basée sur un calcul économique exact. En tout cas, malgré la prime de 3 francs pour le blé de printemps, les paysans semèrent beaucoup plus d'avoine. Il fallut intervenir davantage ».

Les emblavements pendant la campagne 1915-1916 diminuèrent, au moins en partie, à cause de cette taxation incohérente, de 800.000 hectares.

Au contraire, pendant la campagne suivante, ils regagnèrent la moitié du terrain perdu grâce à l'augmentation de la taxe qui au mois de juillet 1916 fut élevé de 33 à 50 francs.

Et encore, est-il plus difficile en cette matière de regagner du terrain que d'en perdre, car s'il est facile de remettre en blé des terres qui étaient l'année précédente en avoine, il est beaucoup de cultivateurs qui hésiteront à retourner pour le mettre en blé un champ qu'ils viennent d'ensemencer en pré, et même peut-être de clore pour servir de pâture.

Depuis la guerre la taxation a disparu et le commerce est libre, mais pour produire un effet analogue,

quoique dans de moindres proportions, il suffit de simples menaces de taxation, de réquisitions, ou de monopole d'importation, comme celles qui furent prononcées à la Tribune de la Chambre au printemps de 1926.

D'autre part, les suspensions de droits de douane intervenant presque régulièrement en fin de campagne n'étaient pas faites pour encourager les cultivateurs.

D'autres raisons peuvent également intervenir et décider le cultivateur à semer plus ou moins de blé.

Forte hausse ou forte baisse des cours du blé par suite des variations du change comme en 1926, mais surtout comparaison entre le rendement économique de la culture du blé et de la production de la viande et du lait.

Enfin, les emblavements peuvent varier pour des causes indépendantes de la volonté du cultivateur; nous voulons parler des conditions atmosphériques.

Les semailles et surtout leur préparation demandent un temps assez long. Il arrive fréquemment que les labours ne puissent être entrepris qu'assez tard, dans la saison, par suite d'une sécheresse se prolongeant par trop à l'automne.

D'autres années, ce seront des pluies prolongées qui survenant en pleine période des labours, empêcheront, pendant des semaines entières le cultivateur de mettre la charrue dans son champ.

Car chacun sait que pour que la terre se travaille bien, ou même puisse se travailler, il faut un degré d'humidité favorable, degré qui varie du reste suivant la nature du sol.

Lorsque toutes les terres à blé n'ont pu êtreensemencées à l'automne il arrive souvent que le cultivateur, craignant le faible rendement des blés de printemps, préfère semer des céréales secondaires. Il pourra ainsi remettre dans cette pièce du blé à l'automne et se préparer une bonne récolte pour l'année suivante. Tandis que s'il avait semé du blé de printemps il aurait eu une récolte médiocre et aurait été obligé de recommencer l'assolement avant d'avoir une nouvelle récolte de blé.

C'est ce qui explique que l'on sème si peu de blé de printemps en France en années normales. Deux à trois pour cent seulement des surfaces ensemencées le sont en blé de printemps.

Si on considère les ensemencements respectifs en blé d'automne et de printemps on constate que les années où la proportion des blés de printemps est la plus forte, qui sont, naturellement, les années où les semailles d'automne ont été gênées par les conditions atmosphériques, sont aussi les années où le total des surfaces ensemencées est le plus faible. Jamais les ensemencements du printemps n'arrivent à compenser complètement le déficit de ceux d'automne.

L'année 1911 est caractéristique à ce sujet.

Les semailles d'automne furent retardées par des conditions atmosphériques défavorables et les surfaces ensemencées furent inférieures de plus de 500.000 hectares à la moyenne.

Les ensemencements de printemps qui atteignirent trois fois la moyenne des années normales vinrent racheter en partie, le déficit de l'automne. Cependant le déficit total des surfaces semées en blé fut encore de plus de 100.000 hectares.

Le mauvais temps peut encore avoir un effet néfaste sur les semences qui viennent d'être mises en terre et les empêcher de lever si bien qu'au printemps le cultivateur a intérêt à retourner son champ pour y mettre de l'avoine ou de l'orge, s'il ne se décide pas à le faire, non seulement il risque d'avoir une récolte insignifiante, mais pour peu que le printemps soit humide, il risque de voir son champ envahi par les mauvaises herbes et il faudra peut être plusieurs années pour le nettoyer convenablement.

La diminution des emblavements, due aux intempéries n'est pas très importante au point de vue de la production, car elle est accidentelle et ne se produit que rarement d'une façon inquiétante.

Beaucoup plus inquiétante au contraire, la diminution des emblavements qui tient à la volonté du cultivateur, doit-être combattue par tous les moyens, sauf, bien entendu, les moyens qui attenteraient à la liberté.

En effet, les terrains qui sont perdus ainsi pour la culture du blé, le sont souvent pour longtemps.

Pour encourager à semer du blé, il n'est pas inutile de faire de la propagande par tous les moyens dont on peut disposer.

Il n'est pas inutile non plus d'accorder des exonérations d'impôt pour les terres cultivées en blé. Les lois récentes sur les impôts agricoles sont entrées dans cette voie, et il serait à souhaiter qu'on s'y engage d'une façon plus résolue et qu'on accorde des dégrèvements plus importants.

Mais le moyen le plus efficace est encore de maintenir une protection suffisante pour que la culture du blé soit aussi rémunératrice que les autres.

Il est généralement admis que, s'il faut chercher par tous les moyens à empêcher les emblavements de diminuer, il serait très difficile de les ramener au chiffre moyen d'avant guerre environ 6.500.000 hectares et si l'on parvient à maintenir le chiffre actuel de 5.500.000 hectares, il faudra s'estimer heureux.

Cette forte diminution tient, en grande partie, au fait que la consommation de viande de boucherie est beaucoup plus considérable qu'avant la guerre.

Par suite de l'habitude prise pendant la guerre et aussi grâce à l'aisance plus grande, qui règne, tant dans les milieux ouvriers que dans les milieux agricoles, la

viande est devenue un aliment essentiel dans beaucoup de ménages qui n'en faisaient avant la guerre qu'une consommation réduite.

Les terres perdues pour le blé ont été prises par l'élevage (1).

On a fait en particulier beaucoup de parcs à bétail, et la plupart des villages sont entourés d'un véritable réseau de fils de fer barbelés.

Amélioration des rendements

C'est sur l'amélioration des rendements qu'il faut faire porter le principal de nos efforts si nous voulons arriver à nous suffire à nous-mêmes.

Le rendement actuel oscille entre 14 et 15 quintaux à l'hectare. Il suffirait que ce rendement moyen, atteigne 17 quintaux pour que nous ne soyons plus obligés de recourir à l'importation.

A première vue ce résultat semble facile à obtenir si l'on considère les hauts rendements obtenus par certains

(1) La surface consacrée aux fourrages : prairies, trèfles, luzernes, sainfoins, etc... est passée de 8.938.000 hectares en 1913 à 9.354.000 en 1927, soit une augmentation : 416.000 hectares, augmentation qui s'est faite presque exclusivement au détriment des terres labourables.

Chiffres extraits du *Bulletin de Statistiques Générales de la France*, p. 17, année 1928-29. D'autre part, d'après l'annuaire de statistique agricole publié par le Ministre de l'Agriculture, pour 1927, de 1921 à 1927 le nombre des bœufs passait de 1.375.000 à 1.444.000, celui des vaches de 6.972.000 à 7.971.000 et enfin celui des jeunes bêtes d'un an et au-dessus, de 2.822.000 à 3.136.000.

pays étrangers l'Allemagne (1) ou la Belgique, par exemple, ou même chez nous dans la Beauce et dans le Nord. En réalité, la comparaison des rendements est bien difficile et bien trompeuse, car en France, contrairement à ce qui se passe ailleurs, on ne fait pas du blé que dans les bonnes terres à blé, on en fait partout, cela tient au fait que nous voulons en produire **beaucoup** et aussi en grande partie à notre mode de répartition de la propriété. Chaque cultivateur veut récolter son blé **quel** que soit la valeur du terrain sur lequel il se trouve, de là vient notre faible rendement moyen. Notre régime de petite propriété a encore un inconvénient : le petit cultivateur est routinier, il cultive moins bien que le grand propriétaire ou le gros fermier. Toutefois ce régime de petite propriété nous assure une telle supériorité, au point de vue social que nous n'envions pas à nos voisins, leurs grands domaines agricoles (2).

Cependant, il y aurait chez nous, un effort à faire pour remédier à l'émiettement des parcelles de terres d'un même propriétaire, émiettement qui est, évidemment, préjudiciable au bon rendement de la culture et qui sévit particulièrement dans les régions de petites propriétés.

Pour favoriser ce remembrement on a déjà accordé un régime fiscal très avantageux pour les actes d'échange, et c'est très bien. Mais comme l'échange proprement

(1) L'Allemagne ne consacre au blé que 3 % de son territoire, tandis que la France en consacre 10 %.

(2) La France a été, de tous les belligérants, le pays le moins touché par les bouleversements sociaux d'après guerre.

dit n'est pas toujours possible, il faudrait étendre le régime fiscal de l'échange à l'achat, fait en remploi du prix d'une vente antérieure.

Enfin on pourrait, à notre avis, accorder **une remise** au moins partielle des droits de mutation, au propriétaire qui achète une parcelle qui le joint (2).

Devant la carence et la routine du petit cultivateur qui croit toujours que son champ est meilleur que celui de son voisin et s'oppose ainsi à toute modification, n'y aurait-il pas lieu d'employer un autre moyen ?

Un léger supplément d'impôt sur les parcelles de terre trop exigües par rapport à l'importance du domaine total, inférieures à un hectare, par exemple, pour les propriétaires en possédant 10, frapperait l'imagination (3) et inciterait le petit propriétaire à consentir des échanges. Ce serait un impôt du département ou de la commune, il pourrait ainsi mieux s'adapter aux différentes régions suivant des procédés de culture et les modes de répartition de la propriété.

Tous ces moyens auraient, croyons-nous, une influence heureuse sur le remembrement des différentes parcelles d'une même exploitation. Mais il faudrait se

(2) Pour éviter des fraudes on pourrait spécifier par exemple, que la parcelle possédée antérieurement devrait être acquise depuis plus de deux ans et avoir une surface supérieure à celle à celle que l'on veut acheter.

(3) Il serait préférable que cet impôt fasse l'objet d'un avertissement spécial.

garder d'aller plus loin et de vouloir opérer ce remembrement d'autorité. Il y a trop d'éléments inpondérables dans la valeur des différentes parcelles et leur convenue par rapport à tel ou tel exploitant, pour qu'une telle opération ne lèse pas les intérêts légitimes des propriétaires.

L'Etat doit encourager, stimuler l'initiative privée, il ne doit pas s'y substituer.

Pour augmenter notre rendement moyen, nous devons faire une propagande intense, par la presse, par des conférences, par l'école, par des fermes modèles, etc... en faveur de l'amélioration des procédés de culture. Ce n'est pas ici le lieu de faire un cours d'agriculture, contentons-nous d'indiquer les principaux points sur lesquels doivent porter nos efforts.

1°) L'amélioration de la préparation du sol comme le déchaumage sitôt après moisson, les labours plus ou moins profonds suivant la saison et la nature du sol, l'emploi judicieux des jachères, là où c'est nécessaire, etc...

Le remembrement de la propriété facilitera, par l'emploi de la moto-culture une meilleure préparation du sol.

2°) L'emploi judicieux des engrais suivant les cultures, les saisons et la nature du sol.

L'emploi des engrais chimiques s'est beaucoup développé depuis la guerre, mais il y a encore fort à faire

dans ce sens (1). Ce sera d'autant plus facile qu'avec les potasses d'Alsace, les phosphates de l'Afrique du Nord et les scories de nos industries métallurgiques, nous occupons les premières places dans la production.

Par les engrais on augmente la production sans augmenter les autres frais de culture ; ils procurent donc généralement un profit appréciable, d'autant plus élevé que le blé est plus cher.

Le rôle des Pouvoirs Publics sera d'en encourager l'emploi par une propagande inlassable, mais surtout avertie ; pour éviter des mécomptes, cette propagande doit être un véritable enseignement.

Mais leur rôle doit être surtout de veiller à ce que les cultivateurs ne soient pas découragés par la vente de produits trop pauvres en éléments fertilisants. Il faut que l'administration des fraudes exerce un contrôle vigilant et veille à l'application des lois qui ont déjà été votées dans ce sens. Les commerçants et producteurs honnêtes ne peuvent que se réjouir de ce contrôle, car la fraude décourage la consommation.

Des progrès restent encore à faire dans la préparation et l'emploi des fumiers et purins.

Signalons également à propos des engrais, l'emploi des engrais verts. Sitôt après la récolte on sème des fourrages artificiels, du trèfle par exemple, qui a la précieuse propriété de fixer l'azote de l'air. Ce trèfle est

(1) Voir H. et J. Hitier : Les problèmes actuels de l'agriculture.

ensuite enfoui dans le sol au moment des labours. On obtient ainsi et à peu de frais des résultats intéressants.

Remarquons que la puissance d'absorption du sol en engrais n'est pas illimitée, il faut procéder avec d'autant plus de mesure que l'argent employé en engrais risque d'être perdu si les circonstances atmosphériques sont défavorables.

D'autre part, c'est dans les bonnes terres que le rendement économique des engrais est le meilleur, ce qui explique qu'il est bien difficile de faire augmenter les rendements dans les terres médiocres.

3°) L'utilisation des semences sélectionnées.

Il ne faut pas considérer le problème sous le seul aspect de la fécondité de la semence, mais aussi de la résistance de la plante aux intempéries, aux maladies, à la verse, etc...

La meilleure semence n'est pas celle qui donne le plus gros rendement en année favorable, mais celle qui donne le plus fort rendement moyen sur une série de plusieurs récoltes comprenant des bonnes et des mauvaises années.

C'est pourquoi le cultivateur se méfie toujours un peu des très gros rendements annoncés par les producteurs de semences.

Le problème du choix des semences dépend de beaucoup de facteurs, particulièrement de la nature du sol,

de l'assolement et surtout du climat, température d'hiver, température d'été, régime des pluies, etc... Il est à souhaiter que le cultivateur soit guidé dans son choix.

Mais il ne peut pas acheter toutes ses semences, souvent il en achètera quelques sacs et produira ainsi ses semences pour l'année suivante. Pour que cette méthode donne les meilleurs résultats, il faudrait que les syndicats agricoles ou même les entrepreneurs de battages disposent d'appareils combinés de triages, montés sur un véhicule et pouvant se rendre de ferme en ferme comme un battoir. Le cultivateur aurait ainsi la possibilité de trier, sérieusement et rapidement, ses semences. Il ne sèmerait que des grains sains, lourds et bien constitués, alors qu'actuellement il sème bien souvent son blé tel qu'il l'a récolté, ou s'il le trie c'est avec un petit trieur à main bien imparfait.

Jusqu'à présent, dans la sélection des semences on a attaché plus d'importance au rendement à l'hectare qu'à la qualité boulangère du blé et malheureusement les blés à grand rendement sont médiocres au point de vue des qualités boulangères.

Il n'est pas impossible de concilier le rendement et la qualité boulangère et nous devons diriger nos efforts dans ce sens si nous voulons arriver à nous passer des blés de force que nous achetons à l'étranger (1).

(1) Le bon d'importation que nous étudierons plus loin aurait entre autres, l'avantage de nous permettre de continuer à acheter ces blés de force.

Le commerce des semences sélectionnées, s'il n'est pas honnête, peut, comme pour les engrais, décourager le cultivateur et l'empêcher de sortir de sa routine. Mais il est bien difficile aux agents des fraudes d'intervenir efficacement dans ce domaine. Le moyen le plus pratique de rendre la fraude impuissante est entre les mains des sélectionneurs honnêtes. Ils doivent former entre eux un très petit nombre de syndicats que les cultivateurs connaîtront et en qui ils auront vite confiance.

Ces syndicats donneraient leur estampille et leur garantie aux semences délivrées par leurs adhérents. Ils seraient aussi tout indiqués pour conseiller aux agriculteurs la meilleure variété à choisir dans chaque cas envisagé.

Ils auraient intérêt à éviter à leurs clients des tâtonnements et des déboires. Ils seraient plus sûrs de leur donner pleine satisfaction et de les encourager à revenir chez eux.

4°) Destruction des mauvaises herbes.

La lutte contre les mauvaises herbes est capitale. Se développant avec beaucoup plus de rapidité et de vivacité que la bonne graine, la mauvaise l'étouffe et profite à sa place de l'air, de la lumière et des sucs fertilisants du sol, en particulier des engrais qu'on y a mis.

La réciproque est vraie aussi : si le blé est dru et serré les mauvaises herbes, faute d'air, se développeront

moins que dans un blé clairsemé (1).

La lutte doit être de tous les instants. Elle commence avec le sarclage de la culture précédente, si le blé est semé sur plante sarclée ou par un nettoyage soigneux des jachères, s'il s'agit de blé sur jachère.

Elle se continue par des hersages après labours pour enlever les racines du chiendent ou de plantes vivaces. Un labour précoce est utile pour détruire les mauvaises herbes avant qu'elles ne portent graine.

Il faut ensuite ne semer que des blés soigneusement triés. La mauvaise graine fructifie toujours mieux que la bonne.

Au printemps, il faut écharbonner, ce qui n'est pas toujours possible, étant donné le travail considérable que cela représente. Aussi il ne devrait pas être permis de laisser une parcelle de terre en friche au milieu d'un canton de terres labourables. Il faudrait également trouver un moyen de faire détruire les chardons le long des chemins ruraux, des talus, des fossés, etc... Ne trouvant plus d'emplacements où ils puissent porter graine à loisir, ils envahiraient moins facilement les cultures.

(1) On a essayé de cultiver le blé en culture sarclée en espaçant les lignes de 30 à 40 centimètres et les résultats ont été magnifiques tant à cause de la destruction des mauvaises herbes, que de l'action fertilisante du sarclage. Mais cette méthode ne peut être généralisée en raison du surcroît de travail qu'elle impose, car si on ne peut sarcler régulièrement, l'herbe pousse dans l'espace libre et l'effet est désastreux.

Enfin, il est un moyen très pratique de détruire, au printemps, les mauvaises herbes dans les blés, c'est un épandage d'acide sulfurique dilué. L'acide brûle une bonne partie des mauvaises herbes tout en ne causant au blé qu'un très faible dommage qui est vite réparé. De plus, il se forme à la surface du sol des sulfates dont la valeur fertilisante n'est pas négligeable.

Quoiqu'il paraisse, c'est un gros effort qu'il faut fournir pour faire augmenter notre rendement moyen de 200 kilogs à l'hectare. Si l'on regarde le passé, on s'aperçoit en effet, que de 1830 à 1930, notre rendement moyen n'a augmenté que de 6 quintaux à l'hectare, soit une augmentation de 6 kilos par an.

Espérons que, grâce à une propagande active, et des procédés de culture plus scientifiques, nous arriverons à faire des progrès plus rapides (1)

(1) Sur l'amélioration des rendements, voir :

E. Bretignière. — La production du blé.

E. Rabate. — Précis de culture des céréales.

J. et H. Hitier. — Les problèmes actuels de l'agriculture.

G. Carré. — L'augmentation des rendements par la sélection généalogique.

C. Garola. — Céréales.

E. Rey. — La culture rémunératrice du blé.

Le compte rendu de la Semaine Nationale du Blé de janvier 1923 et particulièrement les rapports de MM. :

Henri Hitier, sur le développement de la production par l'amélioration des procédés cultureux.

L. Bretignière, sur les blés actuellement cultivés en France.

E. Tourneur, sur l'amélioration des variations de blés existantes.

J. Vilmorin, obtention de nouvelles variétés de blé

Schribaux et Marcel Arpin, sur les recherches des meilleurs blés au double point de vue du rendement et des qualités boulangères.

Henri Chasle, sur le triage des semences.

Poher, propagande en faveur de l'amélioration et de l'extension de la culture du blé par les Compagnies de chemins de fer.

Rabate, Sur la destruction des mauvaises herbes par l'acide sulfurique.

CHAPITRE VII

CONSOMMATION INTERIEURE

Différents éléments de la consommation Comparaison avec la production

Voyons d'abord les éléments les moins importants :

Gluten et amidon, environ 100.000 Qx de blé (insignifiante).

Biscuiterie, pâtisserie, consommation peu importante.

Elle varie en raison directe de la prospérité économique du pays.

Consommation 1.300.000 Qx pour biscuiterie.

— 850.000 Qx pour pâtisserie.

Semoulerie et pâtes alimentaires, consommation assez importante.

Elle tend à augmenter pour plusieurs raisons :

1) Grosse publicité faite par les grandes maisons de pâtes.

La publicité n'a pas seulement pour effet d'augmenter la vente d'une maison au détriment d'une autre, mais elle crée ou augmente le besoin d'un produit.

2) Dans une foule de ménages urbains, où la femme travaille à l'atelier, ou au bureau, les pâtes sont très en faveur à cause de la rapidité de leur préparation.

La consommation peut varier d'une année à l'autre en fonction de l'abondance et du prix des légumes.

Toutefois, ces variations sont assez faibles, et il n'y a guère lieu d'en tenir compte lorsqu'on étudie la consommation totale de froment en France.

Semailles. — La quantité nécessaire varie naturellement avec les surfaces ensemencées, mais surtout avec la méthode d'ensemencement : semoir mécanique semoir en ligne.

Consommation des animaux. — De tous les éléments de la consommation, c'est certainement l'élément le plus variable.

Consommation des volailles. — Assez importante. Rien à faire pour la supprimer.

Consommation des animaux de boucherie. — Elle est très difficile à estimer. Elle peut être assez considérable surtout lorsque le blé est bon marché par rapport aux autres graines fourragères, en particulier pendant

la guerre : blé taxé. Mais même pendant ces dernières années, la consommation des animaux a été considérable.

Car jusqu'à présent, si la production du blé était déficitaire, celle de la viande l'était peut-être encore plus.

Et comme il est plus facile d'importer des blés que de la viande de boucherie, le marché de la viande était moins facilement influencé par les perspectives d'importation que le marché du blé.

En effet, la viande ne peut se transporter que « sur pied » et alors il peut y avoir un déchet assez élevé, ou bien en « frigo » et elle subit une assez forte dépréciation.

Pour enrayer la consommation du blé par les animaux pendant la guerre, on a essayé de prendre des mesures de police. Et nous croyons qu'elles pouvaient se justifier en temps de guerre, car la guerre étant une situation exceptionnelle, exige des mesures exceptionnelles. La question du ravitaillement en blé était une question d'extrême urgence. On ne pouvait attendre pour se nourrir l'abondance d'une prochaine récolte, il fallait à tout prix vivre sur le stock existant sur le territoire et il est évident que ce que mangeraient les bêtes serait autant de moins pour l'alimentation du pays.

D'autre part, cette mesure de police pouvait être plus efficace et mieux respectée qu'en temps de paix. D'abord

comprenant la nécessité de cette mesure, on s'y soumettait de meilleur gré et surtout, il était possible en temps de guerre de faire accepter par la population un système de contrôle plus ou moins inquisitorial, auquel certainement aucun gouvernement n'oserait avoir recours en temps de paix.

Il y avait encore de nombreuses fraudes, mais le résultat total était tout de même une économie de blé. Et cela suffisait à justifier cette mesure. Ajoutons pourtant, qu'il aurait été encore plus efficace de laisser monter le blé à son prix normal. Les bêtes mangeaient du blé parce qu'il était bon marché, elles en auraient beaucoup moins mangé s'il avait été à un prix proportionné aux autres marchandises.

Si en temps de guerre, l'interdiction de donner du blé aux bêtes était justifiée, en période normale, il n'en est pas du tout de même car : 1° cette mesure est une atteinte intolérable à la liberté; 2° elle est à peu près inefficace; 3° et par surcroît elle est inutile.

Elle est une atteinte à la liberté car elle prive le cultivateur de la libre disposition de ses biens, c'est un acheminement vers la réquisition.

Elle est inefficace, car il est à peu près impossible d'en contrôler l'application sauf, par des mesures draconiennes, comme par exemple, des visites domiciliaires et, en fait, depuis la guerre quoique la loi soit restée

en vigueur les gouvernements n'ont rien fait pour chercher à en contrôler l'application (1).

Il n'y a rien de si mauvais, pour le prestige de la loi que de laisser en vigueur et surtout de les rappeler à tout propos des lois qui sont inapplicables et inappliquées; on entraîne, on habitue ainsi les citoyens même les meilleurs, à violer la loi et à la mépriser.

Enfin même, si la loi interdisant la consommation du blé par les animaux pouvait être et était appliquée, elle serait à peu près inutile.

Quels peuvent en effet, en être les résultats si on l'envisage comme mesure permanente et non plus comme une mesure exceptionnelle.

Le cultivateur qui ne pourra plus donner de blé à ses bêtes sera obligé soit de produire un supplément de céréales secondaires : seigle, orge, avoine, maïs et ce sera probablement au détriment de la culture du blé, ou bien il sera obligé de recourir à l'importation de ces céréales secondaires; en particulier pour l'orge et le maïs, et alors on peut se demander quel intérêt il y a à importer de la Plata, par exemple, plutôt des maïs que des blés.

Il sera toujours temps le jour où l'importation des blés deviendrait impossible par suite de blocus, le jour où on craindrait de manquer de pain, d'interdire de faire manger du blé aux bêtes et d'employer les moyens nécessaires pour faire respecter cette interdiction.

(1) Il semble pour le moins bizarre que cette loi soit restée en vigueur même une fois que la liberté d'exportation du blé fut rétablie.

Comme la consommation aura été plus abondante, la production intérieure aura été plus abondante, et plus abondant aussi le courant d'importation.

Il est donc fort à croire que le jour où l'importation deviendrait subitement impossible le stock de blé disponible sur le territoire serait également plus abondant.

Consommation des chiens. — Toutefois, il est une mesure qui pourrait réduire d'une façon appréciable nos besoins en blés, sans pour cela augmenter nos besoins en céréales secondaires et par conséquent sans justifier les critiques ci-dessus : ce serait d'augmenter dans de fortes proportions l'impôt sur les chiens.

Il y a en effet en France une quantité considérable de chiens qui pour la plupart n'ont pas grande utilité.

Voici ce que disait au Congrès de la Meunerie Française de 1926 M. Georges Lefebvre qui fut rapporteur Général à la Semaine Nationale du blé « Meunerie Française de déc. 1926, p. 313 ».

« Lors de la Semaine du Blé, mon attention avait été attirée sur cette question. Ayant alors demandé aux Pouvoirs Publics quel était le nombre des chiens existant en France, il fut répondu qu'il y en avait environ deux millions. Eh bien ! ce chiffre est, évidemment, très en dessous de la vérité (1). On n'en peut douter, lorsqu'on

(1) Voici du reste une statistique de l'administration des Finances datant de 1926 :

<i>Chiens déclarés pour la taxe :</i>	
Première catégorie : chiens d'agrément	482.369
Deuxième catégorie : chiens de chasse	741.883
Troisième catégorie : chiens de garde	2.955.796
Total	4.180.048
Il faut y ajouter les chiens non déclarés.	

sait qu'il y a 5.702.752 fermes plus ou moins grandes en France. J'estime, en effet, qu'il n'y en a pas une où il n'y ait un chien, et que beaucoup en ont plusieurs. Si c'est un petit chien de garde, il consomme 300 grammes de pain par jour, mais un gros chien berger en mange un kilo ; j'ai eu l'occasion de vérifier de très près les chiffres que je vous donne, et je puis assurer que certains gros chiens de berger consomment trois livres de pain par jour. Si vous voulez bien admettre le nombre de 4 millions de chiens pour 5.702.000 fermes et une consommation moyenne de 500 grammes de pain par jour, vous arrivez à plus de 2.000 tonnes de blé par jour ! »

Le chiffre de 4.000.000 de chiens auquel s'arrête M. Lefebvre est certainement, comme il le laisse entendre lui-même, bien au-dessous de la réalité. Pourtant acceptons tel quel le chiffre de 2.000 tonnes de pain par jour et comme 1 kg de blé produit environ 1 kg de pain, la consommation des chiens s'élèverait à 20.000 quintaux $\times 365 = 7.300.000$ quintaux de blé par an, soit environ 10 % de la consommation du pain en France.

M. Lefebvre proposait pour économiser du blé de faire faire un pain spécial pour les chiens, pain où entreraient uniquement des succédanés ou des farines basses de blé.

Cette solution a divers inconvénients. Tout d'abord elle ne réalise pas une économie puisqu'il faudra importer du seigle ou de l'orge pour faire ce pain.

De plus, s'il est possible de faire adopter cette solution par les propriétaires de meutes (2), qui ont un grand nombre de chiens à nourrir, il paraît à peu près impossible de décider le cultivateur qui a un ou deux chiens à acheter du pain spécial pour son chien. Il vous répondra qu'il utilise les déchets de pain de son ménage pour nourrir son chien, sans se rendre compte que s'il n'avait pas de chien, il s'arrangerait pour faire beaucoup moins de déchets.

C'est ce que faisait remarquer à M. Lefebvre, M. Grenier, président du Syndicat des Meuniers de la Marne. Il lui répondait :

M. Grenier.— « J'ai été très heureux d'entendre l'intéressant exposé de M. Lefebvre, d'autant plus qu'il y a quelque temps, dans le département de la Marne, j'avais préconisé l'emploi d'un pain spécial pour les chiens.

Je me suis heurté à plusieurs difficultés. D'abord, l'hostilité des boulangers qui se sont refusés d'une façon absolue à faire le pain qu'on leur demandait, sous prétexte qu'ils n'en feraient pas assez. Ensuite, l'hostilité des possesseurs de chiens qui ne veulent pas être obligés d'acheter un produit spécial pour la nourriture de leurs chiens, qui, selon eux, vivent sur les résidus de leur consommation journalière ».

A notre avis, la seule solution pratique pour faire diminuer la consommation des chiens est d'en faire di-

(2) C'est l'exemple d'un propriétaire de meute que M. Lefebvre citait à l'appui de sa thèse.

minuer le nombre et pour cela augmenter dans de fortes proportions le taux de l'impôt sur les chiens

Si l'impôt était par exemple de 100 francs par an et par chien, il est certain que bien des chiens seraient condamnés à mort. Non pas que cette dépense de 100 fr. soit formidable vis-à-vis de la dépense moyenne d'entretien d'un chien, qui s'élève environ à 400 francs, mais cette somme à déboursier d'un seul coup frapperait l'imagination, beaucoup plus que la dépense quotidienne de la nourriture du chien, dépense qui, généralement, se trouve noyée dans le budget du ménage. Seuls les chiens qui sont réellement utiles, comme bergers, par exemple, ou comme gardiens, seraient conservés, la plupart des autres disparaîtraient.

Il n'est pas exagéré de prévoir que grâce à cette mesure le nombre des chiens en France diminuerait de moitié.

Ce serait une économie de blé d'environ 3.600.000 quintaux, soit 5 % de la consommation en pain. Il apparaît donc que ce soit la mesure la plus efficace que l'on puisse prendre pour économiser le pain et c'est pourtant la seule que l'on ait jamais prise.

Mais ne nous illusionnons pas trop. Cette mesure toucherait un trop grand nombre d'électeurs pour avoir des chances d'être prise en considération par le Parlement.

Pourtant l'impôt de 100 francs serait encore peu élevé si on le compare à celui de 50 francs, qui est appliqué en Suisse, soit 250 francs de notre monnaie.

Inutile d'insister sur les avantages que le Trésor retirerait de cet impôt puisque, même en tenant compte que le nombre des chiens diminuerait de moitié, la recette se chiffrerait à 200.000.000.

Consommation humaine

Enfin le principal élément de la consommation du blé est évidemment la consommation humaine, mais c'est également l'élément le plus stable.

Il n'existe pas de statistique permettant d'établir d'une façon précise la consommation du pain en France. Il est évident que d'une année à l'autre, la consommation varie très peu, ce qui varie c'est la composition du pain, et le pourcentage de blé qui y entre. Mais passons sur cette question que nous étudierons plus loin.

Toutefois, si la consommation du pain varie très peu d'une année à l'autre, elle peut varier d'une façon très appréciable si on l'étudie sur un grand nombre d'années, sur 25 ans par exemple.

Dans les pays où la base de l'alimentation n'est pas le blé, mais une céréale inférieure, comme le seigle en Allemagne et en Pologne, le millet en Russie, les besoins en blé vont en augmentant au fur et à mesure que l'aisance et le bien-être pénètrent dans les couches

profondes de la population ; on remarque, en effet, que le blé a tendance à supplanter les céréales secondaires et que l'augmentation des besoins en blé est bien plus forte que l'augmentation de la population.

Au contraire, dans les pays à civilisation déjà avancée comme la France, les céréales secondaires ont pratiquement disparu de la consommation humaine (question des succédanés à part bien entendu).

Et ce que l'on constate au fur et à mesure que le bien-être s'accroît dans le peuple, c'est que l'on a tendance à remplacer en partie le pain par d'autres aliments plus coûteux, tels que la viande de boucherie. Et comme chez nous la population est stationnaire, la consommation du pain a plutôt tendance à diminuer.

Mais répétons le, cette variation est insignifiante si on l'étudie d'une année à l'autre et la consommation en pain est un élément de la demande sur lequel la plus ou moins grande abondance des offres en blé est absolument incapable de réagir. Il n'y a pas réaction de l'offre sur la demande.

Si faute de statistique, on ne peut chiffrer d'une façon précise, les besoins de la consommation humaine, on peut cependant déterminer à priori un chiffre avec une certaine approximation.

Il est généralement admis que la consommation par tête d'habitant varie en France de 400 à 500 gr. de pain par jour.

Evidemment, surtout à la campagne, il y a beaucoup de personnes qui consomment près d'un kilog de pain, surtout au moment des gros travaux. Par contre, les vieillards et les enfants consomment beaucoup moins de 400 gr et nous croyons que l'on peut admettre comme valable à 5 % près le chiffre moyen de 450 gr par jour et par habitant. Le pain consommé par les chiens étant compté à part. Comme à peu de chose près, un kilog de pain de blé pur correspond à un kilog de blé, on peut estimer la consommation humaine du blé à : 450 gr x 365 x 40.000.000 soit 65.700.000 quintaux.

Ce qui nous donne comme consommation totale du blé en France :

Consommation humaine	65.700.000
Consommation des chiens	7.300.000
Ensemencements	11.000.000
Semoulerie pour pâtes alimentaires	1.500.000
Biscuiterie et pâtisserie	2.150.000
Alimentation des volailles	2.000.000
Alimentation des porcs et bovins	2.000.000
	91.650.000

Ce qui paraît bien correspondre actuellement à la réalité.

Nous avons vu qu'avant la guerre, nos besoins étaient d'environ 95 millions de quintaux.

Il est tout à fait normal qu'ils aient diminué.

Tout d'abord, comme nous venons de le dire, malgré le faible accroissement de population, on mange plutôt un peu moins de pain qu'avant la guerre.

D'autre part, le pain actuel est fabriqué avec des farines blutées au moins à 2 % de plus qu'avant la guerre, ce qui constitue une économie d'environ 1.500.000 quintaux.

Enfin, les surfaces ensemencées ayant diminué d'au moins 800.000 hectares, il en résulte à raison de 2 sacs à l'hectare une économie de semences de 1.600.000 quintaux.

Comptons encore 5 % d'économie de semences par suite de l'adoption très généralisée aujourd'hui, du semoir en ligne, soit environ 500.000 quintaux. Et on arrive à une économie totale par rapport à la période d'avant-guerre de 3.600.000 quintaux. Ce qui correspond à la différence constatée.

Si nous examinons maintenant les six années qui vont du premier Août 1921, au premier Août 1927, nous trouvons une production totale de 458.758.000 et une importation totale de 68.264.000 quintaux.

Si on admet, ce qui est vrai, à un ou deux millions de quintaux près, que le stock reporté au premier août 1921 était égal à celui reporté au premier Août 1927, on en conclut que la consommation totale a été de 527.022.000 et la consommation totale annuelle de 527 millions divisés par six, soit en chiffre rond : 87.800.000 quintaux.

Mais il faut considérer que, pendant toute cette période on a à peu près ou on a plus ou moins fait usage de succédanés.

Il serait fastidieux de reprendre tous les décrets modifiant le taux d'incorporation des succédanés avec leur durée d'application et de rechercher quelle est l'économie qui en est résultée.

Ce serait du reste tout à fait illusoire, car ces décrets n'ont jamais été strictement appliqués et pratiquement le taux d'incorporation était à peu près laissé au bon vouloir des meuniers.

Comme souvent le bénéfice réalisé ainsi par ces derniers était assez mince, ils préféreraient y renoncer ce qui leur permettait de fabriquer une meilleure farine et de résister plus efficacement à la forte concurrence qui depuis la guerre sévit en meunerie.

Il nous faut donc encore nous contenter d'une approximation assez grossière.

Nous croyons qu'on ne s'éloigne pas trop de la réalité en estimant à 4 % des besoins en farine panifiable, l'économie moyenne due à l'incorporation des succédanés et à 2 % l'économie due à un taux de blutage plus élevé qu'aujourd'hui.

On arrive ainsi à une économie de 6 % sur 73 millions de quintaux de blé (1) soit 4.380.000 quintaux.

(1) L'économie porte aussi bien sur la consommation des chiens que sur la consommation humaine puisque pratiquement c'était le même pain.

Ce qui correspondrait à une consommation totale de :

$$87.800.000 + 4.380.000 = 92.180.000.$$

Soit un chiffre légèrement plus fort que celui que nous avons trouvé à priori en estimant la consommation par tête d'habitant.

Mais dans tous ces calculs, il ne faut pas attacher d'importance à une erreur même de 1 million de quintaux, car les chiffres dont on part, les statistiques de récoltes ne sont pas précises, à un million de quintaux près. On peut bien espérer qu'en considérant un certain nombre d'années les erreurs se compensent en partie, toutefois on n'est pas sûr qu'il n'y a pas dans les statistiques des causes d'erreurs qui agissent toujours dans le même sens.

Pour les années 1921 à 1927, nous avons vu que nos importations moyennes ont été de 11 millions 1/2 de quintaux. Il suffirait d'une augmentation de rendement de deux quintaux à l'hectare pour que nous ne soyons plus importateurs; mais, nous l'avons vu, cela nous demandera un gros effort et peut-être beaucoup de temps.

Si, comme il est possible de le faire, nous nous décidions à économiser 3 millions 1/2 de quintaux sur la consommation des chiens, notre déficit ne serait plus que de 8 millions de quintaux. Pour le combler, il suffirait dès lors d'augmenter le rendement moyen de 1/5

kilogs à l'hectare, ce qui serait certainement plus facile car ce sont toujours les derniers kilogs les plus durs à obtenir.

Nous venons de passer en revue les principaux emplois du blé, et il est facile de constater que, au moins pour les deux principaux, l'alimentation humaine et les semences, la demande est absolument fixe et ne peut en aucune façon être influencée par l'offre. C'est ce qui explique l'extrême sensibilité du marché du blé, si la production est inférieure aux besoins, même d'une quantité relativement faible, la peur d'en manquer fera monter les cours bien au-dessus des cours normaux. Au contraire, en cas de surabondance, le surplus ne pouvant être absorbé par la consommation normale, devra l'être par les besoins secondaires, comme la nourriture du bétail, mais comme pour ces besoins le blé n'a pas la même valeur que pour les besoins normaux, il s'en suivra nécessairement une baisse des cours.

C'est à ce phénomène que fait allusion M. Gide dans son chapitre sur la valeur :

« Aucune marchandise ne présente au même degré ce double caractère : 1° d'être presque indispensable (du moins dans les pays de civilisation européenne) jusqu'à une certaine limite, marquée par la quantité nécessaire pour nourrir un homme ; 2° d'être presque tout à fait inutile au-delà de cette limite, car personne ne se soucie d'en manger plus qu'à sa faim » (1).

(1) Cf Ch. Gide, Cours tome I, page 84. .

C'est l'explication qu'adopte également et qu'expose d'une façon très claire M. Dannemuller :

« D'après cette théorie de l'utilité finale, si un bien collectif comme le blé varie dans ses quantités disponibles, alors que le besoin ne varie pas, la valeur d'une unité quelconque (un quintal), à un moment donné, est celle de l'unité destinée idéalement (théoriquement) à satisfaire le besoin le moindre, ou le moins pressant. En dehors de l'alimentation, le blé a peu d'usages, la suralimentation, la fabrication de l'alcool de grains, et la nourriture de quelques animaux. Comme matière première destinée à satisfaire ces besoins secondaires, le blé a évidemment une valeur bien moindre que celle qui résulte de sa destination normale.

« Si nous représentons par 10 sa valeur normale, produite par le besoin de pain, et par 2 sa valeur en tant que bien destiné à satisfaire les besoins accessoires, très minimes, sa valeur sera 10 toutes les fois que les quantités disponibles seront justes suffisantes pour répondre au besoin normal. Quand ces quantités seront largement suffisantes pour satisfaire tous les besoins, normaux et secondaires, sa valeur descendra bien au-dessous de 10 et se rapprochera d'autant plus de 2 que les quantités disponibles pour les besoins secondaires seront plus abondantes, sans d'ailleurs l'atteindre jamais.

« Dans le cas de pénurie de blé, même pour le besoin normal, la peur de manquer de pain fera monter sa valeur bien au-delà de 10 ».

(1) Dannemuller, o.p., p. 47.

Toutefois, ajoutons de suite que l'écart entre la valeur du blé pour la nourriture de l'homme et sa valeur pour la nourriture des animaux est loin d'être dans la proportion de 10 à 2. On serait bien plus près de la vérité en prenant par exemple le rapport de 10 à 8. Ce n'est du reste pas ce que cherchait M. Dannemuller. Il a pris des chiffres qui frappent l'imagination de façon à mieux faire comprendre le principe.

Du reste, ce principe est tempéré par diverses considérations, tout d'abord en cas d'excédents, la spéculation peut faciliter le report sur l'année suivante. Nous étudierons ce point d'une façon plus approfondie dans un chapitre sur la spéculation.

D'autre part, le développement du commerce international et l'échelonnement des récoltes dans les diverses régions exportatrices permettent généralement de remédier à une sous-production locale importante.

Seule une sous-production générale comme celle qui s'est produite en 1920 peut provoquer une véritable crise du blé.

Notons en passant, que la spécialisation internationale des cultures, si chère aux libres échangistes, ne peut qu'aggraver et multiplier les crises de ce genre.

TROISIEME PARTIE

NOTRE POLITIQUE DU BLÉ

Interventions des Pouvoirs Publics

Nous étudierons dans cette partie que l'on pourrait intituler « La POLICE des GRAINS » les principales mesures qu'a prises successivement le Gouvernement pour essayer d'influencer les cours.

Il ne peut être question de rapporter ici et d'étudier en détail tous les actes de l'autorité (lois, décrets, arrêtés ou circulaires) qui visent le commerce du blé. Il faudrait plusieurs volumes.

Pendant la seule année 1926, on ne relève pas moins de 4 lois, 15 décrets et 9 arrêtés ministériels, concernant le commerce et la transformation du blé (1). Il n'y a guère que les loyers dont la législation ait été plus souvent remaniée.

(1) *Loi du 6 avril 1926.* — Augmentation des droits de douane, 30 %.

Décret du 27 avril 1926. — Incorporation 8 % farine de seigle.

Arrêté ministériel 8 avril 1926. — Extraction à un taux inférieur au taux réglementaire pour les industries diverses.

Tant il est vrai que dès qu'un gouvernement veut par ses interventions réagir contre des phénomènes économiques, il risque de se voir rapidement débordé par les faits.

Arrêté avril 1926. — Exportation des sons.

Loi 3 juillet 1926, décret 3 juillet 1926. — Suspension des droits de douane et remboursement sur blés étrangers en stock.

Arrêté 7 juillet 1926. — Déclaration des stocks de farine.

Décret 27 juillet 1926. — 10 % succédanés. Augmentation taux d'extraction. Défense de donner du blé aux bêtes (en août, les seigles montent de 20 francs).

Arrêté 28 juillet 1926. — Application décret 27 juillet.

Loi 7 août 1926. — Loi prorogeant celle du 3 juillet 1926.

Loi du 9 août 1926. — Déclaration obligatoire de récolte des entrepreneurs de battage. Comptabilité spéciale pour tout détenteur. Congé de circulation. Office des céréales panifiables.

Décret du 7 septembre 1926. — Nouveaux types de sorties en douane.

Arrêté 7 septembre 1926. — Application du décret ci-dessus.

Décret 8 septembre 1926. — Sarrazin, maïs, farine et semoule de blé dur sont autorisés comme succédanés.

Décret 16 septembre 1926. — Délai de livraison à la boulangerie des blés étrangers.

Circulaire du 17 septembre. — Application de la loi du 9 août.

Décret 12 septembre 1926. — Les industries autres que panification ne peuvent employer que des farines des blés étrangers.

Arrêté 17 septembre. — Dérogation au décret ci-dessus.

Décret 20 août 1926 avec 3^e annexe. — Application loi du 9 août. Modèle de déclaration et registres.

Arrêté 24 août 1926. — Déclaration de surfaces ensemencées.

Décret 26 août 1926. — Instituant l'office des céréales panifiables.

Arrêté 28 août 1926. — Application du décret ci-dessus.

Décret 26 août 1926. — Instituant un taux de compensation des blés durs par les pâtes alimentaires.

Nous nous contenterons donc d'étudier les principales mesures prises par le gouvernement pour essayer d'enrayer la hausse des blés (1).

Et comme ces mesures se répétaient souvent, à intervalles réguliers, nous les étudierons, non pas dans l'ordre chronologique où elles furent prises, mais en les classant par catégories.

Dans une première catégorie, nous verrons les mesures douanières.

Dans une seconde, les mesures modifiant le taux d'extraction et l'incorporation des succédanés.

Dans une troisième, la taxation.

Et enfin, nous étudierons les mesures diverses, comme la fermeture de la Bourse de Commerce, la fermeture des boulangeries le dimanche, le contrôle de la circulation des blés, etc...

Décret 27 août 1926. — Prorogeant jusqu'au 1^{er} octobre les délais pour la livraison à la boulangerie des blés tendres étrangers à l'état de farine panifiable.

Décret du 18 octobre 1926. — Remboursement de 8 francs de droits.

Décret du 18 octobre. — Application du décret ci-dessus. Application aux stocks.

Décret du 20 novembre 1926. — Limitant au 1^{er} janvier 1927 l'entrée des blés avec remboursement de 8 francs.

Décret du 13 novembre 1926, décret 16 novembre. — Remboursement de la taxe à l'exportation en cas d'admission temporaire.

(1) La plupart de ces mesures se prétendaient destinées à assurer le ravitaillement du pays.

En fait, le ravitaillement du pays n'était pas en jeu, nous n'avons jamais craint de manquer de blé comme pendant la guerre. Toutes ces mesures n'avaient pour but que d'agir sur le prix du blé.

CHAPITRE VIII

NOTRE RÉGIME DOUANIER

Etude de ses variations et de leurs répercussions sur les cours. — Le bon d'importation

Avant la guerre, le droit de douane sur les blés était de 7 francs.

Nous ne reprendrons pas ici les arguments qui militent en faveur d'une politique protectionniste du blé. Nous en avons succinctement parlé au début de cette étude et nous renvoyons pour plus ample développement au livre de M. Dannemuller « la politique française du blé » où les avantages pour la France d'un droit de douane raisonnable sur les blés sont magistralement démontrés.

Il est évident, qu'en raison de la dépréciation du franc, un réajustement du droit de douane était nécessaire. Et quoique l'on doive souhaiter pour un tarif douanier le plus de fixité possible, on ne saurait reprocher aux Pouvoirs Publics les diverses mesures par lesquelles ils s'efforcèrent d'appliquer à l'ancien droit de

douane un coefficient proportionnel à la dépréciation de la monnaie. Tout au plus pourrait-on prétendre que la méthode du droit de douane, payable en franc or, aurait eu, sur la méthode des coefficients, l'avantage de fournir à la production française une protection proportionnée d'une façon plus précise à la valeur de notre monnaie et, par conséquent, d'être en valeur absolue plus stable. Elle aurait eu surtout l'avantage de s'appliquer automatiquement sans intervention aucune des Pouvoirs Publics et par conséquent de mettre mieux notre tarif douanier à l'abri des influences politiques.

De plus, les importateurs auraient eu la possibilité de savoir exactement ce qu'ils auraient à payer au moment de l'importation en couvrant en devises étrangères stables le montant des droits de douane.

Tandis qu'avec le système des coefficients, aucune prévision n'est possible, sauf pour les personnes trop bien renseignées sur les intentions du ministre.

Toutefois, le système des coefficients avait au moins pour le blé un avantage. En cas de hausse rapide des changes, l'ensemble des prix intérieurs, montant moins rapidement que les changes étrangers, pendant un certain temps cette dénivellation des prix créait une protection suffisante et la modification du droit de douane n'était pas immédiatement nécessaire. Elle pouvait même ne pas le devenir si la situation du franc venait à s'améliorer. Ce n'était qu'au cas où l'élévation des prix intérieurs venait consolider la hausse des devises étrangères et détruire l'avantage temporaire que la baisse

du franc avait fait apparaître en faveur du producteur français, que le réajustement du droit de douane devenait nécessaire.

La méthode des coefficients, plus souple, permettait de mieux s'adapter à la situation économique (1).

Du reste, les modifications du coefficient de protection ne furent pas très nombreuses.

En effet, dès le 28 juin 1921, en prévision de la liberté du commerce qui devait être rétablie le premier août suivant, un décret prévoyait le coefficient 2, soit un droit de 14 francs.

Ce coefficient était suffisant à ce moment, et le groupe de défense paysanne de la Chambre, qui s'était réuni pour s'occuper de cette question, l'accepta. (Voir rapp. Bernier, chap. I fin, MF 30-4-24).

Depuis, ce coefficient fut remanié cinq fois.

La loi du 6 avril 1926 portant augmentation de 30 % de tout notre tarif douanier, le nouveau droit de douane sur les blés fut de 18 fr. 20.

Le décret du 2 septembre 1927 porta ce droit à 25 francs.

(1) Voir dans ce sens : Revue politique et parlementaire, année 1926, T. 126, p. 47.

« Le paiement des droits de douane au pair de l'or » par E. Néron.

Et enfin la loi du 18 novembre 1927 porta ce droit à 35 francs.

Le droit était donc le droit d'avant-guerre avec le coefficient 5.

Pendant la campagne 1929-1930 le droit fut porté à 50, puis à 80 francs pour protéger notre agriculture contre la crise mondiale actuelle de surproduction du blé.

Malheureusement, ce ne furent pas les seules modifications qui furent apportées en régime douanier, et nombreuses furent les suspensions temporaires du droit de douane.

Le 6 janvier 1924, devant la hausse persistante de la livre, le Gouvernement de M. Poincaré prenait un décret ramenant de 14 à 7 francs le droit de douane sur les blés et cela pour une période ne pouvant pas dépasser le premier août suivant.

On ne peut nier que cette mesure n'ait eu une certaine efficacité sur le cours du blé.

D'aucuns ont voulu prétendre que cela n'avait que très peu influencé les cours puisque ceux-ci n'avaient baissé que de 2 fr environ. Comme cette mesure au moment où elle a été prise, était annoncée et escomptée par le commerce depuis environ une semaine, il faut pour se rendre compte de l'effet produit, considérer les cours comparés du Marché de Paris et des blés étrangers, par exemple pendant la période qui va du 2 au 12 janvier

(le décret étant du 6) et l'on remarque que tandis que les cours du marché de Paris passent de 97,50 à 98,25, soit une hausse insignifiante pour cette période très mouvementée, le cours de Barletta Russo 78 kg (blé argentin) passait (prix en francs pour 100 kg caf ports français) de 83 fr. 69 à 91,70, soit une hausse de 8.

La protection avait donc bien effectivement diminuée de 7 francs.

Toutefois, remarquons que cette hausse de 8 francs sur le prix en francs des blés argentins n'est due que jusqu'à concurrence de 5 francs à la dépréciation de notre monnaie. Le reste, soit 3 francs, correspond à l'élévation des cours d'origine. En effet, sur les mêmes blés, la Bourse du Baltic à Londres enregistre pendant la période envisagée une hausse de 4 %, ce qui correspond bien environ à une hausse de 3 francs.

Il est permis de croire que le décret du 6 janvier n'est pas absolument étranger à cette hausse sur le marché de Londres. Car il a eu pour résultat d'activer d'un seul coup les demandes françaises, qui, jusque là, s'étaient plutôt réservées. D'où hausse en particulier des blés flottant vers le continent.

Il est d'autant plus légitime d'attribuer une bonne part de la hausse à Londres au décret du 6 janvier que le marché de Buenos-Ayres n'a enregistré, pendant la période envisagée, aucune hausse.

Par la suspension des droits de douane, le consommateur fut donc dégrevé d'environ 5 à 6 francs par quintal de blé, soit un sou par kilogramme de pain à une époque où le prix du pain variait autour de 25 sous.

On peut se demander s'il était bien nécessaire, pour obtenir un si faible résultat, de porter un si rude coup au principe de la stabilité douanière et de faire perdre ainsi au cultivateur toute confiance dans la protection que la loi lui accorde.

Au reste, il s'est produit pendant cette période de suspension du droit protecteur, un phénomène assez curieux.

On se souvient qu'à l'intérieur, parallèlement à la hausse des changes, les blés indigènes étaient montés à des prix assez élevés pour l'époque, jusqu'à 110 francs et plus autour du 10 mars (pour des marchés libres, le marché de Paris ayant été fermé le 18 février).

Mais lorsque la livre fut redescendue à 120 francs, son maximum aux environs de 70 francs et même 65 francs, on aurait pu s'attendre à ce que le blé fit de même. Il n'en fut rien et les blés indigènes ne baissèrent guère en dessous de 90 francs sur wagon gare départ, régions de production.

Si bien que, par exemple au mois d'avril, les blés Barletta Russo ou Barrusso 78 kilogs oscillaient suivant les variations du change autour de 70 francs le quintal caf ports français. En y ajoutant les 7 francs de droits

et les 2,70 que coûtaient les frais divers et la mise sur wagon, ils arrivaient au prix de 80 francs sur wagon.

Il est bien évident que tous les moulins, se trouvant à proximité des ports, avaient un gros avantage à ne moudre que des blés étrangers, d'autant que les blés Barrusso, sans être des blés de premier choix, sont pourtant généralement plus appréciés que les blés indigènes, en raison de la grande différence de teneur en eau.

Mais même en prenant une minoterie de l'intérieur, les blés exotiques revenaient encore meilleur marché, puisque pour le Jura, par exemple, les frais de transport depuis le Havre ou Dunkerque, n'étaient à cette époque que de 6 francs ce qui faisait des blés rendus à l'usine à 86 francs.

Si au lieu des Barrusso on prend les Manitobé n° 1, qui sont des blés de tout premier choix, leurs prix caf Dunkerque ou le Havre oscillaient dans le courant d'avril autour de 76 francs, soit 92 francs rendu à l'usine dans le Jura. Exactement, le même prix que les indigènes cotés à la même époque 90/91 en Côte d'Or puisqu'aussi bien il fallait toujours compter 1 ou 2 f. de frais d'approche.

Et cependant comparés aux blés indigènes, la différence de qualité représentait bien 10 à 12 francs.

Si bien que, à cette époque, beaucoup de moulins même de l'intérieur ne travaillaient que des blés exotiques.

Le moulin dont nous nous occupons, situé dans le Jura en a reçu du premier avril au premier juillet 1924 que 500 quintaux de blé indigène sur un total de 21.700 quintaux de blés reçus dans la même période.

Et encore ces 500 quintaux étaient le reliquat d'un marché passé en mars avant la baisse de la livre.

Que devenaient pendant ce temps-là les blés indigènes ?

Si nous en croyons les statistiques officielles, la récolte en 1923 avait donné 75 millions de quintaux.

Même si on n'avait importé aucun sac de blé étranger avant le 1^{er} avril il serait resté encore à cette époque 13 millions de quintaux. En effet, la consommation totale de froment était estimée, comme nous l'avons vu, à 88 millions de quintaux, dont 11 pour les semences au 1^{er} avril, on avait consommé $77/12 \times 8 + 11 = 62.000.999$ quintaux.

Comment se fait-il que les cours des blés indigènes n'aient pas été influencés par les importations massives que l'on fit et ne soient pas venus à la parité des blés exotiques.

On peut pour expliquer cette anomalie donner plusieurs raisons :

D'abord, si tous les moulins, quelque soit leur éloignement des ports avaient avantage à acheter des blés exotiques, il n'en était pas de même de tous les moulins quelle que soit leur importance.

Beaucoup de petits moulins, (on sait qu'en France ils pullulent), n'étaient pas suffisamment outillés pour travailler les blés étrangers d'une façon pratique. Ils n'étaient surtout pas bien outillés commercialement pour acheter ces blés dans des conditions avantageuses.

Ils ne se hasardaient guère à acheter en caf et ne pouvaient acheter qu'en francs sur wagon acquitté.

Naturellement, le négociant qui prenait pour son compte les risques du caf avec paiement contre documents maritimes et arbitrage éventuel à Londres et qui surtout prenait à sa charge les risques d'une couverture en francs plus ou moins avantageuse, étant donné les fluctuations des changes à cette époque, ne le faisait pas gratuitement et faisait payer assez cher ses services.

D'autre part, les fluctuations des cours des blés exotiques, beaucoup plus fortes en francs que celle des blés indigènes, n'étaient pas faites pour attirer la petite meunerie.

Il est probable même que la grande et moyenne meunerie hésita souvent à livrer à sa clientèle des farines provenant uniquement de blés exotiques de peur de la dérouter.

Enfin, le cultivateur qui en février et au début de mars aurait pu vendre son blé de 105 à 110, se décidait difficilement à le donner à 90 francs.

Son amour propre était blessé d'avoir manqué une bonne affaire et puis sa confiance dans notre monnaie venait de subir une rude épreuve et elle n'était pas complètement rétablie.

A noter qu'une partie de la consommation humaine ne peut pas pratiquement être couverte par des importations de blés étrangers, mais nécessairement par des blés indigènes, c'est la consommation des cultivateurs qui font moudre leur blé à façon, qu'ils cuisent leur farine eux-mêmes, soit qu'ils la donnent à cuire au boulanger.

Quoiqu'il en soit, toutes ces explications qui ont certainement chacune une part de vérité, semblent insuffisantes pour expliquer ce phénomène de la quasi indépendance du marché des blés français vis-à-vis du prix des blés étrangers.

Il nous est bien difficile de croire que si le stock disponible pour la consommation au 1^{er} avril 1924 avait été aussi important que celui qui résulte des statistiques officielles, les prix du blé français auraient pu se maintenir longtemps au-dessus de la parité du marché mondial.

Les partisans de la suspension des droits de douane ne manqueront pas de faire ressortir que cette mesure

a été avantageuse pour tout le monde, puisque d'un côté, les consommateurs ont payé leur pain moins cher et que, d'autre part, les producteurs n'ont subi aucun préjudice puisqu'ils continuaient à vendre le blé un prix supérieur à celui qui aurait en période normale, résulté d'un droit protecteur de 14 francs.

Et dans le cas particulier il semble bien difficile de leur donner tort.

Une mesure semblable peut en effet se justifier mais à condition que ce soit une mesure exceptionnelle répondant à des circonstances exceptionnelles.

Il ne faut pas oublier que c'est une arme dangereuse qu'on ne pourrait laisser à la disposition du Gouvernement que si l'on était sûr qu'il ne s'en serve jamais, que dans l'intérêt bien compris du pays tout entier et sans perdre de vue l'intérêt des producteurs.

Mais hélas les exemples sont là pour montrer que nos Gouvernements ont souvent eu tendance à se servir de cette arme dans des buts électoraux ou politiques. Ils ne sont pas assez indépendants pour avoir une politique à longue échéance et considérer l'intérêt bien compris du consommateur qui exige une production nationale prospère au lieu de ne considérer que son intérêt immédiat qui réclame du pain à bon marché.

Et s'il faut choisir entre la stabilité absolue des droits de douane ou leur suspension et variations périodiques, nous sommes partisan résolu de la stabilité absolue, quitte à réserver le cas où l'ordre public est en jeu.

Le 1^{er} août 1924, les droits étaient rétablis à 14 fr., mais ce ne devait pas être pour longtemps. En effet, dès cette époque, non seulement le franc baissait, mais surtout les cours du blé sur le marché mondial se relevèrent considérablement. Du 1^{er} juillet 1924 à fin janvier 1925, les blés argentins et australiens montèrent de près de 50 % à la Bourse du Baltic à Londres, le blé de l'Amérique du Nord de plus de 60 %.

Comme à ce moment on venait chez nous de faire la récolte et qu'elle était satisfaisante (76 millions), les blés indigènes se maintinrent nettement en dessous de la parité des exotiques ; à la récolte l'écart entre le prix des indigènes et la parité des blés exotiques, droits compris, était d'environ 15 à 20 francs, les droits rétablis au 1^{er} août ne furent pas incorporés dans les cours, cet écart se maintint à peu près jusqu'au 31 décembre.

Pourtant, devant la hausse persistante du prix du pain, le Gouvernement s'effraya et par un décret en date du 31 décembre supprima complètement les droits de douane ou plus exactement décida qu'ils seraient remboursés sur les blés entrant en admission temporaire et livrés à la consommation intérieure.

Il semble que, comme les droits n'avaient pas été incorporés dans les prix intérieurs, cette décision n'aurait pas dû avoir d'effet sur ces derniers.

De fait, ils ne baissèrent pas d'un centime quand le décret fut connu.

Mais ce décret ne fut tout de même pas absolument sans effet puisque tandis que du 1^{er} au 31 janvier les Barrosso, par exemple, montaient de 15 francs caf ports français, les blés indigènes ne montaient que de 8 à 10 francs.

Ce fait doit se rattacher au mécanisme général du retard à la hausse des prix que nous avons étudié.

Il faut noter pourtant que dans le cas particulier, la hausse n'était pas due surtout à la dépréciation de notre monnaie, mais à une hausse exagérée des cours d'origine.

S'il est certain que beaucoup de négociants français eurent confiance dans ce mouvement et prirent de fortes positions spéculatives à la hausse, ce qui leur coûta des pertes considérables ; il n'en est pas moins vrai qu'un beaucoup plus grand nombre se tinrent sur la réserve et cette prudente réserve contribuait en partie à ralentir la hausse des cours intérieurs.

De fait, au mois d'avril-mai, lorsqu'il fallut importer, les cours d'origine avaient déjà fléchi dans de fortes proportions et si les cours intérieurs ne baissèrent pas, c'est qu'entre temps les changes étrangers s'étaient nettement relevés, la livre était passée de 88 à fin janvier, à 96 à fin mai ; notons cependant que, malgré la baisse du franc l'écart entre la parité des exotiques et les cours intérieurs se résorbe sans hausse de ces derniers.

Que penser de ce décret du 31 décembre 1924 ?

En sa forme tout d'abord, il est assez bizarre :

1) Les droits continuent à être perçus, mais ils sont remboursés sur les blés qui entrent en admission temporaire et dont la farine est livrée à la consommation dans les trois mois qui suivent.

2) Les blés importés en admission temporaire avant le décret et non encore moulus au jour du décret peuvent bénéficier du remboursement ci-dessus s'ils sont livrés à la consommation.

On peut à première vue se demander dans quel but l'Etat continue à percevoir les droits à l'entrée puisqu'ils seront certainement remboursés. En effet, si la farine est exportée on rembourse ; si elle est livrée à la consommation intérieure, on rembourse également. Il n'y a que si la farine est livrée à des industries spéciales : pâtisserie, pâtes alimentaires, etc..., que le meunier n'a pas droit au remboursement. Mais il n'a qu'à imputer les quelques quintaux de farine qu'il peut avoir à livrer à ces industries sur les blés indigènes qu'il reçoit. Donc, pratiquement, tous les blés importés bénéficient du remboursement.

Ce système avait pour le Gouvernement l'avantage de camoufler quelque peu cette suspension des droits de douane et éviter autant que possible les récriminations des paysans.

Mais il avait surtout l'avantage, et réel celui-là, d'éviter qu'à la faveur de la suspension des droits des im-

portations massives ne se produisent en fin de campagne et viennent peser sur les cours au début de la campagne suivante.

On se souvint qu'au début du siècle une suspension des droits de douane en fin de campagne avait été la cause d'un fort excédent d'importation, excédent qui se reportant sur une période de bonne récolte avait longtemps pesé sur les cours.

L'intention était évidemment louable, puisqu'on décidait de sacrifier le producteur au consommateur en supprimant les droits, il était bon de donner au moins au producteur l'assurance que cette suspension de droits n'avait pour but que de faciliter la soudure et qu'on prenait des précautions pour éviter que ses effets ne se reportent sur la nouvelle récolte.

Il ne faudrait pourtant pas croire que ce système soit d'une efficacité absolue, surtout étant appliqué dès le mois de décembre.

En effet, la récolte de 1924, sans être exceptionnelle, constituait cependant une bonne moyenne pour cette époque puisque les statistiques officielles l'évaluent à 76 millions 1/2 de quintaux.

Il est évident qu'au 1^{er} janvier, il restait encore en France un stock très important de blés indigènes. Si à ce moment il était entré en France à la faveur de la suspension de droits une quantité de blés étrangers bien supérieure au contingent d'importation nécessaire à la

soudure, il était facile aux meuniers importateurs, qui auraient voulu stocker, de livrer en boulangerie, avant le délai fixé, la farine provenant des blés exotiques, et de conserver dans leurs silos tous les blés indigènes qu'ils pouvaient recevoir de la culture. Il était même facile à ces meuniers de conserver, s'ils le désiraient, dans leurs silos, les blés importés et de faire apurer leurs acquits, par des livraisons de farine provenant de blés indigènes.

Le contrôle établi était absolument inefficace, puisque la plupart des agents (Contr. Ind.), qui en étaient chargés, étaient radicalement incapables de reconnaître le blé étranger du blé indigène.

Les cultivateurs eux-mêmes auraient très bien pu, en présence d'une concurrence trop forte du blé exotique, se montrer plus réservés et conserver une partie de leur récolte pour la vendre une fois que le droit de douane serait rétabli.

En réalité, il n'en a pas été ainsi et les quantités importées pendant le premier semestre 1925 n'ont pas dépassé de beaucoup les besoins.

Mais ce résultat en soi heureux a eu pour cause beaucoup moins les précautions prises par le Gouvernement qu'un autre phénomène qui, celui-là, était moins heureux et n'était certainement pas voulu par le Gouvernement ; nous voulons dire la baisse persistante du franc.

Il est évident, en effet, que cette baisse du franc (la livre valait 87 francs au mois de décembre 1922 et 108 le premier juillet suivant) et le retard à la hausse des prix intérieurs qui s'en est suivi a freiné puissamment nos importations.

Si au lieu de baisser, le franc pendant cette période s'était amélioré, nous aurions vu se produire à la faveur de la suspension des droits des importations massives de blés exotiques.

Une autre innovation de ce décret du 31 décembre 1924 c'était sa rétroactivité. Les droits sont remboursés sur les blés entrés en France en admission temporaire, avant le décret et qui sont livrés à la consommation. On voulait ainsi faire profiter, la consommation intérieure, des stocks de blé étranger existant en France.

Il n'est pas douteux que grâce à cette disposition une partie des blés qui avaient été importés en admission temporaire en vue de la réexportation, ont été consommés en France.

Cependant, il est évident que les minotiers, qui font le plus de mouture en admission temporaire, les minotiers des ports, n'ont pas pu d'un seul coup cesser leurs exportations de farine pour se reporter sur le marché intérieur.

En effet, ces moulins ne travaillent pas au jour le jour s'ils avaient des contrats d'achat de blé ou des approvisionnements, ils avaient également en contre par-

tie des contrats de vente de farine passés avec leur clientèle étrangère.

D'autre part, même en supposant qu'ils n'aient pas eu de contrats à exécuter, il aurait été absolument déraisonnable de leur part de négliger leurs clients étrangers et de cesser leurs exportations, ç'aurait été s'exposer à laisser s'implanter chez leurs clients des maisons concurrentes et à perdre à tout jamais leurs débouchés d'outre mer.

Par contre, bien des minotiers qui avaient importé du blé destiné à la consommation intérieure l'avait à tout hasard déclaré en admission temporaire. Grâce au nouveau décret il vont pouvoir bénéficier du remboursement des droits de douane, alors qu'ils n'y comptaient pas du tout, alors même que pour beaucoup ces blés étaient déjà moulus et livrés à la consommation intérieure.

Le décret prévoyait bien que pour bénéficier du remboursement, les blés devaient exister en grain au jour du décret, mais la fraude était trop facile, car la plupart des agents de contrôle étaient incapables de reconnaître un blé exotique d'un blé indigène et de plus, il leur était très difficile d'apprécier les quantités de grains qui sont emmagasinés en silos.

Par ce décret, le Gouvernement fit donc un cadeau aux minotiers qui avaient importé des blés exotiques en vue de la consommation et il n'en tirait pas grand avantage en contre partie.

Les droits de douane furent rétablis le 15 juillet 1925, à 14 francs, ou plus exactement, le système du remboursement cessa d'être applicable pour les blés entrant en France après le 15 juillet ou dont la farine était livrée en boulangerie après le 31 juillet.

Comme nous l'avons vu en raison de la baisse du franc, le remboursement des droits n'avait pas provoqué une baisse du blé et n'avait fait qu'en ralentir la hausse.

Il est difficile de juger jusqu'à quel point les blés seraient montés si les droits avaient continué à s'appliquer, mais il est certain que la différence n'aurait pas été de 14 francs, car si pendant cette période on compare les cours du blé indigène aux cours des blés à Chicago, on constate que notre marché n'a suivi que d'assez loin la hausse désordonnée du marché de Chicago. Alors qu'en fin janvier Chicago cotait pour les Manitoba le cours fantaisiste de 2 dollars par bushell, soit près de 7 dollars 1/2, par quintal, et que les blés de l'Argentine (les moins chers de tous les exotiques) revenaient à près de 150 francs caf ports français, le marché de Paris enregistrait le cours de 137 malgré une légère hausse des changes. Et dans les différentes régions productrices, les blés se vendaient de 130 à 135 sur wagon départ.

Ce n'est que fin mars, lorsque les marchés étrangers se furent effondrés de 2 dollars à moins d'un dollar le bushel pour les Manitoba et que malgré la hausse des changes on offrit des Plata à 125 f. caf nos ports, que les blés

indigènes sans avoir monté sensiblement se trouvèrent à nouveau à la parité des blés étrangers.

Il était utile de bien faire ressortir l'indépendance qu'a montré à cette époque notre marché national vis-à-vis des variations du marché étranger.

Cela montre que, ce n'est pas la suspension des droits de douane, mais cette autonomie de notre marché intérieur qui évita au consommateur de subir les conséquences de la hausse du marché international.

La récolte de 1925 ayant été particulièrement abondante, près de 90 millions de quintaux, les droits de douane ne furent pas suspendus pendant la campagne 25-26, sauf en fin de campagne.

En effet, malgré la hausse des changes qui s'accrut au cours des trois derniers mois de 1925 (la livre qui cotait 102 le 1^{er} octobre, cotait 130 le 31 décembre), les cours intérieurs qui oscillaient autour de 120 francs au mois d'août ne s'élevèrent qu'à 130 environ au mois de décembre, prix gare départ, alors que les blés d'Argentine atteignaient les prix de 180 caf.

Jusqu'à la fin de cette campagne, le décalage subsistera entre les prix intérieurs et les prix extérieurs, décalage qui tendra à diminuer quand la baisse du franc subira un temps d'arrêt et qui s'accroîtra de nouveau à chaque bond en avant des changes étrangers.

En fin de campagne, les cours du blé indigène montèrent il est vrai, à des chiffres astronomiques, attei-

gnant en juin le cours de 200 f. et même le dépassant très largement en juillet ; mais ils restèrent toujours en dessous des cours du blé étranger et la suppression des droits de douane aurait été une mesure absolument inopérante.

En effet, les blés importés pendant cette campagne le furent à peu près tous au début et provenant de l'Afrique du Nord entraient en franchise.

Les quelques milliers de tonnes, importés d'autres régions, étaient destinés, grâce au régime de l'admission temporaire, à être réexportés.

En fin de campagne, devant la hausse des blés, le Gouvernement s'affolait et, pour avoir l'air de prendre des mesures contre cette hausse, il supprimait les droits par la loi et le décret du 3 juillet. Mais comme les cours intérieurs étaient encore en dessous de la parité, les quantités importées furent nulles ou insignifiantes.

La loi du 3 juillet ne suspendait les droits que jusqu'au 31 juillet ; le 1^{er} août ils étaient donc rétablis.

Entre temps, les droits étaient élevés de 14 à 18,20 par suite du relèvement général des 30 % appliqué à tous les droits de douane.

Mais la récolte de 1926 était loin de valoir celle de 1925.

Les statistiques officielles donnent 63 millions de quintaux contre près de 90 en 1925. D'autre part, quoi-

que la chute verticale du franc ait été arrêtée, la confiance dans la valeur de notre monnaie était fortement ébranlée et le cultivateur ne consentait qu'à regret à vendre son blé. Aussi, au fur et à mesure que la livre baissait, les cours intérieurs ne suivaient cette baisse que de loin, si bien que dans le courant de septembre, en pleine période de battage, les droits de douane étaient incorporés complètement dans les cours intérieurs.

Au 1^{er} septembre par exemple, alors que les blés d'Amérique du Nord, les Hardwinter valaient 195 caf ports français, les blés indigènes valaient de 220 à 225 francs suivant les régions productrices, si bien que même pour les régions éloignées des ports, l'avantage revenait encore nettement aux blés étrangers.

Cependant le Gouvernement est en train de mener à bien la bataille du franc. Il faut pour que la stabilisation au taux prévu puisse s'accomplir sans trop grands dommages pour l'économie nationale que le prix de la vie ne s'élève pas à un niveau bien supérieur à celui correspondant au taux de la stabilisation. Comme, à tort ou à raison, on considère le pain comme l'étalon du prix de la vie, et qu'une hausse prolongée du prix du pain risque d'entraîner une hausse des salaires et par suite du prix de la vie, il fallait à tout prix ramener le pain à un cours plus normal, ou tout au moins l'empêcher de monter. C'est pourquoi, par le décret du 22 octobre, le Gouvernement décida de rembourser une partie des droits de douane : 8 francs sur 18. Ils étaient donc ramenés à 10 francs.

Quoique nous soyons adversaires par principe de toute variation des tarifs douaniers du blé, on ne peut critiquer le Gouvernement pour celle-ci.

Dans les circonstances exceptionnelles où l'on se trouvait et en considération de l'importance primordiale de l'œuvre de redressement du franc qu'il avait entreprise, cette mesure s'imposait. Il faut, toutefois, le louer de n'avoir pas perdu de vue les intérêts de la production et d'avoir agi avec mesure.

En raison du peu d'empressement que mettait le producteur à se dessaisir de son blé contre des billets de banque et par suite de la forte demande de blé exotique qui se produisait, cette diminution des droits ne produisit qu'une légère baisse, environ 4 francs au marché de Paris, de 2 à 3 francs dans les régions productrices. Par contre, au mois de novembre, les cours du franc continuant à s'améliorer (la livre cotait 172 le 1^{er} octobre, 153, au 1^{er} novembre et 131 le 30 novembre) et par surcroît, les cours d'origine fléchissant, les producteurs se rendirent compte que plus jamais ils ne retrouveraient les cours des mois d'août et septembre, se décidèrent à livrer leur blé et il y eut un véritable effondrement. Le Marché de Paris cotait le disp. env. 225 à fin Octobre et 181 à fin novembre, soit une différence de plus de 40 francs.

De même sur les marchés de province, pendant la même période, les cours passèrent de 230-235 francs, à 180-185. Soit une différence de 45 à 50 francs suivant les régions.

A partir du mois de décembre, le cours du franc est pratiquement stabilisé, et n'intervient plus comme agent perturbateur des cours.

Le droit de 18 francs fut rétabli au 1^{er} janvier 1927.

Et jusqu'à la récolte ces 18 francs de droits restèrent incorporés dans les cours intérieurs. C'était normal puisque la récolte 1926 était déficitaire, déficit accru notablement du fait que certains producteurs ne se décidaient pas à vendre leur blé, faute de confiance dans la stabilisation.

La récolte de 1927 se classa dans la moyenne avec 75 millions de quintaux. Si l'on y ajoute les quelques millions de quintaux que l'Afrique du Nord peut nous expédier chaque année, et le stock reporté de la campagne précédente, le surplus à importer pendant la campagne 1927-1928, n'était pas très important.

A partir du début de la récolte, les droits n'étaient déjà plus complètement incorporés dans les cours

Depuis longtemps les milieux agricoles demandaient que les droits sur les blés soient portés à l'équivalent du droit d'avant-guerre, soit 35 francs.

Le Gouvernement agit sagement en leur donnant partiellement satisfaction et en portant le droit de 18 francs 20 à 25 francs à partir du 2 septembre. Il est vrai que cette mesure n'eut pas sur les cours un effet immédiat puisqu'ils étaient déjà en dessous de la parité,

mais elle était de nature à avoir une influence salutaire sur les cours pendant toute la campagne en donnant confiance au producteur. Ce dernier continua à vendre son blé en dessous de la parité parce qu'il savait l'offre intérieure abondante, mais il savait également qu'il était moins qu'auparavant à la merci d'un krack sur les marchés américains.

Bientôt du reste cette baisse se produisit. Au marché de Chicago les cours passèrent de 138 cents par bushel au 1^{er} septembre, à 125 au 1^{er} novembre, soit une baisse de 13 cents, correspondant à environ 12 fr. par 100 kilogs.

Normalement, la protection aurait dû empêcher les cours intérieurs de suivre les cours étrangers dans leur mouvement de baisse, cependant ils suivirent et baissèrent pendant la même période d'environ 12 francs également. Quelle en était la cause ?

Tout d'abord, les blés, surtout dans le Nord, furent récoltés dans d'assez mauvaises conditions, ils ne sont pas secs et se conservent mal, d'où vente quelque peu précipitée.

Et puis, bien des petits cultivateurs, ne se rendant pas compte des causes de variations du blé, sont défavorablement impressionnés par le fait que l'année précédente ils ont perdu une très forte somme en ne vendant pas leur blé sitôt récolté.

Ils avaient espéré longtemps que les cours se relèveraient ; leur désillusion a été si forte, qu'au début de

cette nouvelle campagne, ils exagèrent en sens inverse et veulent à tout prix se défaire de leur blé.

Devant cette situation, le Gouvernement se décida à donner complète satisfaction aux desiderata des producteurs en portant les droits à 35 francs à partir du 18 novembre.

Quoique les cours soient bien en dessous de la parité et que l'on importe rien, cette mesure facilite malgré tout un raffermissement des cours du 15 au 30 novembre le Marché de Paris passe de 146 à 151 et les marchés des départements producteurs, environ de 138 à 145.

En même temps, on autorisait l'exportation sans conditions de destination ni de quantités, des céréales panifiables et de leurs dérivés. Pratiquement, on n'exportera rien ou à peu près, car si les cours intérieurs sont au-dessous de la parité, droits compris, ils sont au-dessus des cours du blé en caf. Toutefois, cette mesure tout comme l'augmentation des droits, contribuait à rendre confiance au cultivateur et favorisait ainsi la reprise des cours (1).

A partir de ce moment, les cours s'élèvent progressivement jusqu'au 1^{er} mai 1928 parallèlement à une hausse des blés américains, qui atteint son maximum avec 170 cents par bushel contre 126 au 1^{er} janvier.

(1) Par contre, on s'explique mal comment une fois l'exportation des blés devenue libre, on a pu maintenir en vigueur toutes les autres réglementations du commerce des blés et farines, et en particulier, l'interdiction d'utiliser le blé dans l'alimentation du bétail, interdiction qui subsistera jusqu'à 1929. Il est vrai qu'elle n'était guère respectée.

Les cours intérieurs qui n'ont fait que suivre la hausse extérieure atteignent 180 au Marché de Paris et 175 dans les départements, mais jusqu'à ce moment les droits ne sont toujours pas incorporés dans les prix.

Par contre, à partir du 1^{er} mai quoique les cours d'Amérique redescendent à la même allure qu'ils sont montés, les cours intérieurs restent stationnaires ou presque, si bien que, pendant les derniers mois de la campagne, il y avait une partie suffisante des droits incorporés dans les prix pour que les usines des ports (compte tenu des différences de transport et de qualité), aient intérêt à travailler des exotiques.

Pour une Minoterie du Havre, par exemple, le Manitoba III revenait au 15 juillet à 142 f. % caf, soit environ $145 + 35 = 180$ rendu à l'usine, tandis que les blés de la Seine Inférieure revenaient à 170 départ, soit au moins 175 rendus. En raison de la différence de qualité, l'avantage était sans aucun doute pour les Manitoba.

Si l'on considère une usine de Marseille, l'avantage est encore plus considérable en raison de l'éloignement des régions productrices.

Sous l'influence de gros stocks à reporter au Canada joints à une récolte très abondante, dans ce pays, les blés de l'Amérique du Nord arrivent à des cours vraiment dérisoires, Chicago cote 115 cents au début d'août, ce qui correspond à environ 105 francs. Naturellement, les cours intérieurs suivent et même, comme la récolte

n'est pas mauvaise, 75 millions de quintaux, la part des droits incorporés dans les cours tend à diminuer; elle reste pourtant suffisante pour permettre aux usines des ports de traiter encore quelques affaires de blé *exotique*.

Pendant toute la campagne 1928-1929, la situation resta à peu près la même et les cours intérieurs oscillèrent entre 150 et 160, et pendant longtemps, les cours resteront tels que les meuniers des ports pourront continuer à travailler un peu de blé étranger.

Au printemps 1929, les blés indigènes ont mauvaise apparence, ils semblent avoir beaucoup souffert des grands froids du mois de février et spécialement des alternatives de gel et dégel qui ont suivi (1). Aussi, quoique les marchés d'Amérique soient plutôt lourds, le marché Français a une tendance marquée à la fermeté. Dès le mois d'avril les usines de l'intérieur commencent à traiter des blés d'Argentine qui sont offerts à 120 francs caf.

En mai, les marchés américains continuent à baisser et arrivent à des cours encore plus bas qu'au mois d'août précédent, Chicago note le bushel 94 3/8 moins de un dollar.

Au même moment, on offre des Barrusso à 167 sh. la tonne, soit environ 103,50 caf.

Les cours intérieurs se maintiennent à peu près, car la plupart des moulins se sont couverts à des cours plus élevés.

(1) Il n'y avait pas eu d'hiver aussi froid depuis 1880.

Devant le danger que présentait, pour la culture, des cours aussi bas, qui nécessairement auraient entraîné le marché français, le Gouvernement n'hésite pas à augmenter les droits de 15 francs, qui passent ainsi de 35 à 50 f. C'était indispensable et, en présence de la crise que traverse le marché du blé en Amérique, il fallait, ou bien prendre les mesures nécessaires pour protéger efficacement la culture du blé, ou bien si on l'abandonnait, se résigner comme l'Angleterre à ne compter pour notre nourriture que sur les pays d'outre mer.

La même raison justifie le droit actuel de 80 francs.

Avec un droit protecteur suffisant, la France continuera à produire une grosse partie du blé nécessaire à ses besoins, mais, il ne faut pas compter qu'elle puisse devenir un pays exportateur, la concurrence des pays neufs est trop forte.

La récolte moyenne devenant voisine de nos besoins, il arrivera nécessairement que les années de bonne récolte, la production dépasse la consommation. Cet excédent, évidemment, pèsera sur les cours tendant à les faire baisser jusqu'à parité des blés étrangers (droits de douane non compris). Mais cette baisse ne portera pas un trop gros préjudice à la production, car la perte que celle-ci subira sera compensée largement par les gros rendements obtenus.

LE BON D'IMPORTATION

Le système du bon d'importation fonctionne en

Allemagne depuis assez longtemps et voici comment il fonctionne.

Lorsqu'un commerçant exporte des blés ou des farines, la douane lui délivre un bon sur présentation duquel il pourra importer en franchise, une quantité de blé équivalente. Ce bon est transmissible par endossement.

Ce système ne diffère de l'admission temporaire qu'en deux points :

Premièrement, avec le bon d'importation, l'exportation précède l'importation, tandis que c'est le contraire avec l'admission temporaire.

Deuxièmement, l'admission temporaire ne prévoit que la sortie de produits fabriqués.

Tandis que le bon d'importation s'applique aussi bien aux exportations de blés qu'aux exportations de farine.

Voyons d'abord les effets communs du bon d'importation et de l'admission temporaire avec cessibilité des acquits, puis nous verrons les effets spéciaux à chacun d'eux et pourquoi, à notre avis, on doit les adopter tous les deux.

Avant la loi du 4 février 1902, le système de la cessibilité des acquits fonctionnait en France. Que se passait-il ?

Les meuniers des régions déficitaires, les meuniers de Marseille par exemple, achetaient des blés étrangers

en admission temporaire, les utilisaient pour les besoins de la consommation et vendaient les acquits aux meuniers des régions surproductrices et voisines de la frontière, soit en particulier aux meuniers du Nord. Ceux-ci exportaient des farines fabriquées avec du blé indigène et encaissaient le remboursement des droits.

La différence entre le prix d'achat des acquits et le montant des droits remboursés jouait, pour eux, le rôle d'une prime à l'exportation.

Le prix de vente de ces acquits, variait en sens inverse de la portion des droits de douane incorporés dans les prix intérieurs :

Si les droits jouaient à plein, le meunier exportateur devait acheter les acquits à un prix très bas pour avoir une prime d'exportation suffisante; au contraire, si les droits n'étaient que pour une faible partie incorporés dans les prix, ce meunier pouvait payer les acquits un prix plus élevé n'ayant pas besoin d'une forte prime à l'exportation.

D'autre part, le meunier importateur ne pouvait acheter des blés étrangers que s'il avait la perspective de vendre ses acquits un prix d'autant plus élevé que la partie des droits incorporés dans les prix était plus faible.

Comme le prix des blés étrangers est à peu près le même, rendus caf Dunkerque, et rendus caf Marseille, il en résultait l'économie des frais de transport qu'il aurait fallu payer pour envoyer les blés du Nord vers les

régions de consommation, c'est-à-dire dans le midi. Cette économie profitait en partie aux cultivateurs du Nord qui vendaient leur blé plus cher et en partie aux consommateurs du Midi qui voyaient baisser un peu le prix du pain.

C'est précisément ce qu'on a reproché à ce système, on a dit : Par le jeu de la transmission des acquits on fait monter le blé dans les régions où les meuniers travaillent pour l'exportation et on le fait baisser dans les régions où la récolte est insuffisante.

C'est exact, mais on oublie de dire, qu'avant l'application du système d'endossement des acquits, comme du reste actuellement, le prix du blé était plus élevé dans les régions à récolte déficitaire que dans les régions de surproduction.

La cessibilité des acquits a précisément pour effet, de supprimer cette différence et d'égaliser à peu près les prix sur l'ensemble du territoire.

Et loin d'être un inconvénient c'est là son avantage.

Si on veut encourager la production du blé, n'est-il pas plus efficace et plus rationnel de l'encourager surtout dans les régions qui sont le mieux appropriées à sa culture et dans les régions où l'on peut obtenir de **grands** rendements à l'hectare (1). Il est évident que ce sont

(1) Les différences de rendement moyen à l'hectare peuvent varier du simple au double.

Il ressort d'un rapport présenté en janvier 1923, à la Semaine du Blé, par M. Ambroise Rendu, qu'en 1922 le rendement moyen dans la région du Nord a dépassé 20 quintaux à l'H. tandis que dans la région du Sud et Sud-Ouest, il dépassait à peine 10 quintaux, v. cte rendu Semaine Nationale du blé, p. 231 et s.

celles où la production s'est le plus développée, celles dont la production est aujourd'hui supérieure à la consommation.

Par la circulation des acquits, on évitera que, dans ces régions, la surproduction et le prix élevé des transports ne produise un fléchissement des cours comme cela arrive actuellement et, de cette façon, on encouragera la production.

Si l'abaissement des cours dans les départements à production déficitaire a pour effet de faire abandonner la culture du blé dans certaines terres, celles qui lui conviennent le moins, il est probable que cette diminution sera largement compensée par une augmentation de surface, au moins égale, dans les départements de grande production et comme, dans ces derniers le rendement à l'hectare est beaucoup plus élevé, il y aura augmentation de la production totale.

Si nous sommes opposés à la spécialisation internationale des cultures à cause des graves inconvénients qu'elle comporte, nous regardons avec faveur, au contraire une certaine spécialisation nationale, spécialisation qui est un des facteurs de l'augmentation de la production et de l'abaissement des prix de revient.

Il est évident qu'à ce point de vue, régularisation des cours dans l'espace, le bon d'importation a les mêmes effets que l'admission temporaire. Où apparait la supériorité du bon d'importation, c'est pour la régularisation des cours dans le temps.

En effet, au moment de la récolte, les offres sont généralement abondantes. La bonne moitié de notre production est battue et, par conséquent, disponible avant le 1^{er} novembre. D'autre part, quand, comme en 1925 et 1927, par exemple, une partie de la récolte s'est faite dans de mauvaises conditions de conservation, l'excédent des offres est encore plus manifeste d'autant que, souvent la baisse des mauvais blés entraîne la baisse des bons.

Il suffirait qu'à ce moment, une partie du surplus des offres soit dirigée vers l'extérieur grâce au système du bon d'importation, pour éviter un mouvement trop considérable de baisse.

De plus, le bon d'importation peut servir, si on a soin de lui donner une durée assez longue, à reporter sur l'année suivante l'excédent de production des bonnes années (1).

Ainsi, il contribuera grandement à régulariser les cours du blé et à assurer au producteur un prix rémunérateur.

Mais certains objecteront que, si le bon d'importation a bien pour effet de régulariser les cours dans le temps, dans l'espace il n'en est pas de même.

(1) Ce qui s'est passé, au cours de l'année 1930, justifie bien ce point de vue : au printemps, pour décongestionner le marché intérieur, le gouvernement attribua de fortes primes à l'exportation. La récolte 1930 étant déficitaire, dès l'automne il faut importer des blés étrangers; automatiquement le bon d'importation aurait joué ici, son rôle régulateur.

Le bon d'importation, disent-il, tout comme du reste la cessibilité des acquits, a pour effets non seulement de relever les cours dans les pays surproducteurs jusqu'au niveau de ceux des départements à récolte déficitaire, mais ce résultat sera très largement dépassé, et les départements surproducteurs qui sont placés pour faire de l'exportation vont voir les prix monter considérablement et, au contraire, dans les départements importateurs, l'entrée en franchise des blés étrangers grâce au bon d'importation va provoquer un effondrement des cours. Aussi disent-ils la différence entre ces diverses régions pourra atteindre des proportions considérables.

D'abord, en tout état de cause, cette différence, si elle existe, ne pourra jamais dépasser, à qualité égale. bien entendu, le montant du prix de transport entre les deux régions envisagées.

Mais à notre avis, la différence, si elle existe sera insignifiante.

Plaçons-nous successivement dans deux hypothèses différentes :

Premier cas : la production en France étant nettement déficitaire, les droits de douane sont complètement incorporés dans les prix (1).

(1) Nous avons vu qu'il arrive que même avec une production déficitaire les droits ne sont pas toujours incorporés dans les prix, surtout au moment de la récolte où l'offre est abondante. Mais, c'est là un manque d'organisation du marché intérieur, il y a intérêt à ce que, en année déficitaire, puisqu'il faudra, bon gré mal gré, arriver à la parité des blés exotiques, les cours s'établissent à la parité, dès la récolte. Comme cela au moins, c'est la production qui profite des hauts prix. Précisément, ce résultat sera atteint grâce au bon d'importation.

Le négociant exportateur sera obligé, pour vendre à l'étranger, de vendre au prix des blés exotiques, c'est-à-dire au cours des blés français, moins le droit de douane. Il ne le fera que s'il espère pouvoir revendre son bon d'importation un prix à peu près égal au montant des droits. Il ne peut guère faire monter le cours des blés dans sa région puisqu'il est assez limité dans son prix de vente. De son côté, le négociant qui aura acheté le bon et importé le blé en franchise, sera bien obligé, dans le prix de vente de son blé, de tenir compte du prix d'achat de son bon d'importation, et tout se passe comme s'il avait fait une importation ordinaire avec paiement des droits.

Plaçons-nous maintenant dans la seconde hypothèse et supposons que la France, ayant un excédent de blé appréciable, les droits de douane ne soient pas du tout incorporés dans les prix intérieurs et que ces derniers soient à peu près égaux aux prix mondiaux.

Dans ce cas le négociant exportateur vendra son blé à l'étranger le même prix que s'il le vendait à l'intérieur et le bon d'importation va constituer pour lui un bénéfice supplémentaire, mais ce bénéfice va être bien mince.

En effet, si, par hypothèse, dans les départements déficitaires, les prix sont égaux à la parité des exotiques, sans les droits, il est évident qu'une importation en franchise ne peut rapporter à celui qui la pratique aucun bénéfice et par conséquent ce dernier n'achète-

ra un bon d'importation que si son détenteur le lui cède pour un prix dérisoire. Ce prix ne peut pas dépasser la partie des droits de douane qui sera incorporée dans le prix des indigènes dans la région de l'importateur.

On voit ainsi que, quelque soit le cas envisagé, les prix seront à peu près égaux dans les départements importateurs et dans les départements exportateurs.

Nous avons envisagé les deux hypothèses extrêmes, mais il est évident que si on se place dans un cas intermédiaire, le résultat sera exactement le même.

Dans toute cette discussion, nous avons supposé qu'avec le bon d'importation, on ne pourrait importer en franchise qu'une marchandise équivalente à celle exportée, du blé si on a sorti de la farine ou du blé. Car c'est ainsi qu'il fonctionne actuellement en Allemagne et c'est ainsi que nous concevons son fonctionnement. Mais tous ceux qui parlent du bon d'importation ne le conçoivent pas ainsi. Certains, en effet, pour que le bon d'importation garde toujours une valeur à peu près égale au montant des droits, demandent qu'avec un bon délivré lors d'une exportation de blé ou de farine, on puisse entrer en franchise non seulement du blé, mais d'autres denrées et en particulier des denrées coloniales, comme le thé, le café et le cacao. Le bon d'importation ainsi compris aurait une valeur égale au montant des droits sur les blés, et il serait admis, au même titre que des espèces en paiement des droits à l'importation de ces denrées.

C'est du reste ainsi que le bon d'importation a fonctionné en Allemagne, jusqu'à la guerre. En Allemagne, cela n'avait pas grande importance, puisque l'Allemagne était un gros importateur de blé, la valeur du bon d'importation aurait, de toute façon été assez stable.

En France, il fut question en 1901, d'adopter le bon d'importation. La récolte de 1897 avait été déficitaire et, pour éviter la hausse du pain, M. Méline fit voter au printemps de 1898 une loi d'après laquelle les droits de douane furent suspendus temporairement du 4 mai au 1^{er} juin.

A la faveur de cette loi, il entra en France d'un seul coup une telle quantité de blés étrangers, qu'il en restait encore un très fort stock au moment de la récolte et comme les récoltes de 1898 et 1899 furent très abondantes, ce stock pesa sur les cours jusqu'en 1900. C'est à cette époque que pour remédier à cette situation, on songea à créer le bon d'importation.

Au mois de Juillet 1899, la Chambre vota en effet un projet, établissant le bon d'importation avec faculté d'utiliser le bon pour l'importation d'autres denrées, mais ce projet fut rejeté par le Sénat en 1901.

Ce fut, croyons-nous, à juste raison, car ce système ne tendait à rien moins qu'à établir en période de surproduction une véritable prime à l'exportation. Il est certain qu'elle aurait agi efficacement sur le relèvement des cours. Mais elle aurait eu pour effet d'augmenter la surproduction.

C'est très bien d'exporter, mais il faut que l'expor-

tation soit rémunératrice pour la collectivité. Si, pour exporter du blé, il faut le vendre en dessous du prix de revient, il vaut mieux chercher à faire autre chose. On comprend que le pays fasse un sacrifice et établisse des droits de douane pour, s'assurer une production suffisante sur place. Mais il n'a aucun intérêt à vendre à ses voisins plutôt du blé que n'importe quel autre produit agricole.

La question s'est de nouveau posée après la guerre.

Mais elle ne l'était pas de la même façon qu'en 1900; car, à ce moment, notre récolte était très déficitaire.

On demandait le bon d'importation pour supprimer autant que possible, le retard à la hausse du blé. Comme nous l'avons dit, tant que le franc n'était pas stabilisé, ce n'était pas opportun.

Ce qu'il faut remarquer, c'est que les partisans du bon d'importation continuent à demander qu'il puisse servir à l'importation d'autres produits.

Toutefois, ils sont moins fermes dans leurs conclusions qu'en 1900.

Dans un rapport présenté au congrès de la Meunerie Française, de 1925, M. Fleury, Président du syndicat des Meuniers du Pas-de-Calais, demandait l'institution du bon d'importation sur les bases du projet de loi de 1900, mais un certain nombre de ses confrères, lui firent remarquer que le projet ayant échoué en 1900 précisément à cause de cette clause permettant de réimporter d'autres produits, il serait plus prudent de s'en tenir à la réimportation obligatoire du blé.

Au VIII^e Congrès de l'Agriculture Française, tenu en 1926 à Avignon, M. René Aubergé, Président de l'Association Générale des producteurs de blé, demandait tout comme M. Fleury, l'établissement du bon d'importation avec faculté de réimporter d'autres produits, mais il reconnaissait qu'en cas de surproduction, le bon d'importation, tel qu'il le demandait, constituerait une prime à l'exportation et il ajoutait que, quand la production française aurait dépassé nos besoins et que nous serions exportateurs, le bon d'importation n'aurait plus de raison d'être, qu'il n'y aurait qu'à le supprimer et que la liberté d'exportation suffisait.

Nous ne pouvons être de son avis. En encourageant par une prime, l'agriculture à surproduire en vue de l'exportation et, en supprimant ensuite cette prime à l'exportation on provoquera une crise, car nous ne produirons jamais aussi bon marché que l'Amérique. La prime supprimée, il faudra, ou cesser d'exporter, ou exporter à perte.

De plus, même en période de surproduction, le bon d'importation a sa raison d'être pour régulariser les prix dans l'espace et dans le temps. Et, d'autre part, nous ne passerons pas, d'un seul coup, de la situation de pays importateur, à celle de pays exportateur, et les années de déficit, alterneront encore longtemps avec les années d'excédent avant que nous ne soyons exportateurs d'une façon régulière et, il est évident, que nous ne pouvons modifier notre régime douanier chaque année.

Récemment, M. Georges Lefebvre, Président de la

commission des questions agricoles, du Comité des Conseillers du Commerce extérieur, publiait sur le bon d'importation un article très intéressant (voir M.F. Mars 1928).

Il demandait que, grâce au bon d'importation, le prix du blé sur le marché intérieur, soit toujours égal au cours des blés étrangers, plus le droit de douane. Et, pour cela, il demandait naturellement qu'avec le bon d'importation on puisse réimporter d'autres denrées.

Mais il ajoute que, comme ce système constitue une prime à l'exportation, il ne serait pas juste d'en faire supporter les frais par l'ensemble de la nation, c'est-à-dire principalement par le consommateur qui supporte déjà la lourde charge des droits de douane, et que, d'autre part, il est imprudent d'introduire dans le budget un élément de dépense dont il serait absolument impossible de déterminer à l'avance le montant, même approximatif.

C'est pourquoi, il demande que les frais de cette prime soient payés par un impôt de répartition, établi sur l'ensemble des producteurs de blé.

Que le producteur consente à ce faible sacrifice en période de surproduction, et ainsi il aura l'avantage de voir les droits de douane jouer toujours à plein.

Le système de M. Lefebvre est assez ingénieux. Il a le gros avantage d'assurer à la France une récolte surabondante, et il est certain que, si on veut en temps de

guerre être sûr de ne pas manquer de blé, le meilleur moyen c'est encore d'en avoir trop. ,

Toutefois, ce système ne nous semble pas sans inconvénients. D'abord, cet impôt de répartition sur les producteurs de blé risque d'être assez impopulaire. Nous ne croyons pas que les petits cultivateurs puissent arriver à comprendre l'intérêt qu'ils ont à payer cet impôt, et nous craignons que, pour l'éviter, ils ne se reportent sur d'autres cultures.

D'autre part, nous pensons que, s'il est bon que le consommateur fasse les frais de la protection tant que la production est insuffisante, il est juste qu'une fois que, grâce à la protection, la production a pu se développer suffisamment, le consommateur profite un peu de l'abaissement de prix qui résultera de la surproduction et que, au fur et à mesure que la production augmente, la partie du droit de douane incorporée dans les prix diminue.

Pour atteindre ce résultat nous préconisons le système suivant :

Le bon d'importation ne peut servir à réimporter que du blé.

Mais il serait valable pour un temps assez long, deux ans au moins.

De cette façon, les prix tendraient à s'égaliser entre les bonnes et mauvaises années, et le gouvernement n'aurait plus le cauchemar de voir monter le prix du

pain chaque fois qu'une récolte est déficitaire, et serait ainsi moins souvent tenté de supprimer les droits de douane. Ce n'est qu'au cas où il se produirait plusieurs mauvaises récoltes de suite, que les bons d'importation étant épuisés ou périmés, les droits seraient à nouveau complètement incorporés dans les prix. Ce qui, à ce moment serait une nécessité si on veut éviter que le cultivateur ne se ruine et ne puisse plus produire, ou bien qu'il ne se décourage et abandonne la culture du blé.

Naturellement, avec ce système, tant que la moyenne de nos récoltes sera largement déficitaire, comme elle l'est actuellement, les droits seront complètement incorporés dans les prix. Mais dès que nous aurons atteint le but poursuivi, dès que notre production moyenne pourra satisfaire à nos besoins, les droits de douane influenceront de moins en moins sur les prix intérieurs.

Si, à ce moment, ce qui est bien probable, les prix de revient ne permettent pas encore à nos producteurs de se passer complètement des droits de douane, la production cessera de croître et il s'établira un certain équilibre entre la production et la consommation, équilibre dont l'effet sera une certaine stabilité, non pas du prix, mais de la partie du droit de douane incorporée dans le prix.

Toutefois, dans la suite des récoltes, tantôt surabondantes et tantôt déficitaires, la valeur du bon d'importation ne manquera pas de varier.

Celui qui en année d'exportation achète ou conser-

ve un bon d'importation pour le revendre un an ou deux après, lorsque la récolte sera déficitaire, court un certain risque et immobilise un capital. Les bons baisseront donc un peu en année de récolte abondante et ainsi les prix intérieurs baisseront un peu en dessous de la parité des blés étrangers.

Ce n'est pas un inconvénient au contraire, à condition qu'ils ne baissent pas trop. Ce système par les variations des cours du bon donnera à la protection une certaine souplesse sans que le gouvernement ait à intervenir.

Même, pour que les bons puissent conserver une valeur certaine, il faudra que le gouvernement s'engage à ne jamais lever les droits de douane ou mieux, il faudra que la loi qui instituera le bon d'importation spécifie qu'au cas où les droits de douane viendraient à être suspendus en tout ou en partie, pendant toute la durée de leur suspension, les bons créés avant la suspension, pourront servir à importer d'autres marchandises.

On nous objectera qu'avec ce système de bons à long terme, la spéculation va s'en donner à cœur joie.

Nous dirons plus loin ce que nous pensons du rôle bienfaisant de la spéculation, en attendant, il nous suffira de dire que, pour une échéance déterminée, les variations de valeur des acquits suivront à très peu de chose près les variations du blé à terme sur cette échéance. Et nous croyons que loin de favoriser la spéculation sur les blés, le bon d'import-

tation ayant plutôt pour effet de régulariser les cours, découragera le spéculateur improvisé pour qui la Bourse est un cercle où l'on joue, et qui demande, pour que la partie l'intéresse, de grosses variations de cours.

On a objecté et on objecte encore au système du bon d'importation un argument plus sérieux : on nous dit « que vous sert-il au point de vue de la défense nationale, d'avoir fait beaucoup de frais pour arriver à augmenter votre production, si vous laissez se vider le marché intérieur grâce au bon d'importation ».

Cette objection n'est pas sans valeur.

Cependant, nous croyons que le bon d'importation n'arrivera jamais à vider le marché intérieur, dans une proportion aussi forte qu'avec le système actuel.

En effet, avec le système actuel du vase clos, il arrive généralement que, pendant une bonne partie de l'année, les cours intérieurs sont inférieurs à la parité des exotiques et, par suite, pendant tout ce temps, le pays vit entièrement sur sa récolte et, si elle est déficitaire, il arrive un moment où le stock disponible à l'intérieur du pays représente à peine la moitié des besoins de la consommation jusqu'à la récolte suivante et la soudure ne se fait que, grâce à des importations massives. Qu'à ce moment, les importations deviennent difficiles et c'est la famine.

Avec le bon d'importation, au contraire, les cours du marché intérieur suivent de beaucoup plus près les

cours mondiaux et les importations sont réparties sur tout le cours de l'année.

D'autre part, en année déficitaire, il n'y aura jamais de très grosses sorties de blé, car dès que dans une région un négociant a intérêt à faire sortir du blé, aussitôt les quelques achats qu'il fait pour exporter dégagent le marché, les cours montent et l'intérêt de l'exportation diminue. De plus, par suite de ces exportations, les cours étant élevés dans les régions surproductrices, les minotiers des régions déficitaires sont obligés de s'approvisionner à l'étranger, et compensent ainsi au moins, en partie les exportations.

Pratiquement en période déficitaire, le bon d'importation sera employé rapidement.

En résumé, nous pensons qu'il faudrait conserver le système de l'admission temporaire, car il est très légitime qu'un industriel veuille s'assurer la marchandise avant de faire de l'exportation, et d'autre part, on évite ainsi de vider le marché, il faut donc la faciliter et pour cela rétablir la cessibilité des acquits, conserver le délai de trois mois pour réexporter, et ne percevoir les droits qu'une fois le délai expiré quitte à les augmenter d'un intérêt suffisant.

Mais l'admission temporaire ne suffit pas et pour régulariser les cours surtout en année de surproduction, le bon d'importation est nécessaire.

Le régime douanier est évidemment entre les mains du Gouvernement, l'arme la plus puissante et la plus efficace pour agir sur les cours du blé.

Il en est pourtant d'autres dont le Gouvernement a usé plus ou moins pendant toute cette période d'après guerre que nous étudions et dont il nous faut absolument dire quelques mots.

Nous parlerons donc des taxations de l'incorporation des succédanés et de la réglementation du taux de blutage, de la fermeture de la Bourse de commerce, de la suspension du régime de l'admission temporaire, de l'autorisation d'exportation des issues de blé (M.F. avril 26), de l'impôt sur le chiffre d'affaire et de sa suppression, du congé de circulation des blés. Et enfin de la fermeture des boulangeries le dimanche.

CHAPITRE IX

TAXATIONS

Après la suspension des droits, il semble que le moyen le plus efficace pour faire baisser le blé soit la taxation. Et il ne manqua pas de politiciens, en particulier dans le parti socialiste, pour préconiser ce remède à la vie chère.

Heureusement, même pendant les périodes de crise aigue, comme en 1926, les divers gouvernements qui se sont succédés semblent s'être souvenus des enseignements de la période de guerre et des effets désastreux qu'avait produit la taxation et ils se sont toujours refusés à taxer le blé.

Mais il n'en fut pas de même pour la farine et le pain.

Depuis la guerre, la vente du pain n'a jamais été libre.

Mais, à vrai dire ce qui était taxé ce n'était pas à proprement parler le pain en tant que marchandise, ce qui aurait été illogique puisque le prix de vente du blé était libre, mais l'écart entre le prix du pain et le prix de la farine, c'est-à-dire le bénéfice brut du boulanger.

Ce bénéfice brut ou prime de cuisson est basé sur le rendement en pain, d'un quintal de farine et les frais généraux d'une boulangerie normale. Il était fixé une fois pour toutes par la Préfecture dans chaque département, quitte à le reviser en cas d'augmentation des frais généraux, bois, main-d'œuvre, loyers, prix de la vie, etc.

Et l'on établissait ainsi un barème indiquant les variations du prix du pain, en fonction du prix des farines.

C'est d'après ce barème que le pain est taxé.

Ce système n'atteignant pas le prix de la matière première ne pouvait évidemment avoir une grande influence sur le prix du pain, 2 ou 3 sous au maximum par kilog de pain.

Mais pratiquement, il ne faudrait pas croire que ce résultat ait toujours été obtenu. Là comme ailleurs, la taxation a produit ses effets qui sont à l'encontre de ceux cherchés. Grâce à la taxation si la libre concurrence entre boulangers existait encore théoriquement, effectivement, elle était supprimée, le prix du pain étant établi officiellement, il ne venait pas aux boulangers l'idée de le vendre en dessous de la taxe; ils étaient obligés de s'entendre entre eux pour la défense de leurs intérêts en préfecture, il était presque inévitable qu'ils s'entendissent en même temps pour ne pas baisser les prix.

Il y eut, évidemment, des exceptions, et des boulangers à mauvais caractères, qui par rancune contre un voisin ne se conformèrent pas à cette règle, mais préci-

sément, ces exceptions ont montré que, généralement, si le prix avait été soumis à la loi de la libre concurrence, il se serait équilibré en dessous de la taxe, tandis qu'avec la loi du maximum, comme chaque fois qu'elle a été appliquée dans quelque domaine que ce soit, le prix s'établissait au maximum.

Toutefois, la taxation avait un avantage, elle mettait le boulanger à l'abri des récriminations du public, puisqu'il pouvait répondre : « ce n'est pas moi qui ai fixé le prix, c'est le préfet ». Et d'autre part, le gouvernement pouvait dire au consommateur « Voyez je m'occupe de vous, je taxe le pain ».

Et, pour donner un peu de vraisemblance à cette assertion, on avait soin de donner, par les journaux une publicité suffisante aux quelques condamnations qu'avaient encourues certains boulangers pour violation de la taxe.

Ainsi, tout le monde était content ou à peu près, c'était déjà quelque chose.

Un système analogue fut institué par la loi du 31 août 1924 pour la fixation du prix limite des farines.

Etant donné la concurrence très vive qui règne depuis la fin de la guerre dans le commerce de la Meunerie, cette loi était bien inutile ; du reste, dans bien des départements, dans le Jura en particulier, on se rendit vite compte qu'en appliquant la loi on ne pouvait aboutir qu'à des prix supérieurs à ceux fixés par la libre con-

currence et la commission consultative établie à la préfecture, renonça au bout de peu de temps à établir une taxe, elle se contenta d'enregistrer les prix pratiqués pour servir de base à la taxation du pain.

Du reste, même dans les départements où elle était appliquée, elle n'eut pas grand effet car, il est d'usage dans le commerce des farines, de passer des marchés à livrer, et la taxation ne s'appliquait pas et ne pouvait pas s'appliquer aux marchés à livrer.

Cependant, là où il fonctionnait, le mécanisme de la loi du 31 août 1924 faussait gravement les conditions normales du commerce des farines. En effet, il est dit à l'article 2 de la loi que le prix des farines sera établi d'après le cours du blé pendant une période de 15 jours au moins. Connaissant les cours des blés pendant la quinzaine précédente, il était très facile aux boulangers de prévoir d'avance dans quel sens se ferait la prochaine modification de la taxe. En somme, grâce à cette taxe à retardement, il était possible aux boulangers de spéculer à coup sûr sur le dos des meuniers, soit en s'approvisionnant à plein, quand ils prévoyaient une augmentation de la taxe, soit en laissant s'épuiser leur stock jusqu'au dernier sac, quand ils prévoyaient une diminution. Si bien qu'en cas de hausse, des blés, le meunier voyait s'épuiser tout son stock avant de pouvoir élever le prix de ses farines, et en cas de baisse, au contraire, le stock de blé, qu'il avait payé au prix fort, lui restait pour compte jusqu'à ce que le prix des farines ait baissé. Si encore le consommateur avait pu en profi-

ter, mais il est bien évident que d'une part le prix du pain était fixé sans tenir compte si le boulanger pouvait avoir de la farine en stock ou non et que d'autre part, le consommateur ne pouvait pas agir vis-à-vis du boulanger comme ce dernier vis-à-vis du meunier.

Cet effet de la loi du 31 août 1924, que certainement le législateur n'avait pas voulu, est une preuve de plus qu'il est impossible de toucher au mécanisme si complexe des phénomènes économiques sans le fausser. C'est même devenu un lien commun que de le répéter, mais il faudra le répéter encore longtemps avant que les Pouvoirs publics, et surtout l'opinion publique, en soient convaincus.

Pour preuve de cet état d'esprit, il suffit de citer le texte du décret du 4 décembre 1928, article 3, qui, pratiquement, a mis fin au régime de taxation des farines. Cet article est ainsi conçu : Art. 3. — « Dans chaque département, lorsque les circonstances économiques l'exigeront, le préfet pourra convoquer la commission consultative constituée conformément à l'article 5 de la loi du 31 août 1924 ».

On ne veut pas renoncer au système de taxation, on ne fait que le suspendre provisoirement.

CHAPITRE X

RÉGLEMENTATION DU TAUX DE BLUTAGE ET INCORPORATION DES SUCCÉDANÉS

Le Gouvernement ne se contenta pas de taxer la farine et le pain, il voulut aussi en réglementer la qualité et c'est ce que nous allons étudier en examinant à la fois la réglementation du taux de blutage et l'incorporation des succédanés.

Nous étudierons parallèlement ces deux mesures qui sont connexes, puisqu'elles tendent au même but, ont des effets analogues et sont sujettes aux mêmes critiques.

Nous renonçons à faire l'historique de cette réglementation, qui étant donné les multiples changements de taux auxquels elle a été soumise, serait trop fastidieuse.

Il serait facile, en effet, de compter plus d'une vingtaine de décrets, lois ou arrêtés, touchant cette question.

Contentons-nous de dire que pour les succédanés le taux a varié depuis 15 p. 100, pendant les premières

années d'après guerre, pour devenir parfois facultatif avec maximum de 6 % et que les principaux produits admis comme succédanés furent généralement le seigle, le riz, l'orge, le manioc et le maïs blanc, en dernier lieu le seigle était seul admis.

Ne mentionnons que pour mémoire les fèves (1), les haricots, les pois et les pommes de terre, qui furent employés pendant la guerre, et qui ont laissé un si triste souvenir.

Quant au taux de blutage, d'abord libre en 1921-1922, il fut soumis tantôt à un minimum fixe, tantôt à un minimum variant avec le poids spécifique du blé, tantôt enfin la farine mise en vente devait correspondre à un type officiel déposé, appelé « farine légale ».

Ce dernier système, qui fut appliqué en 1922, était bien le moins mauvais parce que seul il permettait un contrôle efficace.

Mais examinons la question de principe.

Pendant la guerre, devant la menace de disette provoquée par la guerre sous-marine, ces mesures s'imposaient et on ne peut reprocher aux Pouvoirs Publics que de ne pas les avoir appliquées plus tôt.

(1) De tout temps, avant la guerre, comme encore actuellement, il a été d'usage d'ajouter à la farine une proportion de 1 à 2 % de farine de fève pour faciliter la fermentation, mais elle n'entre pas en ligne de compte dans le calcul des succédanés.

Si une faible proportion de fève facilite la fermentation, par contre dès qu'on voudrait l'augmenter et atteindre 5 % par exemple, l'effet serait désastreux.

Mais, en temps de paix, il n'y a pas de disette à craindre, pourquoi interdire la fabrication du pain blanc et imposer aux consommateurs un pain de qualité inférieure.

On a invoqué deux raisons, la première c'est qu'il fallait importer le moins de blé possible pour éviter de déprécier notre change, la seconde, c'est qu'il fallait à tout prix empêcher le pain de monter. Elles ne valent pas mieux l'une que l'autre.

Prenons d'abord l'argument du change.

On a dit : « achetons le moins possible de blé à l'étranger et notre balance commerciale en sera améliorée d'autant ».

D'abord si la balance commerciale est un des éléments du cours des changes, c'est loin d'être le plus important surtout avec le régime du Franc Crédit, alors que les émigrations de capitaux jouaient un rôle si important dans la balance des comptes. Ensuite on ne voit pas bien pourquoi le fait d'acheter du seigle en Allemagne, de l'orge en Serbie, en Roumanie, du maïs blanc, en Amérique du Sud ou même du riz en Indo-Chine (payable en piastres indochinoises) ait moins d'influence sur notre balance commerciale que d'acheter du blé en Amérique.

Puisqu'on était obligé d'acheter quelque chose à l'étranger pour faire notre pain, autant acheter du blé que de l'orge ou du maïs blanc.

Il est évident que le riz, le maïs blanc et le manioc devaient être achetés à l'étranger, mais même l'orge et le seigle provenaient en grande partie de l'importation, surtout l'orge. Il nous souvient personnellement d'avoir en 1926, acheté des milliers de tonnes d'orge du Danube ou de Serbie pour fabriquer de la « crème d'orge » que nous revendions à d'autres moulins comme farine de succédanés.

Il y eut également de très importants achats de seigle en Allemagne et en Pologne.

Et cela se comprend : notre production en céréales secondaires avait déjà des débouchés normaux, qu'il fallait satisfaire, et pour satisfaire au supplément de demande causé par l'incorporation des succédanés, il fallait, ou bien acheter à l'étranger, ou bien augmenter au détriment de la culture du blé la production des céréales secondaires.

De toute façon le bénéfice n'était pas grand.

On peut en dire autant de l'élévation du taux de blutage.

Les farines secondaires servaient à l'alimentation du bétail, du jour où on les met dans le pain, il faut, de toute nécessité, trouver autre chose pour nourrir le bétail, comme on est déjà obligé d'importer des céréales fourragères, il faudra augmenter ces importations (1).

(1) Du 1^{er} août 1923 au 1^{er} août 1926, nous avons importé :

1.170.000 quintaux de seigle;

2.411.000 quintaux d'orge.

16.563.000 quintaux de maïs.

Voir le Bulletin de statistique Agricole de l'Institut International d'Agriculture de Rome.

Reste l'argument du prix du pain qui semble plus sérieux.

Ces mesures peuvent faire baisser le pain pour deux causes différentes :

1° En diminuant la demande de blé, elles peuvent agir sur le prix du blé.

2° Sans variation du prix du blé, le pain revient moins cher si le taux d'extraction est plus élevé, et si l'on incorpore des succédanés, par hypothèse, moins chers que le blé.

Il est difficile de concevoir que le Gouvernement par ces réglementations ait eu pour but de faire baisser le blé puisque cette réglementation coexistait avec le maintien ou même avec l'élévation des droits de douane, droits destinés à assurer au cultivateur un prix plus rémunérateur.

D'autre part, comme jamais jusqu'à la récolte 1929, ces moyens de fortune n'ont suffi à nous dispenser de recourir à l'importation, ils ne pouvaient avoir pour effet que de retarder la hausse et ne pouvaient empêcher les prix intérieurs d'arriver un jour ou l'autre à la parité des cours étrangers.

Examinons maintenant l'effet produit sur le prix de revient du pain par rapport au prix du blé.

L'incorporation des succédanés n'eut jamais un effet très appréciable sur le prix des farines, car dès que

l'incorporation des succédanés devenait obligatoire, leur prix montait (1).

Prenons, par exemple, le décret du 27 avril 1926, rendant obligatoire l'incorporation de 8 % de farine de seigle, nous voyons que le seigle qui cotait 100 f. au Marché de Paris, le 13 Avril, cotait 110 le 27 et 122 le 30 avril, soit une hausse de 22 francs, alors que, pendant la même période le blé n'avait monté que de 8 francs (2).

A la fin mai 1926, la farine de seigle se vendait 195, et la farine de blé 235 (3), soit une différence de 40 frs par quintal, ce qui, pour une incorporation de 8 %, abaisse le prix de revient du quintal de farine de 40 $\times$ 0,08 = 3,20, soit par kilog de pain, 3,20 divisé par 130 = 00246, à peine un demi sou.

Et encore si l'on tient compte que la farine additionnée de 8 % de farine de seigle a un rendement en pain inférieur à celui de la farine de froment, ne serait-ce que d'un kilog ou deux, l'avantage devient nul ou même négatif.

Prenons au hasard d'autres exemples extraits de la cotation de la préfecture de la Seine.

(1) On encourageait ainsi la culture des céréales secondaires au détriment du blé.

(2) La hausse a commencé à se faire sentir dès qu'on a pu envisager le décret comme probable, elle a été violente sitôt le décret connu.

(3) L'écart entre le prix du grain et de la farine de seigle est toujours plus élevé qu'entre le blé et la farine, car le rendement en farine est moins élevé et les issues de seigle sont généralement moins chères que celles du blé.

Dans la cote du 14 octobre 1927, la commission départementale établit le prix de revient de la farine de blé indigène pur à 203,28 et celui de la farine de seigle à 189,85 soit une différence de 13 francs 43 cm. En incorporant 6 % de farine de seigle, le prix de revient est diminué de $13,43 \times 0,06 = 0,80$ par sac de farine, soit par kg de pain, $0,80$ divisé par 130 = 0,006, soit en chiffre rond : 1/2 centime.

Dans la cote du 2 novembre 1928 (une des dernières établies) nous relevons :

Prix de revient de la farine de blé indigène	197,78
Prix de revient de la farine de seigle	176,84
Différence	20,94

Economie réalisée par sac de farine (incorporation 6 %) : $20,94 \times 0,06 = 1,25$, soit pour 130 kg de pain à peine un centime par kg de pain.

En tenant compte de la différence de rendement due à la farine de seigle, l'opération se résout en une aggravation du prix de revient du pain.

Il ne faut donc pas compter sur l'incorporation des succédanés pour en diminuer le prix.

Les effets de la réglementation du taux de blutage sans être aussi négligeables ne sont pourtant pas bien conséquents.

Supposons, en effet, qu'un meunier (quel que soit du reste le taux réglementaire), fabrique une farine à un taux d'extraction de 5 % (1), inférieur au taux réglementaire.

Avec 100 kgs de blé il fera 5 % de farine panifiable de moins et 5 % de farine basse de plus. En admettant qu'il vende ces farines basses 80 francs de moins que les farines de boulangeries, ce qui est un écart maximum, il réalise, de ce chef, une perte de 4 francs ($5 \times 0,80$) par sac de blé, perte qu'il devra récupérer sur le prix de la farine panifiable. Or 4 frs par sac de blé représente environ (4×100) = 5,70 par sac de farine.

70

Il devra vendre le sac de farine 5,70 de plus qu'il n'aurait vendu le sac de farine réglementaire.

5 f. 70 pour 130 kg de pain, cela fait 4 centimes 3 par kg de pain, un peu moins d'un sou.

Bien rares sont les consommateurs qui n'auraient pas accepté de payer le kg de pain un sou de plus, soit pour une famille de six personnes (sans chien) une dépense supplémentaire de 3 ou 4 sous par jour pour manger du bon pain.

D'autant que, lorsqu'on a du bon pain, on en mange plus, ce qui permet d'économiser sur d'autres ali-

(1) Actuellement que le taux d'extraction est libre, il n'est pas inférieur de plus de 5 % au taux réglementaire des plus mauvaises années qui était de 1 % au-dessus du poids spécifique du blé.

ments et, comme le pain, après les pommes de terre, est l'aliment le moins cher (1), on a bientôt fait de regagner les 3 ou 4 sous par jour, dépensés en plus pour avoir du bon pain.

Bien plus, le pain gris est plus difficilement digestible que le pain blanc; d'abord, il est toujours moins développé, moins troué que le pain blanc, il est moins facilement pénétré par les sucs gastriques. Ensuite, le pain gris est mangé avec moins d'appétit que le pain blanc, il satisfait moins le goût, par suite la sécrétion des sucs gastriques est moins abondante. Et ceci est très important, car non seulement le pain, mais tous les aliments avec lesquels on mange du pain sont moins bien assimilés (2).

Il en résulte un gaspillage important de matières nutritives.

Il faut noter encore que l'on est plus porté à gaspiller le pain gris que le pain blanc, car le pain gris est encore mangeable frais, il devient tout à fait mauvais dès qu'il est un peu rassis.

En résumé, le seul résultat que l'on peut retenir en faveur du pain gris, c'est qu'il économise le stock de blés indigènes; qu'il diminue nos besoins d'importation en

(1) Certaines années, comme pendant l'hiver 1927-28, il était même moins cher que les pommes de terre en tenant compte du déchet qu'il y a sur celles-ci.

(2) Voir rapport du professeur Lapique à l'Académie de Médecine.

blé. Nous avons vu qu'au point de vue du change, c'était indifférent puisque ce qu'on économise en importation de blé, était à peu près compensé par un supplément d'importation d'autres produits. Le seul argument que l'on peut avancer en faveur du pain gris c'est qu'il fait baisser le blé par diminution de la demande. Jamais, le Gouvernement n'osa invoquer cet argument, il se retrancha toujours derrière l'argument du change, mais en réalité la politique du pain gris se rattache étroitement par son esprit à celle de la suppression des droits, qui sacrifie le producteur au consommateur.

Cette réglementation avait un autre grave défaut, il était à peu près impossible d'en contrôler l'application.

Nous ne saurions mieux faire que de citer ce que disait, à ce sujet, M. le Professeur Lapique, dans le Rapport qu'il présenta à l'Académie de Médecine, contre l'incorporation des succédanés (1); après avoir parlé des difficultés de se procurer des succédanés, il disait :

« Cette difficulté d'approvisionnement pousse fatalement à la fraude, la rend presque excusable, si par fraude on entend la non exécution du décret dans la livraison d'une farine d'ailleurs loyale et de bonne qualité; la tentation est d'autant plus forte que le contrôle est à peu près illusoire ».

(1) Dans son rapport M. Lapique conclut à l'exclusion des succédanés comme ne procurant aucune économie réelle, aucun avantage pour le change et présentant des inconvénients pour la santé publique; ce n'est qu'à titre de transaction qu'il tolère le seigle comme le moins mauvais des succédanés. Par contre, il conclut à un taux d'extraction très élevé, il ne cite pas de chiffre, mais

« Le contrôle s'exerce en fait, ça et là, mais souvent
« n'aboutit qu'à une injuste vexation. Il est, en effet,
« pratiquement impossible d'une façon sérieuse, 10 %
« d'un mélange en proportion quelconque de sept fa-
« rines différentes, comment doser une telle adjonction,
« même en mettant à part les gruaux qui sont eux-mê-
« mes du froment ? Il ne peut s'agir que d'examen mi-
« croscopique, bien difficilement quantitatif. Admet-
« tons cette difficulté résolue, fut-ce d'une façon un
« peu conventionnelle; en voici une autre :

« Des poudres différant entre elles de nature, se mé-
« langent mal, et, même bien mélangées, prennent dans
« une masse donnée des répartitions différentes par les
« chocs dus aux manutentions successives. En consé-

il ressort d'une conversation qu'il a eue avec M. Henri Lévy, président de l'Union Meunière de l'Alsace-Lorraine, qu'il envisageait le taux de 85 %. Il ressort également de cette conversation que M. Lapique a envisagé la question du taux de blutage bien plus au point de vue théorique qu'au point de vue pratique. Il s'appuie sur ce fait que le grain de blé ne contient que 12 % d'écorce et que tout le reste est farine.

Il a l'air d'oublier que ce n'est que par des moyens chimiques que l'on peut séparer complètement la farine du son, et que par les moyens physiques du broyage et du blutage il est impossible d'arriver à une séparation exacte. Si on veut pousser le curage des sons en queue de mouture, on les brise en particules microscopiques qui traversent les tamis les plus fins, et donnent à la farine une teinte très grise. Les divers systèmes de brosse à son produisent le même résultat par déchirement du son.

Il est donc impossible dans l'état actuel de la technique d'extraire toute la farine du blé sans y introduire une quantité notable de débris celluloseux. La séparation parfaite ne sera probablement jamais possible tant qu'on ne disposera que de moyens mécaniques.

« quence, au hasard des prises d'échantillons, une seule
« et même farine, régulièrement additionnée des 10 %
« de riz, pourra être poursuivie, soit comme contenant
« trop, soit comme contenant trop peu de succéda-
« nés (1) ».

Il était évidemment beaucoup plus grave et surtout beaucoup plus déshonorant d'être poursuivi pour excès de succédanés que pour insuffisance, et il est impossible de faire des reproches aux meuniers qui, par crainte de ces accidents n'incorporaient dans leur farine que la quantité strictement nécessaire de succédanés pour que l'analyse microscopique en révèle, c'est-à-dire 2 à 3 %, par exemple. Entre deux risques, il faut choisir le moindre.

Ajoutons que la surveillance étant très peu active, et ne s'exerçant que mise en branle par une plainte des boulangers, la concurrence poussait à faire de la farine beaucoup plus belle que celle résultant des règlements.

C'est même pour cela que les consommateurs n'ont pas protesté plus énergiquement et que la réglementation a duré si longtemps.

(1) Il nous a été donné de constater le même phénomène sur le mélange de grains. Nous faisons l'incorporation du seigle au blé avant mouture par des distributeurs volumétriques précis, calés sur le même arbre de transmission et par suite tournant exactement à la même vitesse. Ces distributeurs étaient placés à la sortie des silos et le mélange après nettoyage passait dans des bois-

Il n'en est pas moins vrai qu'il est immoral de faire des réglemens que les bons citoyens eux-mêmes sont obligés d'enfreindre s'ils ne veulent pas succomber sous la concurrence. L'autorité ne doit pas rédiger de réglemens qu'elle ne soit en mesure de faire respecter.

seaux d'attente. Par le mouvement du grain dans ces boisseaux, il s'y faisait un commencement de séparation et le mélange arrivait à la mouture tantôt très chargé en seigle, 20 à 30 %, tantôt n'en contenant presque pas.

Ceci pour montrer combien il était facile à un commerçant de bonne foi de se trouver en défaut.

CHAPITRE XI

REGLEMENTATIONS DIVERSES

Taxe sur le chiffre d'affaires

Congé de circulation des blés

Fermeture des boulangeries le dimanche

Si les pouvoirs publics tenaient tant à faire baisser le prix du pain, ne fut-ce que d'un sou, il y avait un moyen bien simple, c'était de supprimer le chiffre d'affaires sur les farines et issues.

Lorsque la loi du chiffre d'affaires fut votée (1920) le commerce des farines était monopolisé entre les mains des services du Ravitaillement, aussi la farine et le pain furent-ils exonérés de cet impôt. Mais, à partir du mois d'août 1921, en même temps que le commerce des farines redevenait libre, il était astreint à payer le chiffre d'affaires.

Il est vrai que pour ménager l'opinion publique, le pain continua à être exonéré, et le fut toujours. Ainsi, le gouvernement pouvait dire que le pain, denrée de première nécessité, était exempt d'impôt; mais il se gar-

dait bien d'ajouter qu'il l'avait déjà payé une fois sous forme de farine, quand ce n'était pas deux fois, une fois comme blé et une fois comme farine.

On ne voit pas bien quelles pouvaient être les raisons de cette différence de traitement entre la farine et le pain.

S'il y avait des raisons sérieuses de détaxer le pain elles auraient du conduire également à détaxer la farine et le blé. La seule raison qui semble expliquer cette différence de traitement, c'est que le public se rend moins compte de l'impôt qui est payé par le Minotier, avec lequel il n'a aucun contact, que d'un impôt qui serait payé sur la vente du pain, par son boulanger, avec lequel il est en contact journalier.

Et puisqu'il est admis par les techniciens de la fiscalité qu'une des qualités d'un bon impôt c'est d'être perçu le plus possible à l'insu du contribuable, on ne peut nier qu'à ce point de vue, l'impôt sur la farine était supérieur à l'impôt sur le pain.

Pratiquement, le pain n'était soumis qu'une fois à l'impôt du chiffre d'affaires, au moment de la vente de la farine au boulanger, car on peut dire que le blé n'a jamais rien payé.

D'abord les blés vendus directement par le cultivateur au meunier échappaient évidemment à l'impôt, mais même les blés passant par un marchand de grains l'évitaient, et voici comment :

Le marchand de grains qui avait achete ferme le blé des cultivateurs l'offrait ensuite au meunier et se faisait signer par celui-ci un ordre d'achat à la commission. Sur sa facture, il avait soin de porter la commission séparée du prix d'achat, et il ne payait le chiffre d'affaires que sur le montant de sa commission. Soit sur 1 ou 2 francs au lieu de payer sur 100 ou 200 francs suivant les cours.

On peut dire qu'il ne se passait plus de contrat de blé entre marchands de grain et meuniers, autrement qu'avec un bon de commission.

Aussi, lorsque par la loi du 24 décembre 1924, qui avait pour but d'enrayer la hausse du pain, le Gouvernement accepta de dégréver du chiffre d'affaires le commerce des blés, il eut l'air de faire un beau geste en dégrévant le pain, mais en réalité ce geste ne lui coûta pas cher, car il supprima un impôt que personne ne payait (1).

La suppression de l'impôt sur les farines aurait été beaucoup plus efficace, car dès cette époque, il ressortait à 2 francs par sac; pendant l'année 1926 avec l'augmentation du prix des farine et l'augmentation du taux porté de 1,30 à 2 %, le chiffre d'affaires ressortait à environ 5 francs par sac de farine en

(1) On peut considérer comme négligeable l'impôt qui était perçu sur les commissions puisqu'il se chiffrait par sac de blé en moyenne à 1,50, multiplié par 1,30 % = 0,0193, soit environ 2 centimes.

prenant pour base le prix moyen de 250 (il monta jusqu'à 340). Si on ajoute l'impôt sur le chiffre d'affaires, appliqué aux issues (1) et l'impôt sur le transport des blés et farines, on constate qu'à cette époque, l'impôt total dont était grevé un sac de farine, dépassait 6 francs, soit plus d'un sou par kilog de pain.

Cet impôt subsista jusqu'à la loi du 31 juillet 1929 portant suppression de la taxe à la mouture (2).

Toutefois, on ne saurait critiquer le Gouvernement d'avoir, d'une part, exempté en 1924 le commerce des blés du chiffre d'affaires, et, d'autre part, d'avoir attendu jusqu'en 1929 pour en exempter les farines.

Comme l'impôt sur le blé ne rapportait rien, sa suppression ne compromettait pas l'équilibre budgétaire et elle libérait le commerce des grains d'une foule d'entraves et de formalités auxquelles il devait se soumettre pour échapper à l'impôt.

Quant à l'impôt sur les farines, il rapportait une somme appréciable entre 200 et 300 millions suivant le cours. Ç'aurait été une faute que de le supprimer et de mettre ainsi l'équilibre du budget en danger, tant que

(1) Nous avons vu que le prix de vente des issues était indépendant de leur prix de revient, comme pour la plupart des sous produits et qu'il intervenait dans le prix de revient des farines; l'impôt sur les issues diminuant leur prix de vente augmentait le prix de revient des farines.

(2) La loi de finances du 30 décembre 1928 avait remplacé le chiffre d'affaires sur les farines par une taxe à la production dite « taxe à la mouture », pratiquement l'impôt supporté par les farines était le même.

notre redressement financier n'était pas suffisamment consolidé. Car qu'est-ce même qu'un sou d'impôt par kilog de pain, à côté de l'augmentation que pouvait produire une baisse du franc ?

Toutefois, cet impôt avait un défaut, il n'était pas payé par tout le monde.

Il se constitua rapidement des syndicats de boulangers qui achetèrent ou louèrent un moulin. Les membres du syndicat donnaient à ce dernier des ordres d'achat de blé.

Le syndicat achetait donc le blé pour le compte des boulangers, le transformait en farine et le leur livrait. Le chiffre d'affaires était ainsi évité.

D'autres meuniers évitaient également le chiffre d'affaires en transformant leur moulin en coopérative agricole. Ils n'avaient qu'à distribuer une action de 100 francs ou même moins, à chaque cultivateur dont ils achetaient le blé, et qui étaient ainsi transformés, pour la circonstance en adhérents. Ne travaillant que les produits de leurs adhérents, ils évitaient le chiffre d'affaires.

Ils pouvaient ainsi faire une concurrence dangereuse aux Meuniers qui payaient l'impôt. Si vis-à-vis de tous les commerçants les exemptions dont bénéficient les coopératives sont des injustices, l'injustice est encore plus frappante dans une industrie comme la meunerie où le fait d'éviter le chiffre d'affaires, constitue, pour celui

qui l'évite, un bénéfice équivalent à deux ou trois fois le bénéfice net, normal du meunier.

Ainsi donc, de deux moulins qui sont obligés de vendre le même prix, celui qui évite le chiffre d'affaires fera un bénéfice net plus que normal (égal au chiffre d'affaires, soit 3 à 4 francs par sac de blé); tandis que son voisin qui ne gagne pas plus et qui est obligé de verser ces 3 ou 4 francs au fisc, travaillera absolument sans rien gagner.

Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions les coopératives agricoles et surtout, les coopératives de meuneries se soient développées.

Les coopératives ne devraient avoir de raison d'être que pour empêcher les commerçants de faire de trop gros bénéfices.

Si pour pouvoir vivre, elles sont obligées de compter sur les immunités fiscales, et que, sans cela elles ne puissent pas soutenir la concurrence des commerçants travaillant à leur compte, c'est quelles sont absolument incapables de rendre service à leurs adhérents, il n'y a donc aucune raison de les soutenir.

Malheureusement, la politique s'en mêle et, comme il y a beaucoup plus de coopérateurs que de commerçants ordinaires, il se trouve toujours des députés, et d'ailleurs dans tous les partis, pour intervenir en leur faveur.

Cependant, sur les instances du syndicat de la meunerie, le Gouvernement consentit à remplacer l'impôt

sur le chiffre d'affaires sur les farines et issues par une taxe à la mouture, frappant tous les blés à leur passage au moulin que ces blés appartiennent au meunier ou à une tierce personne, ce n'était plus la vente qui était taxée, mais le fait de la mouture (1).

Toute inégalité fiscale devait être ainsi supprimée; malheureusement les défenseurs des coopératives parvinrent à faire insérer dans la loi une exemption en faveur des coopératives agricoles de meunerie.

Il y avait donc encore une catégorie de moulins privilégiés.

Ce privilège ne tomba qu'avec la loi du 31 juillet 1929 qui supprima purement et simplement toute taxe ou impôt sur la vente ou la mouture des céréales (2). Ainsi tous les moulins étaient remis sur le même pied devant l'impôt.

Congé de circulation des blés

Nous nous étendrons un peu sur cette mesure, bien que son effet soit nul, pour bien montrer que notre politique du blé était dominée, moins par le souci du bien commun que par le souci de l'effet produit sur le public.

En juillet 1926, l'opinion publique était surexcitée par la hausse de la livre et par la hausse des blés qui s'en suivait.

(1) C'était un essai de taxe à la production.

(2) Première loi de dégrèvements, sous le ministère Briand.

La plupart des grands journaux d'information, dont le rôle aurait dû être de calmer l'opinion, publièrent des articles où il était dit que des meuniers des départements producteurs raffaient les récoltes chez les cultivateurs pour les revendre à prix d'or à l'étranger.

On ajoutait que l'on avait vu dans certains pays de lourds camions automobiles enlever le blé chez les cultivateurs et l'emmener vers une destination inconnue.

D'autres journalistes, voulant paraître mieux informés, racontaient qu'ils avaient vu, de leurs yeux, des chalands pleins de blé descendre le Rhin et passer la frontière allemande.

Si ces journalistes avaient été mieux informés, ils auraient pu savoir qu'il n'était pas dans les usages du Commerce de la Meunerie de transporter du blé avec de petites camionnettes et que, d'autre part, il arrive tous les ans, qu'au moment de la récolte, les moulins aient très peu de blé en magasin et soient obligés pour s'approvisionner d'aller chercher le blé sous les machines à battre.

Ils auraient pu savoir également que, depuis le traité de Versailles, notre frontière douanière est reportée de l'autre côté du territoire de la Sarre et que, par conséquent, les populations de la Sarre qui ne produisent que peu de blé, sont obligées de l'acheter en France, puisqu'elles ne peuvent l'acheter en Allemagne.

Enfin, ils auraient surtout dû savoir que l'exportation du blé était interdite, et qu'il est moins facile de

faire passer la frontière à des wagons ou des bateaux de blé que de cacher dans ses bagages un jeu de cartes ou un coupon de dentelle. En parlant d'exportation de blé, on affirmait par là même la complicité du service des douanes.

Toutefois, si l'on est habitué à trouver sous la plume des journalistes des informations assez fantaisistes, ce qui dépasse l'imagination, c'est que le Gouvernement ait agi exactement comme si ces informations avaient été exactes.

Pour calmer l'opinion publique alarmée, le Gouvernement envoya ses gendarmes et ses juges d'instruction aux troupes des commerçants ou des minotiers, coupables seulement d'avoir acheté ou fait acheter du blé pour approvisionner leurs usines.

Et c'est également pour rassurer l'opinion publique que le Gouvernement fit voter la loi du 9 août 1926 instituant pour les blés un congé de circulation, comme pour les vins, congé destiné, d'après l'exposé des motifs de la loi, à surveiller la circulation des blés et à empêcher l'exportation.

Le congé de circulation n'était évidemment pas très onéreux : 0 fr. 10 par quintal, mais il était pour le commerce une source d'ennuis et de vexations sans nombre. Et l'Administration des Finances, intervenant pour la perception, chercha, comme à plaisir, à compliquer les choses.

N'alla-t-elle pas jusqu'à exiger, par sa circulaire du 22 octobre 1926, que le meunier qui transporte un wa-

gon de blé de la gare à son moulin, en plusieurs voyages, fasse établir autant de congés qu'il faisait de voyages.

A noter que toutes ces formalités n'avaient même pas d'intérêt au point de vue statistique, puisque tous les transports de blé n'y étaient pas soumis : Les transports effectués par le cultivateur récoltant, à l'intérieur du canton, et des cantons limitrophes, étaient exemptés. Et nombreux sont les cultivateurs qui conduisent eux-mêmes leur blé au moulin.

Quant à l'utilité de cette mesure pour empêcher les blés de sortir de France, elle est évidemment insoutenable. Il était beaucoup plus simple, si l'on croyait réellement que des agents des douanes se soient laissés corrompre, ce qui paraît bien peu probable, d'exercer une surveillance plus attentive sur les points de la frontière suspectés.

Du reste, rien n'est plus décisif que de citer l'avis du Ministre de l'Agriculture lui-même. Au congrès de la Meunerie Française, du 22 novembre 1926, lorsque cette question du congé de circulation vint en discussion, un meunier demanda quelle était l'utilité de ces congés.

Et M. Chasle, président de la M.F., répondit en ces termes :

« La question est précise, je l'ai posée moi-même au Ministre de l'Agriculture, qui m'a répondu simplement : « Ils ne sont d'aucune utilité, mais il était nécessaire de les instituer pour donner satisfaction à l'opinion publique. Celle-ci se montrait en effet inquiète

« des bruits qui avaient circulé et qui tendaient à faire
« croire que les blés sortaient de France à destination
« de la Suisse, voire de l'Allemagne » (1).

Bien mieux, au banquet de clôture du même Congrès, M. Queuille, Ministre de l'Agriculture, qui présidait, prononça un discours dont nous extrayons ce passage. Parlant de la période critique de juin-juillet 1926, il disait :

« Les gros centres d'écrasement du blé ont dû pres-
« que exclusivement s'approvisionner dans les régions
« productrices. Il en est résulté ce grand mouvement de
« transports de juin et juillet 1926, dont s'est alarmée
« à tort une certaine presse, insuffisamment avertie,
« quand elle a laissé croire au public que ce blé français
« était dirigé sur les pays étrangers.

« Or, il s'agissait simplement de blés qui allaient
« de nos départements producteurs vers les gros centres
« d'écrasement de l'Ile-de-France, de l'Est, ou même de
« la Sarre, qu'en application du traité de Versailles nous
« devons ravitailler. Cela a déterminé dans le pays l'agi-
« tation que vous avez connu et a fait porter contre cer-
« tains minotiers, qui faisaient simplement leur métier,
« en s'approvisionnant sur le marché intérieur, des ac-
« cusations injustifiées » (2)

Tout le monde est donc bien d'accord sur l'inutilité du titre de circulation, mais ce qu'il y a de plus fort

(1) Extrait du compte-rendu du Congrès publié dans la M.F. de décembre 1926.

(2) dito.

c'est que malgré les réclamations pressantes des intéressés, malgré l'aveu du Ministre de l'Agriculture lui-même, il faudra attendre plus d'un an et demi, jusqu'au 8 mars 1928, pour revenir à la libre circulation. En attendant que de temps perdu en vaines formalités, tant pour l'administration que pour les administrés.

Et encore la loi du 9 août n'a pas été abrogée, elle a simplement été suspendue provisoirement. Espérons que ce provisoire durera longtemps.

Enfin pour économiser le pain, un autre procédé fut appliqué.

On eut l'idée d'interdire la fabrication et la vente du pain le dimanche.

Cette mesure ne fut pas appliquée d'une façon générale, elle ne le fut en particulier jamais à Paris, où elle serait d'ailleurs inapplicable. En effet, dans la plupart des boulangeries parisiennes et même dans d'autres grandes villes, plusieurs équipes d'ouvriers (1) se relaient au fournil d'où impossibilité absolue de doubler les heures de travail le samedi.

Au point de vue économie, il est très difficile d'apprécier les résultats. Ne portant que sur la consommation d'un jour par semaine, ils ne peuvent être que très réduits et il serait tout à fait illusoire de se reporter aux statistiques pour essayer de les apprécier. On en est réduit à faire des suppositions a priori. D'une part, il est certain que ne disposant le dimanche que de pain rassi

(1) Généralement deux.

on en mange moins. Mais d'autre part, n'est-il pas à craindre que les ménagères craignant de manquer de pain le dimanche ne fassent une provision un peu supérieure à leurs besoins, et que, le lundi l'excédent soit gaspillé pour manger du pain frais.

D'autant que le pain fait le samedi a des chances d'être moins bon, le boulanger étant trop pressé.

Quoiqu'il en soit, il n'est pas douteux que le résultat doit pencher nettement du côté de l'économie.

D'ailleurs, cette mesure doit être maintenue pour une autre raison.

Malgré les pétrins mécaniques, les boulangers ont un travail assez pénible et assujettissant pour qu'ils puissent avoir droit à un jour de repos par semaine.

CHAPITRE XII

LA SPECULATION

Lorsqu'il se produit de fortes variations sur les cours du blé, le public ne manque jamais d'en rendre responsable la spéculation.

De là, à demander aux Pouvoirs Publics la suppression de la Bourse du Commerce il n'y a qu'un pas et il se trouve toujours quelque député pour le franchir. Ce faisant, on oublie deux choses : premièrement, qu'il ne suffirait pas de supprimer la Bourse du Commerce pour supprimer la spéculation; deuxièmement, que si la spéculation et en particulier les contrats à terme, peuvent parfois avoir pour effet d'exagérer les variations de cours, leur effet ordinaire et normal est au contraire de régulariser les cours.

Pour supprimer la spéculation, il ne suffirait pas de fermer la Bourse, il faudrait établir le monopole du blé comme pendant la guerre, sans quoi, en effet, comment empêcher le cultivateur qui a du blé à vendre de le conserver dans l'espoir d'une hausse, ou, au contraire de s'en débarrasser en bloc de crainte d'une baisse ? Com-

ment empêcher le meunier de se retirer des marchés s'il craint la baisse ou, au contraire, s'il prévoit une hausse de s'assurer des approvisionnements pour plusieurs semaines ou même plusieurs mois ? Et qu'est-ce que tout cela sinon de la spéculation ?

Evidemment, personne ne songe à rétablir le régime du ravitaillement et les détracteurs de la spéculation répondent que ce qu'il faut interdire ce n'est pas le commerce entre le producteur et le consommateur, mais que des intermédiaires : « Les spéculateurs » comme ils disent ne viennent s'interposer entre producteurs et consommateurs et prendre un bénéfice sans avoir rendu aucun service.

C'est précisément là qu'est l'erreur, car le spéculateur rend un service.

Par définition, il achète à la baisse pour revendre à la hausse.

Donc, en période de baisse, il tend à absorber l'excédent de l'offre sur la demande et, par là à enrayer la baisse en en supprimant la cause.

En période de hausse, il écoule les stocks achetés bon marché et par là enrayer la hausse.

La faculté de passer des contrats à terme augmente le rôle régulateur de la spéculation en lui facilitant les affaires.

Grâce aux contrats à terme, le producteur et le consommateur peuvent plus facilement choisir le moment qu'ils préfèrent pour traiter; en cas de cours bas exem-

ple, les ordres d'achat arriveront plus abondants grâce aux contrats à terme (1).

Cependant la spéculation ne peut pas supprimer les variations de cours, ce qui serait absurde puisqu'elle se supprimerait elle-même, elle a simplement pour effet d'amortir ces variations, de les rendre plus lentes, moins brutales et même de moindre amplitude en s'efforçant de les prévoir.

Toutefois, nous n'aurons pas la prétention de soutenir que les effets de la spéculation sont toujours bienfaisants.

Tout d'abord le mécanisme de la spéculation étant de chercher à prévoir l'avenir, il arrive fatalement qu'elle se trompe dans ses prévisions et qu'il s'ensuive une variation de cours sans base réelle; et lorsque l'erreur de prévision devient manifeste, il s'ensuit nécessairement un contre-coup.

C'est un peu ce qui s'est produit au printemps 1929.

On a cru que les blés avaient beaucoup souffert du froid exceptionnel du mois de février et que la récolte se-

(1) La hausse de l'éloigné entraîne nécessairement celle du disponible car si l'écart (ou report) était trop fort, le reporteur (un capitaliste voulant placer son argent) achète au comptant et revend à terme à la même séance. Il a ainsi un bénéfice assuré. Le taux maximum du report est donc principalement conditionné par la valeur du loyer de l'argent. La baisse de l'éloigné entraîne la baisse du disponible, en incitant les détenteurs de stock à profiter du cours plus élevé du disponible; l'écart peut cependant être plus élevé qu'à la hausse s'il y a des besoins immédiats importants et un faible stock.

rait nettement déficitaire (1). Les blés indigènes montèrent fortement ce qui créa un fort mouvement d'importation.

Les quantités importées dépassèrent de beaucoup le contingent nécessaire à la soudure. Contrairement aux prévisions et grâce au temps favorable qui suivit, la récolte de 1929 fut la plus abondante que l'on ait vu depuis près de trente ans. Avec le report de la récolte précédente, il y eut un fort excédent sur le marché et c'est ce qui provoqua la crise 1929-1930.

D'autre part, on ne peut nier qu'il n'y ait des spéculateurs qui cherchent parfois à créer un mouvement artificiel pour en profiter, ou à exagérer une variation quelconque.

Mais ce jeu est dangereux et ce sont souvent les spéculateurs qui en sont les premières victimes. Il ne faut pas oublier, en effet, que si un groupe veut créer un mouvement de hausse artificielle pour écouler des stocks, il faudra, soit qu'il lance des fausses nouvelles, et nous verrons plus loin que cette manœuvre doit être réprimée, soit qu'il se porte acheteur de quantités importantes. Dans ce dernier cas, il est bien rare que ce groupe haussier ne trouve pas en face de lui un autre groupe bien au courant de la situation réelle, qui pour profiter du mouvement de hausse artificielle, se portera vendeur à découvert de quantités importantes dès que les cours auront monté de quelques points et ainsi contrecarrera l'action du groupe haussier. Ce dernier en sera généralement

(1) Dans beaucoup de pays les blés n'étaient pas protégés par la neige.

pour ses frais. Ainsi la police de la Bourse se fait-elle d'elle-même.

Aussi généralement les victimes de ces mouvements artificiels ne sont pas des professionnels, mais des gens ignorant tout de la question du blé, des gens attirés à la spéculation par la propagande effreinée de certains courtiers qui n'ont qu'un but, toucher une commission.

Il y a intérêt évidemment à écarter du marché ces spéculateurs d'occasion, tant pour leur sauvegarde personnelle que pour l'assainissement du marché. Malheureusement, ce n'est pas facile, car il est bien malaisé de trouver un critérium indiquant qui aura droit de travailler en Bourse et qui n'aura pas droit, on risque par des mesures de restriction d'écarter de la Bourse toute une catégorie de petits commerçants ou de cultivateurs qui y travaillent d'une façon très normale. On restreindrait ainsi le marché, et l'on sait que plus un marché est étroit, plus les manœuvres y sont faciles.

Pour ce qui est des fausses nouvelles, il faut évidemment chercher à les réprimer, mais là encore il faut prendre garde de ne sévir que contre les gens évidemment de mauvaise foi et nous savons bien que c'est difficile.

Evidemment moins il y aura de spéculateurs amateurs et plus la proportion de professionnels sera grande, plus il sera difficile aux marchands de fausses nouvelles d'exercer leur coupable industrie.

Chacune des corporations qui s'intéressent au commerce du blé pourraient aussi charger leurs syndicats de créer des offices de renseignements qui auraient pour

mission de renseigner leurs membres aussi exactement que possible. Et s'ils arrivaient par leur impartialité scrupuleuse à inspirer confiance, il leur serait facile de couper les ailes à toutes les fausses nouvelles (1).

Enfin, n'oublions pas qu'il n'est sur terre rien de parfait et que, s'il fallait supprimer tout ce qui pêche par quelque côté, bien peu d'institutions subsisteraient.

La spéculation et son organe central, la Bourse, sont évidemment loin de la perfection. Mais si elles ont pu causer parfois quelques torts, en particulier par suite d'erreurs de prévision, il faut mettre en regard la régularisation relative des cours qu'assure généralement la spéculation.

L'expérience au reste a été tentée au mois de février 1924. Pour enrayer la hausse des blés, le Gouvernement d'alors ne trouva rien de mieux que de fermer la Bourse. Croit-on que les cours en aient été plus réguliers ? Si le franc ne s'était pas rétabli, la hausse n'en aurait été que plus violente, car les vendeurs n'ayant plus d'élément d'appréciation des cours auraient toujours craint de ne pas demander assez cher.

C'est bien ce qui s'est produit entre le jour de la fermeture et le jour où la livre a commencé à baisser.

(1) Si les services ministériels en publiant des informations n'avaient pas souvent bien plus le souci d'agir dans tel ou tel sens sur les cours, plutôt que celui de respecter la vérité, leurs informations auraient plus de poids et il leur serait facile d'arrêter par une simple note une campagne de fausses nouvelles.

On n'avait du reste pas pour autant supprimé la spéculation (1).

Il aurait fallu pour la supprimer procéder, comme pendant la guerre à une réquisition générale.

Les marchés à prime eux-mêmes ont leur utilité; à première vue le marché à double prime semble n'être qu'une simple opération de jeu, mais souvent il n'est que le fait d'un commerçant prudent qui désire s'assurer contre la variation des cours.

(1) Nous ne parlerons que pour mémoire de la situation inextricable où cette mesure a plongé les négociants qui avaient des marchés en Bourse, ils furent dans l'impossibilité de liquider ces marchés sur des bases équitables et de nombreux procès s'ensuivirent.

CONCLUSIONS

Pour déduire de toutes ces observations une opinion sur la meilleure politique du blé à l'époque actuelle, il est nécessaire de mettre au premier plan, la sécurité nationale, sans laquelle tout le reste n'est rien et il est inutile que la France dépense des milliards pour son armée si, en cas de guerre, elle n'est pas certaine de pouvoir la nourrir.

Certains soutiennent qu'à l'heure actuelle, un pays ne peut pas être absolument indépendant au point de vue économique et qu'il faut en prendre son parti. Un pays qui veut conserver son indépendance doit, dit-on, adapter sa politique à sa situation économique au lieu de chercher à modifier sa situation économique (1).

Et l'on cite en exemple l'Angleterre qui devant importer presque toutes ses denrées alimentaires protège son indépendance par une puissante flotte.

(1) Adam Smith lui-même, le précurseur du libéralisme, admettait des exceptions à son système en faveur de l'indépendance nationale.

C'est ainsi qu'il approuvait « l'acte de navigation » de Cromwell destiné à assurer la prépondérance de la marine marchande anglaise et par là, l'indépendance britannique.

Ce point appelle deux considérations. Si tous les grands Etats adoptent la même méthode, la course aux armements n'aura plus de limites, et les armements navals coûtent chers.

D'autre part, à l'heure actuelle, l'Angleterre se trouve inquiétée dans sa suprématie maritime par suite du développement des différentes flottes sous-marines, et de l'impossibilité où se trouvent ses cuirassés de lui garantir la liberté de son ravitaillement.

Pour essayer de prouver l'inutilité de l'indépendance économique on cite l'exemple de l'Allemagne qui était, après les Etats-Unis l'Etat économiquement le plus indépendant, et qui n'en a pas moins été vaincue.

A notre avis, la force considérable de résistance qu'a montrée l'Allemagne en face de la coalition mondiale, force de résistance qui résultait pour une bonne part de cette indépendance économique est, au contraire un argument en sens inverse.

On dit aussi : en cas de guerre, il n'y a pas que de blé que nous risquerions de manquer, mais de bien d'autres denrées indispensables et principalement de pétrole et de coton.

C'est vrai, mais on peut espérer que d'ici quelques années, le problème du pétrole sera résolu d'une manière ou d'une autre. Les camions automobiles marchant au bois ou au charbon de bois commencent à se répandre. On peut espérer employer aussi comme carburant liquide les produits de distillation du bois.

Si on abandonne la culture du blé, il ne sera plus temps de la reprendre quand le problème du pétrole sera résolu.

A ceux qui prétendent que l'indépendance économique est irréalisable, nous répondrons que s'ils ont raison en théorie, en pratique, un blocus n'est jamais absolu, surtout pour un pays comme la France et qu'il nous serait, en cas de guerre, d'autant plus facile, d'effectuer les importations qui nous seraient indispensables, que le tonnage de ces importations serait plus réduit.

Enfin, quoique il ne soit pas niable que la S.D.N. puisse avoir un rôle bienfaisant, il serait bien imprudent de s'en remettre uniquement à elle pour notre sécurité.

Les récentes discussions de la Conférence Navale de Londres du printemps 1930, ont fait apparaître au grand jour les faiblesses du système de Genève. Les sanctions ne peuvent être mises en mouvement que si elles sont approuvées par l'unanimité du conseil de la S.D.N. Et même, dans le cas problématique où l'unanimité est obtenue, les sanctions d'ordre militaire préconisées par le conseil ne sont, d'après l'interprétation Anglaise, pas obligatoires pour les membres de la S.D.N.

Si, comme nous avons pu l'espérer, et comme Foch et Clémenceau le réclamaient, nous avons eu la frontière militaire du Rhin à perpétuité, ou tout au moins, entre nous et l'Allemagne, la Rhénanie indépendante comme Etat tampon, si même nous avons eu un pacte précis de garantie anglo-américaine, tel que Wilson et Lloyd Georges nous l'avaient promis en échange de la frontière du

Rhin, nous pourrions probablement envisager la situation sous un autre angle.

Mais tant que nous en serons réduits à ne compter que sur nous mêmes pour assurer notre défense, nous ne pourrions nous désintéresser de la question de notre ravitaillement qui est en temps de guerre une question primordiale.

Il est donc nécessaire d'augmenter notre production en blé. Il serait évidemment souhaitable d'avoir une production supérieure à nos besoins et un excédent important à exporter. Ce serait le meilleur moyen de ne pas manquer de blé.

Mais ce résultat nous coûterait trop cher, étant donné que nous sommes mal placés pour soutenir la concurrence des autres pays exportateurs. Et puis une prime à l'exportation est toujours dangereuse : elle risque de provoquer des représailles très nuisibles à notre balance commerciale.

Il est donc plus sage de nous contenter d'une production moyenne égale à nos besoins, d'autant plus qu'il y aura déjà fort à faire pour arriver à ce résultat.

Pour cela, la première des choses est de protéger convenablement la culture du blé et, surtout, de donner confiance au producteur par la stabilité de notre protection (1).

(1) Sur les inconvénients de l'instabilité douanière voir : *L'Agriculture et la Revision douanière*, par E. Néron, vice-président de la Commission des Douanes du Sénat, *Revue politique et parlementaire*, année 1927, T. 130, p. 313.

Toutefois, nous croyons que le droit actuel de fr. 80, serait trop élevé en période normale. Il répond actuellement à une nécessité impérieuse : protéger notre agriculture contre la crise mondiale du blé, crise aggravée encore par le Dumping Russe.

Mais il est impossible que les prix de misère pratiqués actuellement sur le marché international se maintiennent très longtemps. Les blés offerts actuellement 80 francs CAF port français, ne peuvent guère être payés au producteur plus de 40 à 50 francs en moyenne, en tenant compte du fret, du transport de la ferme au port d'embarquement et de tous les frais accessoires.

Une fois la crise passée, ces prix se relèveront nécessairement. Il y aura lieu alors de modérer le taux de notre protection.

D'autres mesures comme nous l'avons vu peuvent encore encourager notre production.

Pour éviter, en année de surproduction un effondrement des cours, qui démoralise la culture, il faudrait établir le bon d'importation, mais valable seulement pour l'importation du blé.

Même pour empêcher que grâce au bon le marché intérieur ne se vide et que tout le résultat de notre politique du blé ne soit par là compromis, il y aurait lieu, à notre avis de donner au bon d'importation qui aurait plus de trois mois de date une valeur de remboursement un peu inférieure au droit de douane, de deux ou trois francs par exemple; de cette façon le bon ne jouerait que dans les années de surproduction. Pour complé-

ter l'efficacité de ce système, il faudrait obtenir de l'administration des douanes qu'elle publie chaque semaine un état clair et exact des entrées et des sorties de blé ou farine.

Ce système du bon d'importation à valeur de libération réduite aurait encore d'autres avantages.

D'abord, le consommateur profiterait un peu des bonnes années en payant son pain moins cher les années de surproduction.

Les années où la production serait à peu près égale aux besoins notre marché subirait moins facilement les contre-coups des marchés étrangers.

Même en année déficitaire, ce système rendrait notre marché un peu indépendant des brusques variations extérieures : à part, en fin de campagne, devant une brusque hausse étrangère, il y a retard à la hausse et les importateurs attendent pour acheter un meilleur moment.

Par contre, il faudrait maintenir l'admission temporaire avec remboursement complet des droits et établir la cessabilité des acquits, mais rétablir la liberté de ne pas réexporter.

Nous sommes ennemis par principe, de toute autre réglementation sur la consommation : succédanés, taux d'extraction, consommation du bétail, etc... qui ont sévi si longtemps pendant la période d'après guerre.

Toutes ces mesures n'ont de raison d'être qu'en temps de guerre.

Elles ne peuvent du reste produire d'effet en temps de guerre qu'à cette condition. Si elles sont appliquées dès le temps de paix, la production et les approvisionnements sont prévus en conséquence et pour économiser ces derniers, il faudrait de nouvelles mesures de restriction.

Il n'y a qu'une de ces mesures qui pourrait être vraiment utile, c'est celle qui, en établissant un impôt important sur les chiens en ferait notablement diminuer le nombre. Nous avons vu que si ce nombre diminuait de moitié, il en résulterait une économie de 3 millions et demi de quintaux par an. Il nous serait ainsi beaucoup plus facile de nous suffire à nous-mêmes.

Il faut encore favoriser la production du blé par de sages mesures d'encouragement comme, accorder des exemptions d'impôts sur les terres emblavées, encourager la production des engrais à bon marché et en faciliter le commerce. Et surtout, il faut chercher à faire augmenter nos rendements par une propagande active et persévérante en faveur de l'amélioration des procédés de culture.

Enfin pour éviter un affaissement des cours au moment de la récolte, il faut favoriser la création de coopératives de Crédit de stockage et de vente de céréales.

C'est dans les régions de grande production que ce sera le plus facile pour plusieurs raisons :

Les gros producteurs sont plus entreprenants que les petits. Ils pourront construire des silos plus nombreux et par conséquents plus près de la ferme; l'idéal serait

qu'il y en ait un à chaque gare. Enfin, disposant de quantités importantes, il leur sera plus facile de classer leur blé par qualité et d'inspirer ainsi confiance aux acheteurs par des livraisons de qualités types, connues d'avance.

Grâce à ces coopératives les cultivateurs pourront obtenir des avances sur leurs récoltes d'une façon plus pratique qu'avec le warrant agricole. Ils ne seront pas encombrés par leur récolte qui sera stockée dans les silos de la coopérative. Ils pourront donc attendre le moment favorable pour vendre.

Deux systèmes principaux de vente peuvent être envisagés. Le plus parfait en théorie consiste à laisser au gérant de la coopérative l'initiative de choisir le meilleur moment pour vendre et de régler tous les coopérateurs sur la base du prix moyen de vente.

Le gérant mieux renseigné sera mieux placé pour connaître le moment le plus favorable à la vente et pour ne pas se laisser impressionner par un mouvement de baisse factice.

Le cultivateur réglé sur un prix moyen ne se laissera pas décourager par les mouvements de baisse; il pourra compter sur un prix assez stable.

Mais ce système sera difficile à mettre en pratique pour deux raisons :

Il ne sera pas facile d'obtenir que tous les adhérents fassent confiance au gérant pour choisir le meilleur moment pour vendre. Il y en aura toujours pour lui repro-

cher de n'avoir pas vendu au moment où les cours étaient au maximum.

Secondement pour que le prix moyen ne risque pas d'être faussé, il faudrait que le cultivateur s'engage à livrer tout son blé à la coopérative et soit assez discipliné pour accepter de bon cœur les mesures de contrôle ou les sanctions nécessaires.

En effet, s'il est libre de disposer de son blé et que les cours s'élèvent en fin de campagne, il aura intérêt à vendre individuellement et à profiter ainsi du **prix fort** plutôt que de livrer à la coopérative et d'être réglé au **prix moyen** nécessairement plus bas.

Pour ces raisons nous croyons qu'il serait plus facile pour commencer de laisser au cultivateur l'initiative de la vente et de le régler au cours du jour où il aura passé son ordre, le gérant ne conserverait qu'un rôle de conseil.

Lorsque les adhérents auront acquis un esprit de coopérateur et un esprit de discipline suffisamment développés, ils seraient libres d'adopter le premier système.

Dans les régions de faible production où il est moins facile de grouper les producteurs il y aurait pourtant quelque chose à faire. Ce serait de faciliter la construction de hangars individuels pour emmagasiner les récoltes en gerbe et éviter ainsi des battages prématurés.

Du reste les petits producteurs profiteraient de la régularisation des **prix** résultant du groupement des gros producteurs et comme dans les régions de petite produc-

tion le blé est acheté sur place par les meuniers de la région, il n'y a pas d'intermédiaire à supprimer et les frais d'administration d'une coopérative seraient dépensés en pure perte.

En dehors de cette considération de sécurité nationale en est-il d'autres d'ordre économique qui militent en faveur des droits de douane élevés ?

La première qui s'impose à l'esprit regarde la production.

Toute notre agriculture a pour base la culture du blé, pour se transformer il lui faudrait du temps et si on ne voulait pas courir le risque d'une trop forte crise, le système protectionniste actuel ne pourrait être abandonné que **très progressivement**, pour permettre aux cultivateurs de se réadapter.

Une autre considération intéresse le consommateur.

La production française du blé représente une part importante, près de 1/10 de la production mondiale, et une part beaucoup plus importante du total des stocks exportables des différents pays.

Comme cet excédent exportable est très variable, il en résulterait des variations de cours beaucoup plus importantes que celles que l'on constate sur le marché intérieur.

Toutefois, à notre avis, cette considération ne serait pas suffisante à elle seule pour maintenir le protectionnisme, pas plus que la précédente.

Au point de vue purement économique nous aurions intérêt à acheter du blé bon marché et à produire autre chose (1).

Produisant moins de blé nous pourrions produire plus d'autres denrées alimentaires, de la viande et des laitages en particulier; ceux-ci comme le blé seraient meilleur marché, ce qui nous permettrait de produire à meilleur compte des produits manufacturés et à être mieux placés pour exporter (2).

Le jour où l'organisme de Genève ou tout autre système de sécurité se seront montrés suffisamment efficaces pour que nous puissions faire passer au second plan nos préoccupations de défense nationale, il faudra envisager un changement de notre politique du blé et diminuer les droits, mais il faudra être prudent.

Un changement brusque entraînerait nécessairement une très grave crise agricole, crise qui aurait sa répercussion sur toutes les branches de l'industrie nationale.

D'autre part, il ne faut pas oublier que le blé a plus vite fait de perdre du terrain que d'en regagner, il ne

(1) En supposant le droit actuel de 80 francs incorporé en grande partie pour 70 francs par exemple, il représente un impôt de $70 \times 80.000.000$, soit 5.600.000.000 prélevé sur l'ensemble de la consommation ; c'est évidemment une charge très lourde.

(2) Quand on parle de la politique des hauts salaires des Etats-Unis on oublie de dire qu'un pays ayant de telles richesses naturelles et un marché intérieur aussi vaste, peut vivre en marge des autres pays. Il n'en est pas moins obligé de défendre ses hauts salaires par un protectionnisme outrancier.

faudrait donc abandonner la production du blé qu'après mure réflexion.

En attendant, il faut continuer à encourager la culture par une protection raisonnable et par tous les moyens permettant d'obtenir un meilleur rendement à l'hectare.

En 1929, pour la première fois depuis longtemps, la récolte a été supérieure à nos besoins.

Certainement, cette récolte a été exceptionnelle et nous sommes encore loin de pouvoir compter sur cette moyenne.

Espérons pourtant que c'est un heureux présage pour l'avenir.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris

Pour le Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,

J. PERRON

Vu : le Président de la thèse,
William OUALID

Vu : Le Doyen de la Faculté,
A. BERTHELEMY

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS

- J. DANNEMULLER : La politique française du blé.
E. BRETIGNIERE : La production du blé.
E. RABATÉ : Précis de culture des Céréales.
H. et J. HITIER : Les problèmes actuels de l'agriculture
D. ZOLA : Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui.
G. V. GAROLA : Les céréales.
F. CONVERT : L'Industrie agricole.

COMPTE RENDU DE LA SEMAINE NATIONALE DU BLÉ tenue à Paris en Janvier 1923

Et spécialement les rapports de Messieurs :

- HENRI HITIER : Sur le développement de la production par l'amélioration des procédés cultureux.
L. BRETIGNIERE : Sur les blés actuellement cultivés en France.
E. TOURNEUR : Sur l'amélioration des variations de blé existantes.
J. VILMORIN : Obtention de nouvelles variétés de blé.

SCHRIBAUX et Marcel ARPIN : Sur les recherches des meilleurs blés au double point de vue du rendement et des qualités boulangères.

Henri CHASLE : Sur le triage des semences.

POHER : Propagande en faveur de l'amélioration et de l'extension de la culture du blé par les Compagnies de Chemin de fer.

RABATE : Sur la destruction des mauvaises herbes par l'acide sulfurique.

Marcel ARPIN : Sur la détermination de la valeur boulangère des blés et des farines par analyse.

André GUIGNARD : Sur le Commerce intérieur du blé et de ses dérivés.

Edmond LOEWE et Jean GOLDSCHMIDT : Sur les pays exportateurs de blé.

BAUBION : Sur les importations de blés étrangers en France.

PROUST : Mécanisme et rôle régulateur du marché à terme.

DE SAINT MAURICE : Les magasins collectifs de vente, meuneries et boulangeries coopératives.

PERIODIQUES

La collection du Journal « LE BULLETIN DES HALLES ».

La collection de la « MEUNERIE FRANÇAISE ».

La collection du « JOURNAL D'AGRICULTURE PRATIQUE ».

La collection du « BULLETIN DE L'OFFICE DES RENSEIGNEMENTS AGRICOLES ».

La collection du « BULLETIN DE STATISTIQUE AGRICOLE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE ROME ».

BULLETIN DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE, années 1928 et 1929.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE : Avril 1918 « l'intervention de l'Etat dans le domaine agricole » par Joseph et Henri Hitier.

STATISTIQUE AGRICOLE ANNUELLE 1927.

REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE, année 1926, T. 126, p. 47.

« LE PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE AU PAIR DE L'OR », par E. Néron.

L'AGRICULTURE ET LA REVISION DOUANIÈRE », par E. Néron. Année 1927, T. 130, p. 313

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE I. — <i>De 1820 à 1914</i>	5
L'échelle mobile, le libre échange, la protection	5
CHAPITRE II. — 1914 - 1921. — <i>PÉRIODE DE GUERRE</i> ..	14

DEUXIEME PARTIE

LES CONDITIONS DU MARCHÉ

CHAPITRE III. — <i>CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES SUR LA COMPARAISON DES COURS INTERIEURS ET EXTERIEURS</i>	25
CHAPITRE IV. — <i>EFFETS DES VARIATIONS DES CHAN- GES</i>	29
Retard à la hausse, retard à la baisse	29
Influence de l'admission temporaire	29
CHAPITRE V. — <i>PRODUCTION MONDIALE</i>	51
CHAPITRE VI. — <i>PRODUCTION INTÉRIEURE</i>	55
Moyens de l'augmenter. Encouragement à la culture. Augmentation des rendements	55

CHAPITRE VII. — <i>CONSOMMATION INTÉRIEURE</i>	75
Différents éléments de la consommation. Comparai- son avec la production	75

TROISIEME PARTIE

NOTRE POLITIQUE DU BLÉ

CHAPITRE VIII. — <i>NOTRE RÉGIME DOUANIER</i>	96
Etude de ses variations et de leurs répercussions sur les cours. Le bon d'importation	96
CHAPITRE IX. — <i>TAXATIONS</i>	143
CHAPITRE X. — <i>RÉGLEMENTATION DU TAUX DE BLU- TAGE ET INCORPORATION DES SUCCÉDANÉS</i>	148
CHAPITRE XI. — <i>RÉGLEMENTATIONS DIVERSES</i>	161
Taxe sur le chiffre d'affaires	161
Congé de circulation des blés	161
Fermeture des Boulangeries le dimanche	161
CHAPITRE XII. — <i>LA SPÉCULATION</i>	174
CONCLUSION	181
BIBLIOGRAPHIE	193

